

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE RÔLE JUDICIAIRE DE LA CHAMBRE DES LORDS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Le vendredi 13 mars 1936, à 14 heures

PAR

S. GRINBERG-VINAVER

AVOCAT A LA COUR D'APPEL
LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Président : M. Henry LÉVY-ULLMANN.

Suffragants : { MM. MOREL }
 SOLUS } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU ET C^{ie}, ÉDITEURS
14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1936

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE RÔLE JUDICIAIRE DE LA CHAMBRE DES LORDS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Le vendredi 13 mars 1936, à 14 heures

PAR

S. GRINBERG-VINAVER

AVOCAT A LA COUR D'APPEL
LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Président : M. Henry LÉVY-ULLMANN.

Suffragants : { MM. MOREL }
 { SOLUS } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU ET C^{ie}, ÉDITEURS
14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1936



A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

INTRODUCTION

Le titre, à résonance solennelle, de « Chambre des Lords », évoque nécessairement à la pensée du lecteur l'idée du Parlement anglais, dont elle représente la moitié aristocratique et l'élément traditionaliste.

Sa particularité la plus frappante consiste, en effet, dans son mode de recrutement. A l'inverse des autres Parlements du monde, dont les membres sont les représentants élus du pays, la Chambre des Lords se compose, encore aujourd'hui, en majeure partie, de membres héréditaires qui recueillent le droit de siéger avec le titre de Pair dans le patrimoine de leur auteur ; c'est l'assemblée des représentants de la noblesse du Royaume.

Par une tradition séculaire le Roi d'Angleterre confie à ces gentilshommes qui représentent, avec la Chambre des Communes, le pouvoir législatif de son pays, le soin de le diriger en tempérant au besoin par leur sagesse la véhémence des *Commoners*.

Ainsi, la Chambre des Lords représente pour tous un organe par excellence législatif, la Chambre Haute du Parlement du Royaume-Uni.

Celle-ci a, cependant, un tout autre rôle, moins apparent et moins connu que son rôle de législateur, mais dont l'importance est, néanmoins, très réelle. Nous voulons parler du rôle judiciaire de la Chambre des Lords auquel est exclusivement consacrée la présente étude.

Nous n'avons point, en effet, la prétention de traiter, ni même d'effleurer ici les fonctions parlementaires de la Haute Assemblée qui ont fait et continuent à faire l'objet de tant de savantes études de spécialistes du droit constitutionnel en général, et du régime parlementaire en particulier.

Notre étude se bornera donc à présenter au lecteur la Chambre des Lords en tant que Cour Souveraine de justice de la Grande-Bretagne ; c'est l'échelon supérieur de la hiérarchie judiciaire anglaise qui attirera uniquement notre attention. Nous nous efforcerons de montrer, après en avoir esquissé un aperçu historique et indiqué les règles principales de son fonctionnement actuel, que ses attributions et sa compétence sont aussi étendues que variées. Unique dans son genre, la Chambre des Lords est, en effet, tantôt juge de première instance, tantôt juge d'appel suprême, tantôt même juge de cassation. Elle peut connaître, tout au moins en principe, de tous les litiges qui naissent dans le Royaume. L'effet de ses arrêts, que nous étudierons pour terminer, ne peut donc ne pas être considérable : il l'est d'autant plus qu'en Angleterre, pays du droit judiciaire, il appartient aux magis-

trats de dire le droit. Les décisions de la Chambre des Lords, juridiction suprême du pays, possèdent donc une autorité absolue et s'imposent à tous avec une autorité semblable à celle d'actes législatifs.

Il est surprenant, étant donnée la place de la Chambre des Lords dans la vie judiciaire du Royaume-Uni, que son aspect de Cour de Justice n'ait point fait jusqu'ici l'objet d'une étude spéciale, même en Angleterre.

Un livre remarquable avait, cependant, été consacré à la *Jurisdiction of the House of Lords* par Sir Matthew Hale, en 1796. Mais l'institution a subi de telles transformations au cours des années qui nous séparent de cette date, le rôle judiciaire de la Chambre des Lords s'est tellement modifié, tantôt augmenté, tantôt restreint, mais, surtout, adapté aux exigences de la vie moderne, qu'une étude actuelle s'imposait.

Nous n'avons point la prétention d'épuiser ici la matière, digne d'un travail autrement considérable, mais uniquement le but d'en indiquer les traits principaux et les particularités les plus frappantes.

La réforme de 1934, touchant à la fois à l'organisation et à la compétence de la Chambre des Lords judiciaire, a accru l'utilité de cette étude. C'est cette utilité qui nous a déterminé dans le choix du sujet et qui servira, nous l'espérons, de justification au présent travail.

PREMIÈRE PARTIE

APERÇU HISTORIQUE

CHAPITRE PREMIER

LES ORIGINES DU RÔLE JUDICIAIRE DU PARLEMENT ANGLAIS

SECTION I. — *La Curia Regis* (1).

Nous ne prétendons point ici retracer, ne serait-ce que dans ses grandes lignes, l'histoire du parlement anglais au Moyen Âge, histoire qui a fait l'objet de tant d'études approfondies. Il nous suffira simplement de rappeler, pour la clarté de notre exposé, quelques étapes de l'évolution de cette institution remarquable.

La *Curia Regis*, successeur du *Witenagemot* saxon, doit être considérée comme étant à l'origine de cet organisme essentiel de l'État anglais qu'est son parlement actuel.

Nous n'y retrouvons cependant aucun de ses traits caractéristiques. La *Curia Regis* était, en effet, une manifestation de l'absolutisme du Roi. Cette assemblée, dont le rôle n'était que de conseil-

(1) Voir sur ce sujet les travaux importants de M. Petit-Dutaillis.

ler le monarque quand celui-ci lui demandait son avis, avait, comme le Roi, une compétence illimitée. Elle représentait en même temps les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire.

La *Curia Regis* se composait, toutefois, d'éléments différents, suivant qu'elle devait faire fonction de juge ou, au contraire, remplir son rôle législatif et exécutif.

Dans ce dernier cas le Roi convoquait une grande assemblée plénière ; ces séances étaient très espacées.

En tant qu'organe judiciaire la *Curia Regis* se composait d'éléments plus techniques ; sa compétence augmentait à mesure que s'affermissait le pouvoir royal.

Au début la *Curia* ne connaissait que des litiges relatifs aux biens de la Couronne, de l'Eglise et, en général, de ceux échappant à la compétence des tribunaux populaires.

Elle a eu ensuite pour mission de remédier à tous les cas de déni de justice et de suppléer, au moyen de l'*equity*, à l'insuffisance de la *Common Law*.

En 1215, la *Magna Carta* (1) précisa les formes de son fonctionnement en créant le *commune concilium* qui sera la première assemblée féodale de l'Angleterre s'occupant des questions d'impôts. Elle se distingue déjà de la Cour Royale qui a

(1) Cap. 14.

pour rôle d'entendre les *pleas coram rege* et qui se divisera par la suite à son tour en Cour de Justice et en Conseil du Roi, duquel sortira (encore plus tard) la *Star Chamber*, Cour Suprême en matière d'Equité.

La *Magna Carta* était déjà le résultat du mouvement des barons qui commençaient à réagir contre l'absolutisme royal et voulaient exercer un contrôle sur le gouvernement, contrôle dont les formes ont été fixées plus tard.

SECTION II. — *Le Parlement de 1295.*

Le premier Parlement anglais date de 1295 et peut être considéré comme la suite de diverses expériences tentées sous les règnes de Henry III et d'Edward I^{er} (1).

Ce Parlement n'est plus uniquement une assemblée féodale, mais constitue plutôt un amalgame des principes féodal, électif et représentatif, dont la nature constitutionnelle est encore mal définie.

Son rôle n'est, d'ailleurs, pas très important sous le règne d'Henry III. C'est un corps nouveau, moins connu — en tant qu'organe judiciaire — que le *King's Bench* et le *Common Bench*, et primé, en tant qu'organe législatif, par le *commune concilium* qui seul a le pouvoir de promulguer des ordonnances nouvelles (*to issue new original writs*) (2).

(1) Cf. Stubbs, *Selected Charters*, pp. 482-5.

(2) Bracton, *De legibus et consuetudinibus Angliæ*.

Il est assez rapidement considéré comme étant une juridiction supérieure au *King's Bench* qui avait été la Cour Suprême de la *Common Law*. Cependant, ses formes sont si peu précises que, pour décrire le Parlement de 1295, les auteurs du Moyen Age sont obligés de se servir de termes généraux et vagues (1).

Ce Parlement n'est au début qu'une grande réunion du *King's Council*, auquel est venu s'ajouter l'élément élu par les *counties* et les *boroughs*.

La nature exacte du *King's Council* à l'époque est très difficile à préciser. C'est certainement le corps travaillant du Parlement ; c'est aussi son *core and essence*. On suppose qu'il se composait des grands officiers royaux et de juges choisis (2). Le Parlement siège tantôt comme *ordinarium* — et c'est alors un corps comprenant uniquement des conseillers professionnels — tantôt comme *magnum*, quand les autres membres du corps s'y ajoutent.

Le Parlement continue à s'occuper des affaires d'Etat : il légifère, en même temps qu'il détermine les taxes et les impôts.

L'étude si intéressante de cet aspect de l'activité parlementaire sort des limites de notre sujet. Nous n'examinerons donc ici que les fonctions judiciaires du Parlement qui sont à l'origine de la compétence judiciaire de la Chambre des Lords.

(1) Fleta, v. 11.2.1.

(2) Hale, *Jurisdiction of the H. of L.*, 23, 70-73.

La compétence judiciaire du premier Parlement anglais peut se résumer dans la proposition suivante : *il entend et juge les causes importantes.*

Il peut les juger toutes, car il est juge de premier degré, en même temps que juge d'appel ; comme autrefois la *Curia Regis*, il connaît des affaires d'*equity*, car c'est une Cour Suprême. Enfin, il n'est pas lié par les règles techniques qui entravent déjà le fonctionnement des deux *Benches*.

Les limites de la compétence du Parlement sont encore très vagues ; on ne peut dire en vertu de quelle règle telle affaire doit lui être soumise. Maitland la définit en disant que « les affaires portées au Parlement sont des affaires importantes, soit parce qu'elles intéressent le Roi, soit parce qu'elles touchent les *very great men*, soit parce qu'elles posent de graves questions de droit public, soit, enfin, parce qu'il n'y a pas de précédents » (1).

Toutes les affaires sont considérées comme soumises au Parlement, qui doit répondre aux requêtes — c'est là son devoir principal.

En pratique, le nombre de ces requêtes est si grand que des membres du *Council* sont nommés spécialement pour les recevoir et les répartir suivant leur nature et leur objet. Cette coutume de nommer des receveurs de pétitions (*tryers*) subsistait encore au XIX^e siècle où, au début de chaque

(1) Maitland, *Parliament Roll*, p. XXXV.

nouveau Parlement, la Chambre des Lords nommait des receveurs de pétitions (1).

Les requêtes, qui émanent soit de communautés, soit d'individus, sont extrêmement hétéroclites ; celles qui peuvent donner lieu à une action en justice sont renvoyées devant les juridictions compétentes ; d'autres ont pour but une faveur royale ou un secours qui ne peut être accordé par un nouveau *writ* ou par une ordonnance ; quelquefois même, on sollicite la promulgation d'une nouvelle loi.

Toutes ces requêtes sont soumises au *Council* qui peut entendre le requérant. Il donne ensuite sa réponse, soit en renvoyant les plaideurs devant les juges ordinaires, soit en soumettant la question au Roi. On ne trouve encore que rarement dans ces réponses des éléments d'une véritable décision de justice : c'est plutôt une recommandation aux tribunaux, aux organes ou aux personnes compétents. Le *King's Council* est alors plutôt une assemblée de « conseil, préparation et direction » qu'une « juridiction de décision ».

Les fonctions du Parlement ne se distinguent pas encore de celles du *Council* ou des juridictions d'ordres différents, telle que la *Court of Chancery*. Tant que cette distinction ne se fera pas nettement, le rôle du *Council in Parliament* sera de

(1) De Franqueville, *Le système judiciaire de la Grande-Bretagne*, t. I, p. 113.

procurer de nouveaux remèdes aux nouveaux maux, de distribuer la justice que chacun demande.

La rareté et l'obscurité des archives parlementaires de cette époque rendent, d'ailleurs, impossible l'étude complète de ces institutions et de leur fonctionnement respectif.

CHAPITRE II

L'ÉVOLUTION DU RÔLE JUDICIAIRE DE LA CHAMBRE DES LORDS JUSQU'AU XIX^e SIÈCLE

SECTION I. — *Le Parlement aux XIV^e et XV^e siècles.*

Cette période est particulièrement intéressante pour l'étude du rôle judiciaire de la Chambre des Lords. Elle se caractérise, en effet, tant par la séparation définitive du *King's Council* et du Parlement, que par le dégagement de la compétence particulière de la Chambre des Lords.

Diverses causes sont à la base de cette évolution.

La spécialisation des fonctions gouvernementales, tout d'abord, se manifeste elle-même sous plusieurs aspects. C'est ainsi que le *Chancellor* devient seul compétent pour toutes les matières de l'*equity*, tandis que le *Council* tend progressivement à devenir un organe exécutif et voit sa compétence judiciaire décroître rapidement.

Les *tryers*, membres professionnels du *Council* qui avaient eu pour mission non seulement de recevoir les requêtes mais aussi, pratiquement, d'y répondre, voient leur pouvoir décroître. Après

1335, ces délégués se bornent à examiner les requêtes et à certifier qu'elles sont *proper for the consideration of the House*. Assez vite, d'ailleurs, leur désignation devient une simple formalité. Ce dernier fait s'explique également par le développement considérable des pouvoirs du Parlement, caractéristique pour la période étudiée et qui contribua à dégager la juridiction spéciale de la Chambre des Lords.

De l'opinion des jurisconsultes de l'époque, lorsqu'une décision du *King's Bench* se trouvait entachée d'erreur, elle devait être amendée par le *King's Council in Parliament*. Or, la Chambre des Lords avait toujours été en rapports étroits avec le *King's Council* qui faisait, on l'a vu, tout le travail judiciaire du Parlement et était composé en grande partie de juges et de conseillers professionnels de la Couronne. C'est pourquoi, lorsque le *Council* s'est trouvé — à la suite du développement du pouvoir du Parlement — exclu de ce corps, la Chambre des Lords devint tout naturellement l'élément judiciaire du Parlement. Le terme « Parlement » appliqué aux choses judiciaires, signifie alors « Chambre des Lords ». La séparation définitive des deux Chambres date de 1339 (1) ; la Chambre des Communes, que le Roi ne convoquait à l'origine que pour obtenir des fonds en lui faisant voter les impôts, était, dans les premiers

(1) Stubbs, III sec., p. 426.

temps de son existence, une assemblée au rôle assez effacé, beaucoup moins puissante que la Chambre des Lords.

On estime que la Chambre des Communes aurait, cependant, pu s'emparer des attributions judiciaires du Parlement au début de l'existence de celui-ci, alors que les fonctions respectives des deux Chambres n'étaient pas encore définies.

Mais, dès le règne d'Edouard I^{er}, véritable fondateur de la Chambre des Lords, les Communes refusèrent de constituer une Cour de Justice (1). Elles préférèrent jouer le rôle de témoins, malgré plusieurs occasions qui leur avaient été offertes de s'ériger en juges. La Chambre des Communes n'objecta pas à l'*Act* de 1340 (2) qui consacrait implicitement le pouvoir exclusif des Lords en la matière, et ne céda pas à la tentative de juger lorsque, en 1384, *John Cavendish* porta plainte devant elle contre Michel de la Pole (3). Lors de la déposition de Richard II, en 1387, la Chambre des Communes déclara spontanément que « les jugements du Parlement appartiennent seulement au Roi et aux Seigneurs, non aux Communes ».

Les causes de cette attitude à peu près invariable des Communes sont difficiles à déterminer. Il est

(1) *Lords report on the peerage*, Ch. XII, p. 360.

(2) 14 Ed., III, Ch. V.

(3) « *John Cavendish de Londres presoner soi pleignart en ce Parlement, primerement devant la Commune d'Engleterre en leur assemble...* » (*Rot. Parl.*, III, p. 168).

possible que, ayant souvent à jouer le rôle d'accusateurs, les *commoners* aient trouvé impossible d'assumer également les fonctions de juges. D'autre part, les Communes, à la différence des Lords, n'avaient jamais été en relations avec le corps judiciaire du *King's Council* et ne bénéficiaient pas de l'assistance des jurisconsultes. De même, seuls les Lords avaient toujours été des conseillers du Souverain, dont ils étaient *consules a consulendo* (1) non seulement à titre collectif, mais aussi à titre individuel (2).

Enfin, nous avons vu que, pendant longtemps, l'autorité de la Chambre des Lords fut bien plus grande dans le pays que celle de la Chambre des Communes, dont le seul rôle était, à l'origine, de voter les impôts.

Si la Chambre Basse est intervenue dans certains procès aux *xiv^e* et *xv^e* siècles, c'est qu'il s'agissait de décisions à réformer non par voie d'appel, mais par un acte du pouvoir législatif (3).

Les *petitions in error* étaient primitivement adressées au *King in Council in Parliament* ; après le règne de Richard II elles s'adressent *al Roy et al nobles* ou *al nobles seigneurs en Parlement*. Cette modification de la formule montre que la Chambre des Lords s'arroge le monopole de la justice aux

(1) Bracton, *op. cit.*

(2) E. May, *Law of Parliament*, ch. 3.

(3) *Bishop of Heresford's case* ; Hale, ch. XXII.

dépens du *King's Council* et de la Chambre des Communes. Après le règne d'Henry IV les procédures ont lieu *coram nobis prelati et proceribus in Parlamento* (1). En langage ordinaire, on dit à cette époque que les jugements en Parlement appartiennent au Roi et aux Lords seuls. Quant aux Communes, le Roi les autorisait à tenir le rôle de *petitioner* (demandeur au procès), sauf en matière législative et dans les questions touchant aux intérêts du Royaume, parce que dans ces affaires spéciales la Chambre des Communes pouvait être consultée et être appelée à donner son « avis et assentiment ».

Non seulement la compétence judiciaire de la Chambre des Lords se dégage et prend corps à cette époque, mais on voit aussi se préciser sa nature et ses limites.

La Chambre des Lords prend de plus en plus le caractère d'une juridiction d'appel ; elle refuse d'assumer les fonctions du juge de première instance et invite le plaideur qui s'adresse directement à elle, à poursuivre son affaire devant le juge compétent suivant la *common law*. Sous le règne d'Edouard III on décide même que les appels des jugements du *Common Bench* doivent être portés devant le *King's Bench* et, de là, devant la Chambre des Lords, dont la compétence spéciale est ainsi celle d'un juge du troisième degré.

(1) Hale, pp. 138-142.

D'autre part, les Lords commencent à faire une distinction entre leur pouvoir judiciaire et leur pouvoir législatif ; il leur arrive de répondre à des requêtes qui leur sont adressées, en déclarant : « *non est lex ordinata* » (1).

C'est de cette époque que date, enfin, une certaine discrimination entre les Pairs, certains d'entre eux exerçant plus spécialement les fonctions judiciaires. Au temps d'Edouard III la juridiction était déjà exercée par certains Lords, nommés à cet effet par le Roi et assistés par des juges professionnels. La présence de ces derniers au Parlement était un vestige de ses anciens rapports avec le *King's Council*. Mais ces *judges* ne constituent plus le *core and essence* du Parlement ; ils sont convoqués spécialement par des *writs of assistance* pour donner leur avis aux pairs.

Plus tard le Roi cesse de nommer les *Law Lords* (Lords judiciaires) et ce droit passe à la Chambre qui choisit elle-même ses membres pour assumer les fonctions judiciaires. Ils continuent à être assistés par des juges dont, en pratique, ils suivent toujours l'avis.

Un des principes du rôle judiciaire de la Chambre des Lords aux *xiv^e* et *xv^e* siècles réside dans l'idée de Pairie, en tant que statut spécial et *honourable*, qui prend corps à cette époque.

L'origine et la seule base légale de cette idée

(1) Hale, *op. cit.*, p. 108 à 110.

se trouve dans la *Magna Carta* de 1215 (§ 39) qui déclarait qu'un homme devait être jugé par ses égaux, par ses *pairs*.

Ce principe a donné lieu à de nombreuses applications dont une des plus anciennes, et la seule à survivre, consistait dans le droit des Pairs accusés de trahison ou de félonie d'être jugés par des Pairs. Ce privilège, fondé sur la *Magna Carta*, était réservé à la classe des Pairs qui se recrutait suivant des règles très strictes. Or, les Pairs faisant de droit partie de la Chambre des Lords, celle-ci était seule à pouvoir juger ses membres accusés de trahison ou de félonie.

SECTION II. — *Le Parlement aux XVI^e et début du XVII^e siècles.*

Cette période est caractérisée par la faiblesse générale du Parlement dont le rôle a beaucoup diminué sous la domination des Tudors.

Dès le milieu du xv^e siècle et jusqu'après la restauration des Stuarts en 1660, la juridiction de la Chambre des Lords tomba peu à peu en désuétude, ce qui retarda l'élaboration plus précise des limites de sa compétence.

Le conflit entre le Parlement et la Couronne occupe les règnes des premiers Stuarts ; cet état de choses, ainsi que le fait que le Parlement se réunissait rarement et ne pouvait, par suite, fonctionner comme juridiction régulière, empêchaient

de préciser l'étendue du rôle de la Chambre des Lords en tant que juridiction suprême du Royaume.

Ce fut l'œuvre de la fin du XVII^e siècle et du début du XVIII^e, lorsqu'après 200 ans d'oubli, la juridiction des Lords se releva et se précisa enfin.

SECTION III. — *L'élaboration définitive de la compétence judiciaire de la Chambre des Lords de la fin du XVII^e siècle jusqu'au XIX^e siècle.*

Autant l'activité du Parlement anglais avait été réduite dans la période précédente, autant elle prend de l'essor vers le milieu du XVII^e siècle. La Chambre des Lords siège régulièrement, et son importance se trouve accrue du fait de la disparition — vers 1660 — du *Privy Council* qui lui laisse le champ libre pour l'exercice de sa juridiction de réformation.

Dès cette époque la compétence judiciaire de la Chambre des Lords peut être étudiée, comme de nos jours, sous un triple aspect. La Cour de Justice suprême possède, en effet, déjà une juridiction civile, une juridiction pénale et une juridiction « par privilège ».

1) *COMPÉTENCE CIVILE*

La juridiction civile de la Chambre se divise en juridiction de premier degré (*original jurisdiction*) et juridiction de réformation (*appellate jurisdiction*).

La juridiction civile de premier degré de la *House of Lords* a eu de fréquentes applications jusque sous le règne d'Edouard I^{er}, mais commença à décliner aux XIV^e et XV^e siècles.

La compétence des Lords, en tant que juges de première instance, n'était d'ailleurs pas strictement délimitée. Ils jugeaient directement, en général, les affaires qui leur étaient envoyées sur la désignation du Souverain, par exemple lorsque les intérêts de la Couronne étaient en jeu. C'est encore aux Lords qu'on s'adressait lorsqu'une solution injuste était à craindre de la part des juges du droit commun à cause de la puissance de l'une des parties en cause (1). La Chambre des Lords émettait des prétentions à une large compétence et la basait sur d'anciennes annales (*records*). Au XVII^e siècle paraît une brochure de Prynne : *A plea for the Lords and House of Peers*, dont l'essai de justification de la juridiction de la Chambre Haute semble avoir produit une grande impression.

Cependant les Communes qui, on l'a vu, ne s'étaient pas opposées au principe de la Chambre des Lords comme organe judiciaire de réformation, refusent d'admettre leur compétence de premier degré « *as largely as they had asserted it* ». La controverse au sujet de cette compétence éclate dans la seconde moitié du XVII^e siècle. En 1663, sans

(1) Hale, p. 104.

faire état des protestations de la Chambre des Communes, les Lords jugent les procès *Fitton* et *Carr*, alors que les parties s'étaient d'abord adressées aux Communes. A l'occasion de ces affaires, l'avocat du plaignant dit : « la juridiction de la *Star Chamber* est transformée en Chambre des Lords, mais est devenue plus noble ».

La Chambre des Communes laissa passer cet affront, mais se révolta en 1666, à l'occasion du fameux procès de *Skinner c/ East India Company* (1). *Skinner* avait adressé une requête au Roi qui la transmit à la Chambre des Lords. L'*East India Company*, défenderesse, opposa l'incompétence de la Haute Assemblée ; les Lords se déclarèrent, néanmoins, compétents. L'*East India Company* saisit alors directement les Communes qui votèrent une résolution qualifiant les procédés de la Chambre des Lords d'illégaux. Ce vote amena deux dissolutions successives de la Chambre des Communes et deux *conferences* qui n'aboutirent pas. Enfin, en février 1670, le Roi intervint comme médiateur ; le conflit prit fin par la victoire des Communes qui obtinrent la renonciation des Lords à leur juridiction du premier degré. Désormais, sauf en ce qui concerne les questions touchant aux prérogatives de la noblesse, la compétence essentielle de la Chambre des Lords sera limitée —

(1) Hargrave, *Jurisconsult exercitations*, Préface, p. CIII et s. ; 6 S. T. 710 ; Hatsel, *Precedents*, n° 3, p. 336.

conformément à l'opinion des juristes autorisés de l'époque — aux procédures commencées devant les juridictions inférieures.

La juridiction de réformation de la Chambre des Lords se divise à cette époque, du point de vue de l'histoire postérieure de l'institution, en plusieurs branches.

La Chambre des Lords peut, tout d'abord, intervenir dans les procédures en cours devant les juridictions inférieures de droit commun.

Dès le ^{xiv}^e siècle on rencontre des cas où un tribunal use de la faculté de soumettre les cas difficiles au Parlement pour éclairer l'opinion des juges.

Cette procédure fut ensuite remplacée par le renvoi devant l'*Exchequer Chamber* (1).

Plus fréquentes, cependant, étaient les espèces où, saisi par la plainte d'un plaideur, le Parlement évoquait lui-même l'affaire devant lui. Dans ce cas il pouvait, soit solutionner directement le procès, soit indiquer au juge de droit commun saisi de l'affaire la solution à lui donner. Le plaideur qui recourait le plus souvent à cette pratique était le Souverain, lorsque les intérêts de la Couronne étaient en jeu.

Mais cette procédure — assez anormale — ne subsista pas longtemps. Les cours inférieures protestèrent contre l'immixtion de la Chambre des

(1) Hale, p. 114.

Lords qui causait des retards considérables dans l'administration de la justice (1).

Depuis l'affaire *Staunton* (2) les juges n'obéirent plus aux injonctions du Parlement que si elles émanaient de ce corps tout entier. L'Edit d'Edouard III (3), exemple curieux de la législation de cette époque, doit être considéré comme une étape dans la lutte entre les juges et le Parlement. Aux termes de cet édit, le Parlement choisissait parmi ses membres un comité composé d'un prélat, de deux *earls* et de deux barons, avec mission de recevoir et d'entendre les plaintes concernant les lenteurs de la justice causées par les divergences entre les opinions des différents juges. Ce comité pouvait exiger la production des registres (*records*) et convoquer les juges auxquels, au besoin, il dictait la décision. Mais cet acte législatif n'a pas eu un grand rôle pratique, car le développement de l'*Exchequer Chamber*, devant laquelle on pouvait renvoyer les affaires, enleva aux Lords cette compétence qu'ils abandonnèrent, d'ailleurs, sans protestations.

Une attribution beaucoup plus importante de la Chambre des Lords, en tant que Cour de Justice, consiste, dès cette époque, dans la *jurisdiction* ou *appeal in error*, terme que nous essayerons de tra-

(1) Hale, p. 117-118 ; Pike, p. 50-53.

(2) Y. B. 13-14. Ed. III, R. S. XXXVI-XIII.

(3) *Statute* 14, *Edw.* III, I c. 5.

duire comme un « recours pour cause d'erreur de procédure ou violation de la loi ».

Cette compétence, reconnue aux Lords depuis le *xiv^e* siècle, était, comme les autres attributions de la Chambre Haute, tombée en désuétude sous les *Tudors*. Il est extraordinaire de constater qu'il n'en a été fait application que trois fois sous le règne d'Elisabeth qui dura pourtant 45 ans (1) ! La loi qui consacra l'institution de la Cour de l'Echiquier (2), échelon intermédiaire entre la Chambre des Lords et les Cours de la *Common Law*, reconnaît à la Chambre des Lords une compétence générale de réformation, compétence qui ne lui fut, d'ailleurs, jamais sérieusement contestée par la suite.

Il y avait au début deux moyens différents de soumettre à la Chambre des Lords une affaire entachée d'*error*.

La forme la plus ancienne de la demande était la *petition of error* qu'on adressait au Roi et au *Council in Parliament* ; on demandait alors que la décision critiquée fût réformée en plein Parlement. Le Roi signait la *petition* qui était ensuite soumise à une Commission spéciale du Parlement dont le rôle était de *hear the errors* (3).

L'autre méthode consistait à rédiger un *writ*

(1) *Hargrave's Preface*, VI, VII.

(2) 27 Eliz., C. 8.

(3) Hale, p. 135-143.

of error, appelé aussi *writ of course*. Jusqu'au *Long Parliament* de 1640 il était d'usage d'adresser au Souverain une requête (*petition*) pour obtenir un *writ*. Mais après la Restauration des Stuarts l'usage s'instaura de soumettre le *writ* à l'autorisation (*warrant*) de l'*Attorney General* (1).

De même que l'ancienne *petition of error*, le *writ* devait être soumis à une commission spéciale du Roi au Parlement. Mais la participation et même la présence du Souverain aux séances ne fut bientôt qu'une fiction et on a pu dire de ces attributions respectives : le pouvoir judiciaire n'appartient en réalité qu'aux Lords, mais en droit et en principe la décision émane du Roi ainsi que des Lords et peut-être même de la Chambre des Communes. La procédure était contradictoire et — grande innovation — les procès commencés n'étaient pas interrompus par les vacations du Parlement. Après avoir entendu l'affaire, les Lords la renvoyaient devant la Cour qui avait rendu l'arrêt attaqué avec l'ordre d'exécuter leur propre décision.

Les arrêts qui étaient soumis à la Chambre des Lords par la voie du *writ of error* étaient ceux rendus par le *King's Bench* d'Angleterre, ainsi que les jugements du *Common Law* venant de la *Court of Chancery* et, après l'union avec l'Ecosse,

(1) *Paly's case*, 1705, Salk, p. 504.

les arrêts des Cours écossaises (1). Quant aux décisions des Cours de Justice d'Irlande, elles devaient d'abord être déférées au Parlement Irlandais ou bien au *King's Bench*. De là seulement les appels pouvaient venir au Parlement anglais. Mais ce droit même fut contesté à la Chambre des Lords en 1719 (2) ; officiellement reconnue par la loi de 1719, qui enlevait toute juridiction à la Chambre des Lords d'Irlande et qui fut révoquée en 1782, cette compétence du troisième degré prit fin en 1783 lorsque la *House of Lords* anglaise renonça à ses droits en la matière, malgré l'opinion de certains Irlandais qui préféraient que l'Angleterre conserve la juridiction suprême de réformation pour éviter « les dangers de la partialité et des influences » (3).

Les Cours irlandaises furent assimilées aux Cours d'Ecosse jusqu'à l'Union (1800) qui donna une compétence finale à la Chambre des Lords.

La troisième branche de l'activité des Lords, pris comme juges d'appel, consistait à juger les affaires venant de la *Court of Chancery*.

Cette Cour de Justice, d'origine postérieure à

(1) Le premier arrêt de la Cour d'Ecosse soumis à la Chambre des Lords fut, en 1707-1708, celui rendu dans le procès de *Earl of Rosebery c/ Sir John Inglis*.

(2) *Annesley v. Sherlock, Lecky, History of Ireland*, t. I, p. 447-8.

(3) *Grattan* (1778), rapp. par Palmer, *Practice in the House of Lords*, l. VII.

celle des cours de la *Common Law*, avait pour attribution principale de juger les affaires de l'*equity*. La question de savoir si on pouvait appeler de ses décisions devant la Chambre des Lords, discutée sous Henry VI, n'a été résolue affirmativement que pendant le règne de Jacques I^{er}, vers 1600.

On voulait (1) limiter cette compétence aux appels des Cours de la *Common Law*, à l'exclusion des juridictions de l'*equity*. Mais le problème fut résolu d'une autre façon au début du xvii^e siècle : désormais, le *Chancellor* aura qualité pour réentendre le procès et pourra, s'il le juge utile, octroyer un *bill of review*.

Les plaideurs avaient également la possibilité d'adresser directement une pétition au Roi lui demandant de nommer une commission qui entendrait l'appel (2). La compétence de la Chambre des Lords en cette matière était si peu certaine qu'en 1616 le Roi Jacques I^{er} déclarait que la *Court of Chancery* était indépendante de toute autre Cour et n'était soumise qu'à l'autorité du Souverain.

En 1640 seulement on trouve le premier arrêt des Lords réformant une décision rendue par le *Chancellor* (3). Mais cette juridiction ne fut défi-

(1) Prisot J. (Y. B. 37, Henry VI, Hill, p. 3).

(2) *Vawdrey's case* (1616) I Roll. Rep. p. 331.

(3) Hale, 196-7 ; L. G. R. XVII, 167.

nitivement acquise à la Chambre Haute que beaucoup plus tard, à la suite du conflit né entre les Lords et les Communes en 1675, à l'occasion d'un procès (1) ; la Chambre des Communes, le *Chancellor* et plusieurs juristes éminents de l'époque se liguèrent pour dénier ce droit aux Lords. Ce n'est qu'à la suite de deux dissolutions (la seconde dura 15 mois) que les *commoners* cédèrent. La compétence d'appel de la Chambre des Lords sur les cours de l'*equity* ne fut plus mise en doute.

2) COMPÉTENCE CRIMINELLE

La juridiction criminelle des Lords était primitivement plus variée qu'elle ne l'est de nos jours où certaines des procédures sont soit abolies, soit tombées en désuétude.

Parmi ces procédures archaïques, il est intéressant de signaler l'accusation de trahison (*treason*). Le *Statute of Treasons* promulgué sous Edouard III (2), donnait au Parlement le droit de qualifier certains actes de *treason*. La démarcation entre les pouvoirs législatif et judiciaire du Parlement n'étant pas très nette à l'époque, il est difficile de dire si cette prérogative rentrait dans l'une ou l'autre de ces catégories. On ne sait pas davantage si les Communes avaient un rôle à jouer dans cette procédure. Quoi qu'il en soit, le *Statute of Treasons*

(1) *Shirley v. Fagg*, 6 S. T., 1122.

(2) 25 *Edw. III*, St. 5 C., 2.12.

cessa rapidement d'être appliqué. Il aurait été invoqué pour la dernière fois à l'occasion du fameux procès de *Strafford* en 1641.

Une autre procédure, aujourd'hui abolie, eut cependant une existence plus durable. Elle consistait à l'origine dans le droit de la Couronne d'accuser les *great offenders* devant le Parlement (1).

Cette prérogative parut exorbitante à la fin du XIV^e siècle, lorsque les règles de compétence et de procédure devant les cours ordinaires s'étaient précisées (2). Mais la pratique en renaît sous les Stuarts qui en usent jusqu'en 1641, lorsqu'elle est déclarée illégale. On n'en connaît pas d'exemple postérieur à cette date.

Enfin, on reconnaissait à l'origine à tout sujet du Souverain le droit d'en « appeler » (*appeal*) un autre devant le Parlement. Cette méthode, assez simple, a été surtout employée dans des buts de vengeance politique jusqu'en 1399, où une loi (3) déclara que tous les appels devaient être poursuivis conformément à la loi. On suppose que le système des accusations directes n'avait cependant pas complètement disparu, puisqu'il faut arriver jusqu'en 1663 (4) pour voir les Lords déclarer qu'une accusation pour haute trahison portée

(1) *Nicolas de Segrave's case*, 1305, *Parl. Roll.* 1, 1305, R. S. n° 449.

(2) *Alice Perrers' case*, 1377, 3 R. P. 40.

(3) 1 *Henry IV*, C. 14.

(4) *Earl Bristol, v. Clarendon*.

par un Pair contre un autre Pair ne pouvait être jugée par la Chambre des Lords.

Certaines procédures criminelles spéciales qui remontent à une époque reculée, se sont, cependant, maintenues jusqu'à nos jours — en théorie, tout au moins.

Il en est ainsi de l'*impeachment* qui est la procédure de mise en accusation d'un grand fonctionnaire public devant la Cour des Pairs. Au début, une telle accusation était portée par le Souverain (*indictment*) ou bien par la victime elle-même par la voie d'appel.

Mais il a été assez vite reconnu que le rôle de l'accusateur appartenait, de droit, à la Chambre des Communes. La doctrine constitutionnelle à la base de ces prérogatives respectives des deux Chambres a été magistralement exposée par Montesquieu (1) qui conclut en déclarant qu'« il faut, pour conserver la dignité du peuple et la sûreté des particuliers, que la partie législative du peuple accuse (un citoyen qui, dans les affaires publiques, violerait les droits du peuple) devant la partie législative des nobles qui n'a ni les mêmes intérêts qu'elle, ni les mêmes passions ».

La procédure de l'*impeachment*, très fréquemment employée depuis 1376, où, pour la première fois, les *Commoners* accusèrent devant les Pairs *Lord Latimer* et *Lord Neville*, tomba en désuétude entre

(1) *Esprit des Lois*, l. XI, Ch. VI.

1459 et 1621 et fut remplacée durant cette période par des *acts of attainder*, entraînant la mort civile, c'est-à-dire la dégradation de la noblesse et la confiscation des biens. Après 1621 la pratique de l'*impeachment* reparaît, mais les cas en sont rares. On n'est pas très fixé sur la forme de ces procès : si on sait aujourd'hui que l'accusé devait être entendu dans sa défense, on ignore si les arrêts étaient rendus par le Parlement tout entier ou bien par la Chambre des Lords seule (1).

L'*impeachment* existe encore de nos jours — en théorie — mais en pratique il n'a pas été employé depuis 1805.

On connaît plus de détails sur les *trials by peers*. C'étaient des procès en trahison ou félonie, dont les formes différaient suivant qu'ils avaient lieu pendant les sessions du Parlement ou entre ces sessions.

Pendant les sessions le procès se déroule devant le Roi en Parlement ; chaque Lord a le droit de voter, et c'est à la majorité des voix que la culpabilité de l'accusé est reconnue. Un *Lord High Steward* doit être nommé à l'occasion du procès ; mais les Lords, qui sont ici juges du fait comme du droit, peuvent agir même avant cette désignation. Le rôle du *Lord High Steward* étant analogue au rôle primitif du Roi dans ces assemblées, on peut voir dans la procédure des *trials by peers*

(1) Stephen, I, 156-160.

un exemple de la tendance d'éliminer la Couronne de l'activité judiciaire du Parlement.

Cette procédure est intéressante à signaler surtout comme l'unique survivance du *judicium parium*.

Si le procès a lieu entre les sessions du Parlement, le *Lord High Steward* est d'abord nommé et c'est lui qui convoque douze pairs qui jugent comme un jury. Leur unanimité est alors nécessaire. Cependant, s'il s'agit d'un cas de trahison, tous les Lords sont obligatoirement convoqués.

Mentionnons, pour terminer, la juridiction de la Chambre des Lords dans les cas de *Privileges*.

Les relations entre cette juridiction spéciale et celles des Cours ordinaires ne sont pas élucidées à nos jours. Les précédents parlementaires sont à cet égard contradictoires, les opinions et décisions des juges très différentes, et les historiens les plus éminents ne peuvent se mettre d'accord (1).

Cette juridiction était, probablement, commune aux deux Chambres du Parlement. La compétence spéciale des Lords en cette matière s'exerçait dans trois cas : ils pouvaient condamner à une amende et à une peine de prison à temps en cas d'offense (au Souverain ou au tribunal) ; la Chambre des Lords développa largement cette pratique aux *xvii^e* et *xviii^e* siècles et s'en servit pour dénoncer et réprimer les délits de diffamation écrite

(1) May, *Parliamentary Practice*, ed. 1893, 128.

(*libel*) et orale (*slander*) (1) ; en second lieu la Chambre des Lords a toujours joui de la prérogative de déterminer les effets de la création d'une nouvelle pairie et d'en apprécier souverainement la validité (2) ; enfin, en cas de conflit concernant les prérogatives d'une Pairie préexistante, la Couronne consultait les Lords qui, seuls, pouvaient décider où était le droit (3).

3) COMPOSITION DE LA CHAMBRE DES LORDS

La Chambre des Lords, siégeant comme Cour de Justice, ne pouvait, évidemment, comprendre tous les membres de l'Assemblée Législative. Les membres de droit de la Chambre des Lords, c'est-à-dire tous les Pairs du Royaume, n'étaient pas, en effet, également préparés pour exercer les hautes fonctions judiciaires qui étaient dévolues à leur assemblée.

C'est ce qui explique qu'au Moyen Age les affaires étaient souvent jugées par le Conseil du Roi et que si, depuis le milieu du ^{xiv}^e siècle, c'est en principe la Chambre des Lords tout entière qui juge, — en pratique, les décisions sont rendues par des Pairs spécialement nommés d'abord par le Roi, ensuite par l'Assemblée elle-même, et assistés de juges professionnels. La présence de ces derniers au Parlement est certainement un vestige des relations entre la Chambre des Lords et le

(1) Hargrave, *ouvr. cit.*, p. 289.

(2) Anson, *Parliament*, p. 219.

(3) *Rex v. Knollys*, 1 Raym. 10 (1694).

King's Council qui déléguait ses membres, tant pour servir de *tryers* (1) que pour donner leur avis aux nobles Lords.

Depuis que la compétence de réformation pour *error* a été définitivement acquise par la Chambre des Lords, la présence de gens de loi devint indispensable ; on voit, dès lors, que les juges sont toujours consultés et que leur opinion, considérée comme irréfutable, est chaque fois, en pratique, suivie par les Lords.

Cependant, en principe, les Lords avaient la faculté de ne pas se rallier à l'avis émis par les juges assistants et de décider autrement. Cette liberté théorique finit par entraîner le désir d'exercer le droit de juger eux-mêmes, sans avoir à se soucier des *leading strings* qu'étaient les juges consultants. Les Lords manifestèrent cette tendance aussitôt après la Restauration des Stuarts en cessant, dès le règne de Charles II, de suivre les conseils reçus (2) ; cela devint une habitude. Les Lords, sans tenir compte de la loi ni de l'opinion des juges, commencent à rendre des décisions dictées uniquement par les préférences personnelles ou par les influences : c'est le règne de l'arbitraire. Le Comité consultatif des juges, s'il continue à exister en théorie, n'est plus convoqué depuis la seconde moitié du *xvii^e* siècle.

(1) Cf. *supra*, p. 19.

(2) Hale, p. 201.

CHAPITRE III

LE XIX^e SIÈCLE

Dès le début du XIX^e siècle le principe de la juridiction de la Chambre des Lords était définitivement admis, consacré par la tradition.

Mais le fonctionnement de cette Cour Suprême de justice du Royaume donnait peu de satisfaction et suscitait un mécontentement sérieux, tant parmi les plaideurs que parmi les magistrats et les juristes. On s'était même demandé à plusieurs reprises s'il était opportun de conserver un système qui faisait d'une assemblée politique une cour de justice et même la Cour Suprême du pays.

Les inconvénients nombreux de cette organisation, élaborée — on l'a vu — par l'histoire, étaient souvent énumérés dans les enquêtes parlementaires (1). Il était évident à tous que la juridiction des Lords avait acquis une fâcheuse réputation (2).

On reprochait souvent aux arrêts de la Chambre

(1) Cf. notamment : *Appellate jurisdiction of the Lords — Parliamentary Papers*, 1855, n° 67.

(2) Lord Campbell (*Chancellors*, VIII, p. 193).

de n'être rendus que par un nombre tout à fait insuffisant de Pairs ; il arrivait, en effet, que le *Lord Chancellor*, seul présent, jugeait seul ; ou bien que, si deux Lords siégeaient et — comme c'était souvent le cas — étaient d'avis opposés, la solution dépendait de la maxime *præsumitur pro negante* ; enfin, même si un troisième Lord était présent, il était fréquemment occupé par des affaires qui l'intéressaient davantage que les choses judiciaires.

Cet état de choses suffisait pour expliquer la boutade de *Sir Richard Bethell, Solicitor General* de la Chambre des Communes en 1856, qui décrivait la Chambre des Lords comme « une juridiction inférieure au tribunal placé tout en bas de la hiérarchie judiciaire » (1).

Mais il y avait plus : on reprochait aux Lords de rendre la justice d'une façon arbitraire et partielle. En effet, après avoir cessé de s'adresser aux juges et de suivre leur avis (2), les Lords, profitant de cette « liberté », et souvent poussés par de hautes influences, favorisèrent ouvertement certains plaideurs aux dépens des autres. Un exemple frappant de cette pratique se trouve dans le procès *Seymour, v. Lord Euston* (3), où la Chambre des Lords réforma un arrêt de la *Court of Chan-*

(1) Hansard, 3rd series, n° 2120.

(2) *Supra*, p. 44.

(3) Cobbett, *Parliamentary Debates*, vol. VII, p. 577, 669.

cery à la suite d'une intervention pressante du Prince de Galles en faveur de l'appelante, contrairement à des principes certains du droit.

L'inconséquence et l'injustice de tels arrêts, rendus généralement par les Lords sans aucune assistance judiciaire, devaient nécessairement amener une modification dans le fonctionnement de la Chambre des Lords en tant que Cour de Justice. Cette modification consista dans l'élimination progressive des Lords non juristes du corps judiciaire de la Chambre.

Ces *lay-peers* jugèrent, en réalité, pour la dernière fois en 1834 ; douze juges avaient été appelés pour les assister dans une procédure de *writ of error*, mais l'arrêt a été rendu sans la présence d'un seul *law-lord*.

Une dernière tentative de reconquérir leurs prérogatives judiciaires fut, cependant, faite par les *lay-peers* en 1844, à l'occasion de l'affaire *O'Connell*. Ce procès, venu devant la Chambre des Lords sur appel d'un arrêt de la Cour d'Irlande, présentait un grand intérêt politique. Les *lay-peers* qui ne se dérangeaient plus, en général, pour assister aux séances judiciaires de la Chambre, vinrent nombreux à l'audience avec l'intention de participer au vote. Le Président du *Council*, *Lord Wharncliffe*, les en empêcha, cependant, en leur disant — d'une manière courtoise, mais ferme — que seuls les *law-peers* faisaient partie de l'assemblée judiciaire et que les autres Lords ne devaient pas

intervenir dans leurs décisions « pour ne pas diminuer l'autorité de cette Cour de Justice » (1).

Ces sages paroles portèrent le coup de grâce au pouvoir judiciaire des Lords non juristes. Depuis 1844 les *lay-peers* n'ont plus participé au vote dans les procès venant devant la Chambre des Lords pour réformation, laissant cette prérogative aux *law-lords* et, surtout, aux juristes professionnels qui eurent pendant un certain temps entre leurs mains tout le travail judiciaire de la Chambre. Lorsque, dans l'affaire *Bradlaugh v. Clarke* en 1883 (2), un *lay-lord* (*lord Denman*) voulut voter, on le laissa faire, mais on ne tint pas compte de son vote.

Quoique ainsi restreint, le corps judiciaire de la Chambre des Lords ne pouvait donner entière satisfaction. En effet, ses membres, recrutés parmi la noblesse héréditaire, avaient rarement la compétence nécessaire. Pour remédier à cette situation le Gouvernement essaya de créer, vers le milieu du XIX^e siècle, des pairs à vie « par prérogative ». Cette tentative n'aboutit pas, mais servit, en tous cas, de transition entre le mode de recrutement traditionnel, dont les inconvénients étaient certains, et le système moderne, instauré par l'*Appellate Jurisdiction Act* de 1876 (3).

(1) 1844, 11 Cl. & Fin. 155 ; L. Q. R., v. XVII, p. 369.

(2) *Bradlaugh v. Clarke*, 1883, 8 A. C. 354.

(3) Cf. *infra*, p. 50.

Un autre inconvénient sérieux du fonctionnement de la Chambre des Lords à cette époque consistait dans l'intermittence et l'irrégularité de ses travaux. En effet, le Corps judiciaire de la Chambre ne pouvait siéger et rendre la justice que pendant les sessions du Parlement tout entier. Or, les sessions du corps législatif étaient plus ou moins courtes, plus ou moins fréquentes, en tous cas insuffisantes pour une administration régulière de la justice. Il en résultait des retards fâcheux dans le cours de la procédure suivie devant la Chambre des Lords qui était souvent obligée de renvoyer les affaires d'une session à une autre.

SECTION I. — *Le Judicature Act de 1873.*

Le *Judicature Act* de 1873 (1) est généralement considéré comme une conséquence directe de cette situation ; on trouvait beaucoup d'inconvénients aux fonctions judiciaires de la Chambre des Lords et on lui retirait ces fonctions. En outre, le parti Libéral étant au pouvoir, on voulait se débarrasser des tribunaux féodaux dont la Chambre des Lords judiciaire était une survivance.

L'acte de 1873 remodelait tout le système judiciaire anglais. La juridiction de la Chambre des Lords qui s'étendait auparavant aux appels des Cours de *Common Law*, des Cours d'Équité et

(1) 36 et 37 Victoria, C. 66.

de la *Court of Probate*, était supprimée (ainsi que celle du *Privy Council*), sauf pour les appels des Cours d'Ecosse et d'Irlande. Les *Courts of Appeal*, la *Court of Chancery*, et la *Court of Probate* étaient unifiées et constituaient désormais une *Supreme Court of Judicature of England* qui se divisait en *His Majesty's Court of Justice* et en *His Majesty's Court of Appeal*. La *Common Law* et l'*equity* devaient être appliquées concurremment par chaque magistrat.

Le *Judicature Act* de 1873 entra en vigueur le 1^{er} novembre 1875 à l'exception, toutefois, de sa disposition supprimant la juridiction de la Chambre des Lords : l'article 2 de la loi de 1875 avait, en effet, suspendu entre temps l'exécution de l'*Act* en ce qui concernait cette mesure, à la suite d'un revirement de l'opinion qui se produisit avec le retour des Conservateurs au pouvoir.

Ces dispositions, d'abord simplement suspendues, furent définitivement abrogées en 1876.

SECTION II. — *L'Appellate Jurisdiction Act* de 1876.

L'*Appellate Jurisdiction Act* de 1876 (1) restitua à la Chambre des Lords toutes ses prérogatives judiciaires en même temps qu'il réorganisait complètement son fonctionnement intérieur, faisant ainsi droit dans une large mesure aux critiques soulevées par l'ancien système.

(1) 39 et 40, Victoria, ch. 59.

Cette réforme de la Chambre des Lords en tant que Cour Suprême est due en grande partie à l'activité de *Lord Westbury* qui signala les défauts du système précédent et vainquit l'inertie du public.

Les règles de l'organisation judiciaire de la Chambre des Lords, telles qu'elles résultent de la loi de 1876, sont celles qui, avec quelques modifications, régissent de nos jours la Haute Assemblée.

Les réformes de 1876, sur lesquelles nous reviendrons avec plus de détails en traitant de l'organisation actuelle de la Chambre des Lords, ont porté, en premier lieu, sur la composition de son assemblée judiciaire.

La Cour de Justice appelée Chambre des Lords n'a, depuis 1876, rien de commun avec l'Assemblée dont elle porte le nom.

Elle ne se compose plus, en effet, des mêmes membres : la loi de 1876 a créé — c'était la grande innovation — des « Lords d'appel en service ordinaire ». Leur nombre, originairement de deux, a été ensuite porté à quatre, et, finalement, à sept ; ces pairs, choisis parmi les hauts magistrats ayant rempli pendant deux ans l'une des fonctions judiciaires énumérées par la loi, siègent à la Chambre des Lords comme barons à vie et composent avec les « Lords d'Appel » tout le corps judiciaire de la Chambre des Lords. Les Lords d'Appel sont les Hauts Chanceliers de la Grande-Bretagne et les Pairs ayant exercé pendant deux ans de hautes fonctions judiciaires.

La compétence de la Chambre des Lords ainsi constituée est très étendue : elle connaît, en matière civile, des appels contre les arrêts des Cours Supérieures d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande, contre les arrêts de la *Court of Chancery* et ceux de la Cour des Appels Criminels : c'est la juridiction suprême du Royaume. La Chambre des Lords possède également la compétence de dernier ressort en matière criminelle, en même temps qu'elle demeure, en théorie, juge de premier degré dans les procédures de l'*impeachment*, des *trials of peers* et dans les cas de privilèges (1) ; en pratique ces diverses procédures ne sont plus employées.

Depuis 1876 les arrêts rendus par la Chambre des Lords sont considérés comme définitifs, et leur autorité s'impose à toutes les juridictions du Royaume. Même le *Privy Council*, dont les décisions sont également rendues en dernier ressort, évite de se mettre en contradiction avec la jurisprudence de la Chambre des Lords (2) à laquelle il ne peut être dérogé que par un acte législatif.

C'est aussi désormais une juridiction permanente qui siège indépendamment du corps législatif et tient audience dans l'intervalle des sessions du Parlement comme pendant les sessions.

(1) Cf. *supra*, p. 40 et s.

(2) *The City of Chester* (1884), 9 P. D. 182-207, cité par Beal, *Cardinal rules of interpretation*.

La Chambre des Lords est aussi un corps indépendant en ce qu'elle vote elle-même les règlements modifiant ou complétant la loi de 1876.

Ces modifications n'ont, d'ailleurs, pas été nombreuses depuis l'*Appellate Jurisdiction Act* de 1876 qui demeure toujours la charte de la Chambre des Lords. En outre, les actes législatifs postérieurs ont trait plutôt à la compétence de cette Cour de Justice qu'à son organisation intérieure.

En 1907 (1) la Chambre des Lords acquiert compétence pour connaître des appels de la *Court of Criminal Appeals*, créée par le même acte législatif en remplacement de la Cour des Cas Réservés, dont les décisions — sollicitées sur des questions de droit délicates — étaient antérieurement rendues en dernier ressort. D'ailleurs, la loi de 1907 n'ouvre pas largement la voie de recours qu'elle institue : la faculté d'appeler devant la Chambre des Lords est, en effet, réservée aux plaideurs munis d'une attestation de l'*Attorney General*, certifiant que le procès pose une question de droit d'une importance exceptionnelle, intéressant l'ordre public. La compétence de la Chambre des Lords se trouve ainsi restreinte en matière pénale aux questions de droit, à l'exclusion des questions de fait.

Une réforme plus générale — touchant à la fois à l'organisation et à la compétence de la Chambre

(1) *Criminal Appeal Act*, 7 Edw. VII, c. 23, s. 1.

des Lords judiciaire — résulte de la loi récente du 25 juillet 1934.

Aux termes de cet *Administration of Justice (Appeals) Act* (1) le recours devant la Chambre des Lords est subordonné à l'obtention par le plaideur d'une autorisation émanant, soit de la Cour d'Appel qui a rendu l'arrêt attaqué, soit de la Chambre des Lords. Si la demande d'autorisation n'est pas adressée à la *Court of Appeal* elle devra être transmise, en même temps que la requête d'appel, à une Commission d'Appel nommée parmi les membres judiciaires de la Chambre des Lords et dont le rôle sera d'examiner le caractère sérieux des demandes et de donner à la Chambre son avis sur l'opportunité de délivrer l'autorisation d'appeler. Cette procédure, sur laquelle nous reviendrons ultérieurement (2), doit être considérée comme une innovation importante, tant parce qu'elle crée à l'intérieur de la Chambre des Lords un organe nouveau, destiné à endiguer le flot des requêtes au moyen d'un tri préalable, que parce qu'elle restreint considérablement en fait la compétence judiciaire de la Chambre des Lords, qui ne s'exercera désormais que dans les cas considérés comme douteux, délicats ou complexes soit par la *Court of Appeal*, soit par la Commission d'Appel de la Chambre.

(1) 24 & 25 Geo. 5, ch. 40.

(2) Cf. *infra*, p. 70.

DEUXIÈME PARTIE

ORGANISATION ACTUELLE

GÉNÉRALITÉS

La Chambre des Lords forme dans la Constitution anglaise la Chambre Haute du Parlement et exerce en cette qualité le pouvoir législatif de concert avec la Chambre des Communes.

Mais, à la différence de celle-ci, ainsi que des assemblées législatives des autres pays, la Chambre des Lords constitue en même temps l'échelon suprême de la hiérarchie judiciaire du Royaume Uni.

Ce cumul des pouvoirs législatif et judiciaire serait impossible dans tout Etat fondé sur le grand principe de la séparation des pouvoirs. Mais aucune objection de cette nature ne pouvait lui être opposée en Angleterre qui n'avait jamais suivi les idées chères à Montesquieu et dont la structure constitutionnelle est tout entière basée sur la tradition. Or, nous l'avons montré dans notre aperçu historique, la Chambre des Lords a toujours exercé concurremment les pouvoirs législatif et judiciaire, sinon en pratique, tout au moins en théorie.

En effet, pratiquement, le cumul des deux pouvoirs a pris fin lorsque, d'une part, les fonctions

judiciaires cessèrent d'être exercées par la Chambre des Lords tout entière pour n'appartenir qu'aux Pairs spécialisés dans les choses de la justice, et quand, d'autre part, le droit public a commencé à se différencier du droit privé, ce dernier étant devenu un droit essentiellement judiciaire.

Tout d'abord, les pouvoirs législatif et judiciaire, s'ils appartiennent tous les deux à la Chambre des Lords, ne sont point exercés par les mêmes membres de cette assemblée. Seuls les *law-lords* ont qualité pour prendre part aux jugements, tandis que les *lay-peers* exercent uniquement le pouvoir législatif. Il est vrai que les *law-peers* sont en même temps juges et législateurs, mais leur nombre est si réduit par rapport à celui des lords non-judiciaires qu'en pratique c'est aux mains de ces derniers que se trouve concentré le pouvoir législatif de l'Assemblée.

D'autre part, le droit privé anglais n'a jamais été, dans son ensemble, régi par des actes législatifs, mais par la *Common Law* qui est un droit essentiellement judiciaire, élaboré par les magistrats et non par le législateur. C'est la raison pour laquelle on ne peut pas dire que la Chambre des Lords législative soit appelée à créer le même droit que la Chambre des Lords judiciaire doit appliquer.

La Chambre des Lords prise comme Cour Suprême de justice contribue, en effet, elle-même à créer les règles gouvernant le droit privé anglais

qui — sauf dans certaines matières spéciales (sociétés, faillites, etc.) ne prend pas sa source dans la loi écrite, mais uniquement dans la jurisprudence. Nous reviendrons sur cette caractéristique essentielle du droit anglais en étudiant l'effet des décisions de la Chambre des Lords et la théorie du précédent (1). Il nous suffira de rappeler ici que le Parlement anglais ne légifère, en général, que dans le domaine du droit public, laissant le droit privé à la sagesse des juges et, notamment, de la Cour Suprême du Royaume qu'est la Chambre des Lords judiciaire.

Ainsi, la Chambre des Lords exerce le pouvoir législatif en matière de droit public et le pouvoir judiciaire en matière de droit privé, évitant, sauf dans certaines matières spéciales, le cumul de ces deux pouvoirs.

La Chambre des Lords représente le dernier échelon de la hiérarchie judiciaire anglaise ; c'est, en réalité, le troisième degré de juridiction, inconnu dans notre système judiciaire.

En matière civile les litiges sont d'abord soumis aux *County Courts* (anciennes cours locales) si leur intérêt est inférieur à un certain taux (100 livres sterling). Au-dessus de ces tribunaux se trouve la *Supreme Court* qui se divise elle-même en *High Court of Justice* et en *Court of Appeal* ; contraire-

(1) Cf. *infra*, IV^e partie.

ment à son nom, la *High Court of Justice* représente la juridiction de premier degré pour les litiges dont l'intérêt dépasse 100 livres sterling. La *Court of Appeal*, au contraire, est une véritable cour d'appel au sens français du mot, c'est-à-dire une juridiction du second degré. Le seul recours contre les décisions de cette Cour consiste à former appel devant la Chambre des Lords, le terme « appel » (*appeal*) signifiant à la fois appel et pourvoi en cassation, car la Chambre des Lords (à la différence de notre Cour de Cassation) ne juge pas uniquement la décision attaquée, mais le procès en son entier (1).

Les mêmes principes s'appliquent en matière d'*equity* où, depuis 1675, la Chambre des Lords reçoit les appels contre les arrêts de la *Court of Chancery*.

En matière pénale le premier degré de juridiction est représenté par la *Court of Petty Sessions* ou Cour de simple police. On peut appeler de ses décisions devant les « Cours de sessions trimestrielles » qui sont juges de première instance en matière correctionnelle, de même que les Cours d'Assises le sont en matière criminelle. Il n'y a pas de troisième degré de juridiction en matière pénale, mais on peut, depuis 1907 (2), se pourvoir en cassation devant la Chambre des Lords contre

(1) Cf. *infra*, p. 73.

(2) Cf. *supra*, p. 53.

les arrêts de la Cour des Appels Criminels pour violation de la loi ou lorsqu'il y a doute sur une question de droit (1).

L'étude de l'organisation intérieure de la Chambre des Lords que nous venons de situer dans la constitution ainsi que dans la hiérarchie judiciaire anglaise comprendra celle de la composition actuelle de la Chambre des Lords judiciaire, suivie d'un rappel rapide des principales règles de fonctionnement intérieur de cette cour de justice.

Nous avons réservé une partie spéciale de cette étude aux attributions et à la compétence de la Chambre des Lords, intervertissant ainsi, semble-t-il, l'ordre généralement suivi en France, où il est d'usage d'étudier la compétence d'une juridiction après sa composition et avant les règles de procédure.

Il nous a paru préférable de ne point séparer ici l'étude de la composition de la Chambre des Lords de celle de son fonctionnement intérieur. Ces deux éléments sont, en effet, intimement liés lorsqu'il s'agit de toute juridiction anglaise, — et, par conséquent, de la Chambre des Lords judiciaire, — qui, on le sait, élabore elle-même la plupart des règles de son fonctionnement et dont les membres créent ainsi, pourrait-on dire, la procédure.

(1) Cf. *infra*, p. 116 et s.

CHAPITRE PREMIER

LA COMPOSITION DE LA CHAMBRE DES LORDS JUDICIAIRE

La Chambre des Lords judiciaire, telle qu'elle a été réglementée par l'*Appellate Judicature Act* de 1876, n'a de commun avec la Chambre Haute du Parlement anglais que le nom. Sa composition est, en effet, totalement différente.

I. — *Les Lords d'appel* (1) forment le noyau de la Chambre des Lords judiciaire. Ce sont, d'après la loi de 1876 : le Lord Haut Chancelier de la Grande-Bretagne, le Lord Haut Chancelier d'Irlande et les Pairs du Royaume ayant exercé l'une des hautes fonctions judiciaires suivantes : Haut Chancelier, Juge à la *Supreme Court* d'Angleterre ou d'Irlande ou Juge à la *Session Court* d'Ecosse. La sélection ainsi opérée parmi les membres de droit de la Chambre des Lords montre le souci du législateur de 1876 d'éviter à l'avenir les défauts du système antérieur, apparus au XIX^e siècle (2),

(1) Cf. *supra*, p. 51.

(2) Cf. *supra*, p. 45 et s.

et de parer aux inconvénients que pourrait présenter une justice rendue par les membres de la noblesse auxquels leur hérédité donnait le droit de siéger, mais non point forcément les qualités d'un bon juriste. Désormais seuls sont qualifiés pour participer aux fonctions judiciaires de la Chambre les Lords dont la compétence juridique et la pratique des affaires ne sauraient être mises en doute.

Cependant, et par suite même des conditions rigoureuses de leur recrutement, le nombre des Lords d'Appel était insuffisant pour assurer le fonctionnement normal de la justice.

II. — *Les Lords of appeal in ordinary*. Le législateur de 1876 remédia à cette situation en créant (1) une catégorie nouvelle de magistrats qu'il surnomma « Lords d'appel en service ordinaire ».

A la différence des Lords d'appel (tout court), les Lords d'appel en service ordinaire ne se recrutent pas à l'intérieur de la Chambre des Lords : ils ne deviennent membres de cette assemblée qu'à la suite de leur nomination qui leur confère le titre de Pair à vie, non héréditaire, mais donnant droit à toutes les prérogatives s'attachant à ce titre.

Ces magistrats sont obligatoirement choisis soit parmi les juges ayant exercé pendant au moins 2 ans une des hautes fonctions judiciaires, c'est-

(1) Article 6 de la loi de 1876.

à-dire ayant été pendant 2 ans au moins Chancelier, membre rétribué du *Judicial Committee of the Privy Council*, ou juge à la *Supreme Court* d'Angleterre ou d'Irlande ou à la *Session Court* d'Ecosse, soit parmi les avocats éminents ayant honorablement exercé leur profession pendant une durée minima de 15 ans.

L'introduction de cet élément purement judiciaire dans la Chambre des Lords constituait une réforme d'autant plus grande que les nouveaux Pairs ainsi créés sont nommés par lettres patentes et nécessairement anoblis à vie et deviennent, en même temps que juges, membres de la Chambre Haute du Parlement avec le droit de vote dans les matières législatives. C'est là certes un mode de recrutement inusité pour un corps législatif, mais dont la portée pratique ne semble pas avoir été considérable.

En effet, le nombre des Lords judiciaires ainsi nommés est insignifiant par rapport au nombre total des membres de la Chambre. Celle-ci se compose de 700 à 750 membres environ, tandis que le nombre des *Lords of Appeal in ordinary* qui était à l'origine de deux et de quatre (1) a été successivement porté à six en 1913 et finalement (en 1929) à sept.

Les nouveaux Pairs doivent être introduits au début d'une séance de la Chambre des Lords,

(1) Article 14 de la loi de 1876.

après les prières et avant qu'on ne passe à l'examen des affaires publiques. L'application de cette règle aux *law-peers* avait pour conséquence d'obliger un Pair nommé entre deux sessions parlementaires à attendre la session suivante pour être installé dans ses fonctions. C'est ce qu'ont voulu éviter les auteurs des actes législatifs sur l'organisation judiciaire en décrétant qu'un *Lord of appeal* pouvait être valablement introduit dans toute *séance judiciaire* de la Chambre, même entre les sessions du Parlement (1).

C'est là, d'ailleurs, une nouvelle manifestation du fonctionnement indépendant du côté judiciaire de la Chambre des Lords par rapport à ses fonctions législatives, et une extension de la règle, introduite en 1876 (2), d'après laquelle la Chambre des Lords judiciaire peut siéger entre et indépendamment des sessions parlementaires.

L'article 5 de l'*Appellate Jurisdiction Act* de 1876 exigeait la présence d'un minimum de trois *law-lords* aux séances de l'assemblée judiciaire et cette règle, instaurée pour éviter les abus des années précédentes (3), a été maintenue jusqu'à nos jours.

III. — *Consultation des Juges*. La pratique d'appeler aux séances judiciaires de la Chambre

(1) *The Law Time Journal*, nov. 10, 1934, p. 332.

(2) Cf. *supra*, p. 52.

(3) Cf. *supra*, p. 46.

des Lords des juges des cours supérieures du Royaume ne saurait être considérée comme une innovation de la loi de 1876.

Nous avons montré, en effet, que tout au long du développement historique du rôle judiciaire de la Chambre des Lords, celle-ci bénéficia de l'assistance de juges professionnels dont l'opinion eut plus ou moins de poids dans les décisions de la Cour, suivant les différentes époques et les étapes de son développement.

Il a fallu, cependant, l'évolution et les réformes du XIX^e siècle pour que s'élaborent les principes gouvernant cette institution si particulière et pour que se fixent ses cadres.

En règle générale, la Chambre des Lords peut appeler pour l'aider et l'assister des juges professionnels de la *Supreme Court*, ainsi que l'*Attorney General* et le *Solicitor General*.

L'opinion des juges est sollicitée sans aucun égard pour la prétendue difficulté de la question soulevée par le procès, mais seulement parce que *l'affaire est d'une grande importance générale* (1).

Les juges ne peuvent être sollicités par la Chambre des Lords pour donner leur opinion sur un texte qui n'a pas encore acquis force de loi, mais ils donnent leur opinion sur une question de droit abstraite qui prend sa source dans une loi exis-

(1) *O'Connell v. R.* (1844), 11 Cl. & Fin. 155 ; *Sykes v. Barraclough* (1904), 2 K. B. 675.

tante (1), en se maintenant, toutefois, dans les limites de l'interprétation stricte de cette loi (2).

Les avis des juges assistants ne sont, d'ailleurs, pas demandés par les Lords pour trancher la question même qui leur est posée : leur rôle est uniquement de fournir les arguments et les références, de faire les observations nécessaires en vue d'aider les Lords à former leur propre opinion. Cette opinion est alors appuyée sur les motifs fournis par les juges dont la présence est en pratique constamment requise au cours des débats devant la Chambre des Lords (3).

Cependant, quelque importance qu'ait la consultation des juges, quelque influence qu'elle exerce sur la jurisprudence de la Chambre des Lords, celle-ci ne se considère point liée par les opinions qu'elle sollicite : c'est un principe constamment affirmé dans les arrêts de cette Chambre (4).

Pratiquement, dans les cas où les juges sont consultés par la Chambre, la question de droit, préparée par le Lord Chancelier et les Lords d'appel, leur est transmise par le Président. Cette consul-

(1) *M'Naghien's case* (1843), 10 Cl. & Fin. 200 ; *R. v. True* (1922), 127 L. T. 561 ; *R. v. Flavell* (1926), 19 Cr. Ap. Rep. 14.

(2) *London & Westminsler Bank* (1834), 1 Bing, N: C. 197.

(3) *Brougham, R. v. Melles, R. v. Carroll* (1844), 10 Cl. & Fin. 534 ; *Lightbody v. West* (1902) 87 L. T. 138.

(4) V. notamment *O'Connell et Sykev v. Barraclough* précitées.

tation peut même avoir trait, soit à une question de forme à résoudre avant l'examen du fond du procès (1), soit à une question de droit pur, n'ayant pas de rapport direct avec l'affaire (2), soit enfin à une question de droit pouvant se poser ultérieurement, mais ne résultant d'aucun procès en cours (3).

Les avis (*opinions*) des juges doivent nécessairement être motivés.

Nous voyons donc que la Chambre des Lords, Cour Suprême du Royaume, n'est actuellement composée que de juristes, dont le mode de recrutement est de nature à donner les plus sûres garanties sur l'administration de la bonne justice qu'elle a pour mission de rendre.

(1) *Dimes v. Grand Junction Canal Proprietors* (1852), 3 H. L. Cas. 759, 784.

(2) *Bright v. Hutton* (1852), 3 H. L. Cas. 341, 371.

(3) *M'Naghten's case*, précité.

CHAPITRE II

PROCÉDURE DEVANT LA CHAMBRE DES LORDS

SECTION I. — *Introduction de l'instance.*

La Chambre des Lords est saisie par une requête du demandeur ou « appelant ». Dans cette requête, qui doit être déposée dans le délai d'un an à partir de la décision attaquée, le signataire demande que le procès soit révisé par « Sa Majesté le Roi en sa Cour du Parlement » (1) et que la décision attaquée soit réformée, changée ou modifiée (2). La requête doit porter les signatures de deux avocats qui, dans une annexe (3), certifient qu'« à leur humble avis » le procès déféré à la Chambre des Lords mérite d'être soumis à celle-ci par la voie de l'appel.

Ces signatures et ce certificat sont exigés même au cas où l'appelant avait plaidé lui-même devant la juridiction inférieure et même s'il se propose

(1) « *before His Majesty the King in his Court of Parliament...* »

(2) « *...reversed, varied or altered* ».

(3) « *Schedule* ».

d'instruire son procès devant la Chambre des Lords sans l'assistance d'un conseil.

Depuis la loi du 25 juillet 1934 (1), l'appelant doit, en outre, justifier d'une « autorisation d'appeler » émanant de la Cour qui a rendu l'arrêt attaqué ; à défaut de cette autorisation, le requérant doit en solliciter une devant la Chambre des Lords elle-même. Les règles à cet égard sont les suivantes : lorsqu'une demande afin d'autorisation de faire appel avait été préalablement adressée à la Cour d'Appel, la décision de la Cour d'Appel, autorisant ou interdisant l'appel, et qui mentionne qu'une telle demande a bien été formée et a reçu telle ou telle solution, sera jointe à la requête.

Lorsque, au contraire, cette demande n'est pas adressée à la Cour d'Appel, le requérant est tenu de la formuler devant la Chambre des Lords. Dans ce cas, elle est faite au moyen d'une requête distincte, quoique déposée et transmise en même temps que la requête d'appel au fond, et adressée à la Commission d'Appel (2) instituée par la loi de 1934. Cette requête préliminaire doit contenir un exposé succinct des faits qui permette à la Commission de faire un rapport à la Chambre des Lords, rapport concluant à l'admission ou au rejet de la requête. Ajoutons que cette requête

(1) Cf. *supra*, p. 54 et *infra*, p. 103 et s.

(2) *Appeal Committee*.

doit être signée par les avoués (1) de l'appelant et notifiée, au préalable, aux avoués de l'intimé.

Les avoués sont ensuite convoqués et entendus en leurs explications par la Commission d'Appel ; les avocats (2) ne sont pas admis à plaider devant elle.

Si l'appel est autorisé, le représentant de l'appelant en est avisé par le Greffe. La requête d'appel proprement dite est alors transmise à la Chambre des Lords elle-même et l'adversaire du requérant est invité à produire sa défense.

La procédure devant la Chambre des Lords est relativement rapide, son règlement intérieur fixant des délais assez courts pour les diverses phases de l'instance. C'est ainsi que l'appelant, comme l'intimé, doivent produire leurs mémoires (imprimés) ainsi que la liste des pièces et documents dont ils entendent faire usage (3) dans les six semaines de la « présentation » de leur requête à la Chambre. Ce délai peut être exceptionnellement augmenté une seule fois de six semaines encore, mais seulement si l'adversaire ne s'y oppose pas.

La confection de l'*appendix* demande un soin particulier de la part des représentants des parties. C'est, en effet — et c'est là sa particularité — une œuvre commune aux adversaires, et dont ils se servent ensuite tous les deux.

(1) *Solicitors.*

(2) *Counsel.*

(3) *Appendix.*

L'initiative en revient, il est vrai, à l'appelant qui soumet à son adversaire (aussitôt après la « présentation » de l'appel) la liste des documents produits devant les juridictions inférieures et dont il entend faire usage devant la Chambre des Lords. L'intimé ajoute à cette liste les pièces qu'il veut de son côté soumettre à la Cour Suprême. Chacune des parties doit, en outre, indiquer quelles sont les pièces dont elle est absolument certaine de devoir faire usage devant la Chambre des Lords et les séparer de celles dont elle peut avoir besoin le cas échéant pendant les débats. Seuls les documents de la première catégorie doivent être déposés au Greffe. Les autres pièces ne doivent être préparées que lors de l'audience. La Chambre des Lords s'oppose à l'usage pour chaque partie de rédiger un *appendix* séparé et insiste pour que cette pièce leur soit commune (1).

SECTION II. — *Instruction du procès.*

La procédure est, en principe, écrite devant la Chambre des Lords. Aucun procès ne peut lui être soumis sans avoir fait l'objet d'un exposé écrit de la part du requérant, dans des délais et suivant des règles prescrites avec minutie. Il n'en résulte, toutefois, point que cette procédure soit exclusivement écrite : on a vu que les avoués des

(1) *Goldstone v. Goldstone* (1922), 127 L. T. 32.

parties (*solicitors*) étaient entendus devant la Commission d'Appel de la Chambre. Devant la Cour de Justice elle-même la plaidoirie est également autorisée mais réservée uniquement aux avocats, membres du Barreau (1). Il n'y a pas en Angleterre d'ordre distinct d'avocats près de la Chambre des Lords : tout avocat inscrit au barreau (*Bar*) a le droit de plaider devant la Cour Suprême d'Angleterre.

La procédure est contradictoire, même devant la Commission d'Appel, tout au moins pendant les débats où l'avoué du défendeur est entendu par la Commission.

En ce qui concerne les débats devant la Chambre, l'avocat de l'intimé n'y est entendu que si une défense écrite a été préalablement déposée au nom de son client, dans le délai de six semaines. Sinon, l'affaire est jugée par défaut, à la demande écrite (2) de l'appelant, à la première audience après l'expiration du délai ci-dessus.

Les débats devant la Chambre des Lords sont dominés par le principe que cette Cour de Justice est une Cour d'Appel suprême qui juge les procès tout entiers et examine les litiges dans leur ensemble.

Une conséquence directe de ce principe se manifeste dans l'admission devant la Chambre des Lords de tous les moyens de preuve reçus devant

(1) *Barristers.*

(2) *Motion Paper.*

la Cour d'Appel et dans le pouvoir de la Chambre des Lords de réviser l'appréciation de ces modes de preuve faite par les juges inférieurs.

Une réserve, toutefois, s'impose : en Angleterre une barrière étanche sépare la preuve administrée en première instance de celle reçue en appel : le premier juge seul reçoit, en pratique, la preuve testimoniale qui joue un rôle si important dans la vie judiciaire anglaise, tant civile que pénale. La Cour d'Appel qui, sauf de très rares exceptions, ne cite pas les témoins à ses audiences, mais n'a sous les yeux que les procès-verbaux de leurs dépositions, s'en rapporte très généralement à l'impression produite par les témoins sur les premiers juges. On rencontre très souvent dans les décisions rendues par les juges d'appel le refus d'examiner les témoignages produits oralement devant le premier juge qui, ayant vu et entendu les témoins eux-mêmes, a pu se former une opinion plus concrète et plus précise de leur sincérité et de leur valeur respectives.

La Chambre des Lords adopte à cet égard la même attitude que les Cours d'Appel et refuse d'intervenir et de modifier les décisions basées non sur des raisonnements ou des calculs abstraits, mais sur les témoignages oraux produits devant les premiers juges (1). C'est le principe qu'a défini

(1) Cf. notamment : *Chippens Oil Co Ltd. v. Edinburgh & District Water Trustees* (1907), A. C. 291, 76 L. J. P. C., 79 H. L.

Lord Justice James comme empêchant la Chambre des Lords de « réformer la décision de la Cour inférieure sur une question au sujet de laquelle le juge a eu l'avantage de voir les témoins et de les observer, à moins, toutefois, qu'elle n'estime qu'une fausse impression a pu être produite sur le juge » (1).

Sous cette réserve, imposée par la pratique judiciaire anglaise, tous les modes de preuve sont admis devant la Chambre des Lords, à la seule condition d'avoir été produits devant les juridictions inférieures ; la jurisprudence à cet égard est constante : « Si les appelants n'ont pas produit ou, tout au moins, visé un document devant la Cour d'Appel, ils ne peuvent être autorisés à se baser sur ce document dans leur recours devant la Chambre des Lords » (2).

Autrement dit, les preuves (tant littérales que testimoniales) non produites devant la juridiction inférieure ne seront pas examinées par la Chambre des Lords (3).

Un tempérament important a, toutefois, été apporté à cette règle par la jurisprudence. Les Lords se reconnaissent, en effet, le droit d'examiner les actes ou documents qui n'avaient pas été

(1) Cf. « *Appeal on facts* », L. T. J. 1935, v. 179, p. 231.

(2) Cf. *Strath. S. S. Co. Ltd. v. Harold* (1919), 35 L. T. R. 336, H. L.

(3) Jurisprudence constante : Cf. notamment : *Banco de Portugal v. Waddell* (1880), 50 A. C. 161 ; 42 L. T. 698 ; *Hatmaker v. Nathan & Co* (1919), 36 R. P. C. 231, H. L.

soumis aux juges qui ont rendu la décision attaquée « lorsque les circonstances l'exigent » ou « pour satisfaire leur conscience » (1). Ainsi, pratiquement, la Chambre des Lords jouit d'un pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne l'admission des preuves produites pour la première fois devant elle.

Par ailleurs, lorsque certains modes de preuve ont été proposés et rejetés par les juges inférieurs, la Chambre des Lords entreprend de juger si ces preuves, une fois admises, auraient pu modifier la solution du procès ; dans la négative, le pourvoi sera rejeté même si les Lords estiment qu'en droit le juge inférieur aurait dû admettre ces preuves (2).

L'interdiction de se servir devant la Chambre des Lords de modes de preuve non soumis au préalable à l'examen des juges inférieurs se rattache étroitement au principe d'après lequel il est interdit aux parties de développer devant la Chambre des Lords des moyens ou arguments nouveaux, de débattre devant elle des questions nouvelles.

Cette règle, elle aussi, est fort ancienne (3) et

(1) *Altwood v. Small* (1838), 6 Cl. & Fin. 232 ; *Aberaman, Ironworks v. Wickens* (1868), L. R. 5 Eq. 485 ; *Arkwright v. Newbold* (1880), 28 W. R. 828.

(2) *Maccabe v. Hussey* (1831), 5 Bli. N. S. 715, 2 Dow. & Cl. 440, *Banco de Portugal v. Waddell*, précité.

(3) Cf. *Thompson v. Waller* (1710), Pree Ch. 295, 24 E. R. 140, L. C., *Kay v. Marshall* (1841), 8 Cl. & Fin. 245.

constamment appliquée par la jurisprudence (1). Une exception, tirée de l'équité et de l'opportunité (considérations de grande valeur devant la justice anglaise), lui est, cependant, apportée par les Lords qui admettent que, dans des cas très exceptionnels, de nouvelles questions (*matters*) peuvent être débattues devant eux. « J'estime, a dit *Lord Dunedin C.* (2), que si, devant les juges inférieurs, on a seulement omis de faire état ou d'argumenter sur un texte juridique qui ne nécessite, pour sa discussion, la preuve d'aucuns faits nouveaux, vous ne devez point faire la sourde oreille devant un tel argument, même produit à la dernière minute... Dans des cas exceptionnels, nous avons même la faculté de reprendre l'affaire depuis le début et d'entendre nous-mêmes les témoins... » Mais ces dérogations au principe doivent être sévèrement étudiées et rarement autorisées : le moyen nouveau ne sera admis que si la Chambre trouve réunis tous les faits s'y rapportant, comme si ce moyen avait été soulevé devant les premiers juges et à condition que l'adversaire, s'il avait été appelé à y répondre devant les juges inférieurs, n'en ait pu trouver la possibilité.

(1) *Livingstone v. Rawyards Coal Co* (1880), 5 A. C. 25, 42 L. F. 334 ; *Jandus Arc Lamp & Electric v. Arc Lamps* (1905), 21 T. L. R. 308 ; *James Joicey v. N. E. R. Y.* (1907), 1 K. B. 402.

(2) *North Staffordshire Ry Co v. Edge* (1920), A. C. 254, 122 L. T. 385.

La Chambre des Lords doit rendre les arrêts tels qu'ils auraient dû être rendus originairement : par conséquent, si l'argument ou le moyen est bon, le fait qu'il n'a pas été soulevé devant les premiers juges ne doit pas être un obstacle absolu à son admission.

Mais il n'en est pas de même lorsque la question que pose le moyen nouveau ne peut être résolue que par la preuve de faits nouveaux, non administrée devant les juges inférieurs, ou lorsque ce moyen entraîne ou nécessite une modification dans les faits précédemment établis ; dans ce cas, admettre le moyen nouveau serait en fait détruire tout le travail des juges inférieurs qui doit, au contraire, accroître l'autorité et l'efficacité des décisions de la Cour d'Appel « finale ».

Les Lords se réservent donc le pouvoir discrétionnaire de rejeter ou d'admettre le moyen nouveau qui leur est soumis, sans vouloir l'élargir ou le restreindre par une règle fixe qui les gênerait dans l'administration de la bonne justice (1).

SECTION III. — *Les arrêts de la Chambre des Lords.*

La Chambre des Lords, Cour d'Appel suprême du Royaume-Uni, représente le dernier degré de juridiction.

(1) Cf. discussion détaillée de la question dans *North Staffordshire Ry Co v. Edge*, précité.

Ses arrêts ont donc un caractère final, en ce sens qu'ils terminent le procès dont la solution devient définitive, sans aucun recours possible et, en règle générale, sans renvoi.

Les décisions de la Chambre des Lords n'ont pas la forme d'arrêts ordinaires, mais revêtent celle de procès-verbaux parlementaires et sont ensuite rapportés dans les *Records*. Cette particularité de pure forme est, d'ailleurs, la seule qui rappelle qu'on se trouve en présence d'un organe d'origine législative.

La Chambre des Lords ne possède pas de mécanisme nécessaire pour faire exécuter ses arrêts ou pour leur donner une force exécutoire immédiate. C'est pourquoi, en cas de réformation, le demandeur doit s'adresser au juge de première instance, en général la *High Court*, pour laquelle les arrêts de la Chambre des Lords représentent des ordres qu'elle doit exécuter.

La Chambre des Lords ne casse pas les arrêts qui lui sont déférés ; comme une véritable Cour d'Appel, elle connaît des procès tout entiers et peut, dès lors, soit réformer, soit confirmer la décision entreprise.

Quelquefois, — mais ces cas sont rares — la Chambre des Lords estime que les circonstances de fait du procès ne résultent pas nettement des dossiers. Elle peut alors, mais très exceptionnellement, remettre sa décision à une date ultérieure

pour pouvoir procéder aux enquêtes et investigations nécessaires (1).

Les Lords peuvent aussi réformer l'arrêt en partie et rejeter l'appel pour le reste.

Enfin, il leur appartient d'attribuer souverainement la charge des frais et dépens, non seulement pour l'instance suivie devant elle, mais encore pour la procédure suivie devant les juges inférieurs.

La Chambre des Lords ne réforme, en principe, que les décisions qui lui paraissent contraires à la « justice » ou au « fond du droit ».

C'est ainsi que les Lords confirment toujours les arrêts dont *la solution* leur paraît exacte, même lorsque les motifs donnés à son appui sont différents de ceux de leur propre arrêt : ils justifient alors la décision attaquée par d'autres motifs (2).

De même, si bonne justice a été faite en la cause, la Chambre des Lords ne réformera pas l'arrêt pour une irrégularité dans la forme du procès (3). Le recours sera encore rejeté si la décision attaquée a été rendue à l'unanimité des magistrats composant la juridiction inférieure, ou si la Cour s'est ralliée à l'opinion du premier juge — ceci à moins que la Chambre des Lords ne constate

(1) *Bull. Henry & Co Ltd. v. Weston City District Council*, *Weekly Notes*, 1920, 241 ; *Comp. Olympic's case* (1914), *L. J. t.* 84, p. 49.

(2) *The English and Empire Digest*, V^o *Parliament*, n^o 121 ; *Comp. Young & Co v. Leven* (1816), 3 *E. R.* 116, *H. L.*

(3) *Macfarlane v. Taylor* (1868), 18 *L. T.* 214, *H. L.*

dans l'arrêt qui lui est soumis « une violation évidente des principes du droit » (1).

Il arrive quelquefois que, après avoir entendu la plaidoirie du demandeur seul, l'opinion unanime des Lords et des juges consultants se trouve établie dans le sens défavorable au recours, aucun doute ne subsistant dans leur esprit sur le bien-fondé de la décision attaquée ; dans ce cas la Chambre déboute l'appelant sans avoir entendu l'intimé (2).

Les avis des juges consultants, donnés aux Lords pour les éclairer, doivent être accompagnés de motifs, arguments et références à l'appui (3). Dans les cas où l'unanimité des juges est exigée, chacun d'eux est tenu de fournir son avis motivé (4).

Il n'y a pas de pourvoi dans l'intérêt de la loi en droit anglais. Mais la jurisprudence a suppléé dans une certaine mesure à cette lacune : dans les procès qui soulèvent une question de droit importante et discutable ayant déjà provoqué une divergence d'opinions à la Cour d'Appel, le demandeur au pourvoi, même s'il perd son procès devant la Chambre des Lords, n'aura pas à en supporter les frais ; on a estimé, en effet, équitable que « les

(1) *Sadler v. G. W. Ry* (1896), A. C. 450 ; *Kent Coal Concessions Ltd. v. Duguid* (1910), A. C. 452, L. T. R. 571.

(2) *Yeo v. Tatem, The Orient* (1871), L. R. 3 P. C. 696.

(3) *Lightbody v. West* (1902), 87 L. T. 138.

(4) *Egerlon v. Browalow (Earl)*, 1853, 4 H. L. Cas.

frais de la solution d'un doute soient supportés par le Trésor » (1).

Deux projets d'arrêts (*motions*) sont préparés dans chaque affaire, l'un concluant à la confirmation du jugement attaqué et au rejet du pourvoi avec condamnation du demandeur aux frais, l'autre concluant à la réformation de la décision entreprise.

Le projet de rejet est le premier mis au vote ; si les voix sont partagées, on ne met pas au vote le projet de réformation de l'arrêt car on suppose qu'il provoquerait le même partage de voix. Dans ce cas, par application de l'adage *semper præsumitur pro negante*, la Chambre des Lords rejette la requête et confirme la décision attaquée ; cependant, l'appelant n'est pas condamné aux dépens, le Trésor en assumant alors la charge (2).

SECTION IV. — *Attribution des frais.*

Une jurisprudence très intéressante concerne l'attribution des frais par la Chambre des Lords. Loin de se conformer à la règle (presque universellement appliquée) que la partie qui succombe doit supporter les frais de l'instance, les Lords considèrent la condamnation aux frais comme une

(1) *Lord Birkenhead*, dans *Boyce v. Wasbrogh* (1922), 1 A. C. 425 ; 38 T. L. R. 483, H. L.

(2) *Pryce v. Montmouthshire Canal & Railway Co* (1879), 4 A. C. 197 ; 40 L. T. 630 ; *Paquin Ltd. v. Beanclerck* (1906), A. C. 148 ; 94 L. T. 350.

sorte de pénalité infligée au plaideur téméraire et ne la prononcent pas contre celui qui, quoique perdant, pouvait légitimement (*reasonably*) considérer son procès comme bon. C'est ce qui explique qu'en cas de partage de voix, par conséquent dans les espèces douteuses, l'appelant n'ait pas à supporter les frais de son appel ; or, comme le défendeur, gagnant par le rejet, ne peut y être tenu, la charge en incombe au Trésor.

Par contre, il arrive par application du même principe que l'appelant soit condamné aux frais, malgré la réformation de l'arrêt attaqué par la Chambre des Lords ; il en est ainsi, notamment, lorsque la réformation de l'arrêt ne touche que sa forme (1), ou encore si l'arrêt est modifié sur un moyen soulevé d'office par la Chambre, et qui n'avait pas été soulevé par l'appelant devant la Cour d'Appel (2).

D'autre part, la Chambre des Lords ne condamne jamais aux frais de l'appel le défendeur qui perd par la réformation de l'arrêt qui lui est déféré ; on considère, en effet, qu'une partie qui se borne à défendre la décision rendue à son profit ne doit pas être punie pour avoir cru au bien-fondé d'un arrêt émanant de magistrats avertis, et pour avoir voulu défendre les droits qu'elle lui avait reconnus.

(1) *Waters v. Groom* (1844), 11 Cl. & Fin. 684.

(2) *Wallace v. Pallou* (1846), 12 Cl. & Fin. 491 ; *Galbraith v. Cooper* (1860), 8 H. L. Cas. 316.

Il en résulte qu'en cas de réformation chacune des parties garde ses frais ; mais, afin de réparer l'injustice qui en résulterait pour l'appelant, la Chambre des Lords « prend la place » de la Cour dont émanait l'arrêt réformé et attribue à l'appelant les frais que celui-ci aurait dû y obtenir, si la décision avait été rendue dans le même sens que l'arrêt de la Chambre des Lords. En somme, l'effet de la réformation de l'arrêt par la Chambre des Lords consiste dans l'attribution à l'appelant des frais de l'instance devant les juridictions inférieures (1).

En cas de confirmation de l'arrêt l'appelant débouté est, au contraire, tenu de supporter les frais de l'instance, car « les frais suivent la confirmation » (2).

La procédure devant la Chambre des Lords est donc une procédure écrite, soumise à l'observation de nombreuses règles et réservée aux litiges reconnus sérieux. Au fond, la justice rendue par les Lords est dominée surtout par le souci de l'équité et dénuée, partant, de tout formalisme.

(1) *Lord Brougham* dans *Mackersy v. Ramsays, Bonars & Co* (1843), 9 Cl. & Fin. 818 ; *West Ham Union Guardians v. St-Matthew Bethnal Green* (1894), A. C. 230, 242 ; 70 T. L. 818.

(2) *Duvergier v. Fellowes* (1832), 1 Cl. & Fin. 39 ; *Begg v. Begg* (1890), 15 A. C. 170, H. L.

TROISIÈME PARTIE

**ATTRIBUTIONS ET COMPÉTENCE
DE LA CHAMBRE DES LORDS**

GÉNÉRALITÉS

La compétence de la Chambre des Lords judiciaire est très vaste, sa juridiction s'étend, peut-on dire, à toutes les branches de la pratique judiciaire anglaise.

D'autre part, la Chambre des Lords est appelée à exercer non seulement la juridiction d'appel suprême qui constitue son rôle principal, mais aussi à rendre la justice comme juge de premier degré dans certaines procédures spéciales ; elle remplit, enfin, les fonctions d'une juridiction de cassation en matière criminelle.

Nous étudierons successivement la juridiction de premier degré de la Chambre des Lords, sa juridiction d'appel et, enfin, sa juridiction de cassation.

CHAPITRE PREMIER

JURIDICTION DE PREMIER DEGRÉ

(ORIGINAL JURISDICTION)

Cette branche de l'activité judiciaire de la Chambre des Lords doit être considérée comme exceptionnelle, tant parce qu'elle ne s'exerce que dans des cas très rares, au cours de procédures archaïques, que parce que, ayant sa source dans l'institution de la Pairie et dans les privilèges dont jouissent ses membres, cette juridiction est exercée par le corps tout entier de la Chambre des Lords, par les *lay-peers* comme par les *law-lords*.

Notre étude de ces procédures particulières sera, d'ailleurs, très rapide car, en pratique, le rôle de la Chambre des Lords comme juge du premier degré est extrêmement restreint.

1) L'IMPEACHMENT

La procédure de l'*impeachment* est la plus solennelle du droit anglais actuel.

C'est la survivance du droit — fort ancien — de la Chambre des Communes de traduire devant la Chambre des Lords un citoyen accusé d'un crime

contre la chose publique, tel que corruption ou concussion (1), trahison (2), accusation criminelle ou diffamation (3). Les Communes jouent dans ces cas le rôle du Ministère Public, tandis que les Lords représentent à la fois la Haute Cour de Justice et le jury.

Si l'accusé est un Pair, il peut faire l'objet de la procédure de l'*impeachment* pour tout crime ou délit politique. Si, au contraire, l'accusation est dirigée contre un *commoner*, celui-ci ne sera « *impeached* » (traduit devant la Chambre des Lords) qu'en cas de haute trahison (*high misdemeanour* et *treason*), ces « délits politiques » graves (*political offences*) n'étant pas prévus par la loi pénale. Si, au contraire, la prévention ne porte que sur des crimes ou délits mineurs contre la chose publique, le *commoner* sera traduit devant les tribunaux répressifs de droit commun.

L'*impeachment* n'est guère usité dans la pratique : le dernier procès jugé dans ces formes désuètes date, en effet, de 1806, où l'accusation était portée contre le Vicomte Melville (4). C'est ce qui explique que *Lord Macaulay* ait défini l'*impeachment* comme « une belle cérémonie qui a pu

(1) *Lord Bacon's case* (1620), 2 *State Trials*, 1087.

(2) *Nine Lords' Case* (1642), 4 *St. Tr.* 175 ; *Lord Derwentwater's case* (1642), 4 *St. Tr.* 761.

(3) *Herbert's case* (1642), 4 *St. Tr.* 119.

(4) *Viscount Melville* (1806), 29 *State Trials*, p. 550-606.

avoir une utilité au xvii^e siècle, mais qui ne peut présenter aucun intérêt de nos jours » (1).

2) *JUGEMENTS DE PAIRS (TRIALS OF PEERS)*

Le privilège de pairie confère à ses titulaires le droit d'être jugés par leurs pairs lorsqu'une accusation pour crimes ou délits est portée contre eux (2). Cette procédure, qui ne comporte point l'intervention de la Chambre des Communes, a été plus fréquemment appliquée que l'*impeachment*. Elle n'est, toutefois, point d'usage courant de nos jours à cause de la solennité de la cérémonie. Rappelée tout récemment à l'actualité par le procès de *Lord Clifford*, accusé du délit d'homicide par imprudence et acquitté par la Chambre des Lords le 12 décembre 1935, la procédure du jugement de Pairs n'avait pas été employée, en effet, plus de trois fois durant les 200 dernières années, la dernière fois en 1901.

3) *CONTESTATIONS RELATIVES AUX PAIRIES
(CLAIMS TO PEERAGES AND OFFICES
OF HONOUR)*

Par procuration de la Couronne, la Chambre des Lords est juge souverain de toutes les questions concernant les prétentions à la pairie.

(1) Cf. *Stephen's Commentaries of the Laws of England*, 19th ed., London, 1928, v. 1, p. 186.

(2) « *indictment for treason, felony or misprision of felony* ».

En général ces litiges soulèvent une double question : tout d'abord, une question de droit concernant l'existence et la nature du titre réclamé ou contesté ; ensuite, une question de fait, relative aux origines, à la généalogie du demandeur. La décision de la Chambre des Lords sur l'existence et la nature du titre brigué n'a, d'ailleurs, d'autorité que pour les parties en cause et n'acquiert pas force de chose jugée vis-à-vis des tiers. Elle ne possède, en outre, point l'autorité d'un précédent obligatoire à l'égard de la jurisprudence ultérieure de la Chambre des Lords.

4) QUELQUES PROCÉDURES SPÉCIALES

La Chambre des Lords joue encore le rôle de juge du premier degré (statuant en dernier ressort) dans quelques procédures très spéciales.

C'est ainsi qu'il lui appartient d'émettre les *Bills of Attainder*, sorte de décrets proclamant une personne « *attained* », c'est-à-dire atteinte de mort civile qui entraîne en Angleterre la dégradation de la noblesse et la confiscation des biens.

C'est là, d'ailleurs, une procédure législative plutôt que judiciaire.

La Chambre des Lords est encore seule compétente pour statuer sur les litiges soulevés par les élections des « *Representative Peers* » d'Ecosse et d'Irlande. Cette procédure est semblable à celle employée dans les contestations relatives aux Pairies d'Angleterre.

En outre — mais ce cas est surtout intéressant en théorie — la Chambre des Lords a le pouvoir de sanctionner toute atteinte et toute offense aux privilèges attachés à son Corps. Elle peut alors condamner l'offenseur à l'amende ou prononcer contre lui une peine de prison.

C'est, enfin, la Chambre des Lords qui seule a qualité pour édicter les « *Acts of Parliament* » prononçant la dissolution des mariages des personnes domiciliées en Irlande : en effet, les tribunaux d'Irlande peuvent seulement prononcer un divorce « *a mensa et thoro* », c'est-à-dire une mesure analogue à la séparation de corps, mais ils ne sont pas compétents pour rompre définitivement les liens du mariage.

CHAPITRE II

JURIDICTION D'APPEL

SECTION I. — *Le Principe.*

L'attribution essentielle de la Chambre des Lords consiste dans sa juridiction d'appel. C'est, en réalité, une Cour d'Appel supérieure de second degré pour toutes les matières civiles ; ses arrêts sont rendus en dernier ressort et ne sont susceptibles d'aucun recours.

On peut dire que la compétence de la Chambre des Lords est *générale*, et ceci à deux points de vue différents : tout d'abord, elle connaît des appels formés contre les arrêts de toutes les juridictions civiles du Royaume-Uni. En effet, aux termes des articles 3 et 4 de la loi de 1876 (1), « sous réserve de certaines exceptions, un appel pourra être formé à la Chambre des Lords de toute ordonnance ou jugement de la *High Court* et de la *Court of Appeal* d'Angleterre, de la *Court of Sessions*

(1) Cf. *supra*, p. 50.

d'Ecosse et de la *Court of Appeal* d'Irlande... ». Nous avons vu, en outre, que la Chambre des Lords connaît des appels suprêmes formés en matière d'*equity*. Ainsi donc, l'instance devant la Chambre des Lords représente le dernier échelon de tous les procès soumis aux juges anglais statuant en matière civile ou commerciale.

La compétence des Lords est encore générale à un point de vue très différent ; leur assemblée exerce, en effet, en même temps que les fonctions de Cour d'Appel suprême, celles d'un organe régulateur de la justice. Ce rôle est d'autant plus important en Angleterre que les décisions de la Chambre des Lords ont le caractère de précédents obligatoires, dont l'autorité est semblable à celle des lois écrites.

Mais, contrairement à ce qui a lieu devant la Cour de Cassation française, le contrôle qu'exerce la Chambre des Lords sur la jurisprudence de son pays n'est pas, en principe, limité aux questions de droit pur ; le recours formé devant elle est formé, on l'a vu, tant en fait qu'en droit et tient ainsi à la fois de l'appel (au sens français du mot) et du pourvoi en cassation.

La Chambre des Lords exerce donc les attributions de Cour Suprême de fait et de droit et connaît des recours formés contre les décisions de toutes les juridictions d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande. Sa compétence est ainsi, tout au moins en principe, universelle.

SECTION II. — *Les restrictions au principe.*

La loi et surtout la pratique judiciaire — facteur essentiel du système judiciaire anglais — ont, cependant, apporté des exceptions et des restrictions importantes à l'« omnipotence » de la Chambre des Lords judiciaire.

Nous rangerons ces limitations de la compétence d'appel de la Chambre des Lords en trois catégories, suivant leur nature et leur effet sur le rôle judiciaire de la Chambre des Lords. Nous étudierons d'abord les matières dont la connaissance échappe aux Lords parce que leur simplicité ou leur clarté relatives sont considérées comme n'exigeant point un troisième degré de juridiction. Nous verrons ensuite — c'est là une particularité du système de procédure anglais — dans quels cas les procès ne peuvent être soumis à la Chambre des Lords qu'avec une autorisation préalable, garantissant le caractère sérieux du litige. Nous montrerons enfin que, contrairement au principe généralement admis, la Chambre des Lords a distingué parfois le fait du droit dans les espèces qui lui étaient soumises et s'est rapprochée ainsi de la conception française de la Cour de Cassation.

1) *MATIÈRES EXCLUES DE LA COMPÉTENCE DES LORDS*

Les matières exclues, en principe, de la juridiction de la Chambre des Lords ne sont pas très nombreuses ; ce sont certains procès en matière

de mariage et de filiation, les litiges portant uniquement sur les frais et dépens ou sur des questions de pure procédure ; enfin, les recours fondés sur de prétendues erreurs de calculs.

Le *Supreme Court of Judicature Consolidation Act* de 1925 (art. 27, § 2) (1) interdit tout appel devant la Chambre des Lords contre les arrêts rendus par la *Court of Appeal* en matière de mariage et de filiation (2). Ces matières sont considérées, en effet, comme ne posant, en général, que des questions de pur fait, résolues par les juges inférieurs d'après les témoignages reçus directement. Leur appréciation, donnée sous l'impression directe produite par ces dépositions, ne saurait être contrôlée par la Chambre des Lords sans risque d'erreurs ou d'injustices ; le souci du « bon droit » (*good law*) a ainsi conduit le législateur de 1925 à limiter à deux degrés de juridiction les procès touchant aux questions de mariage et de filiation.

Les dernières lignes de l'article 27 de la loi de 1925 contiennent, toutefois, une double exception importante à la règle : tout d'abord, un appel devant la Chambre des Lords est recevable contre les arrêts de la Cour d'Appel qui statuent sur les demandes en dissolution ou en nullité du mariage

(1) 15 & 16 Geo. 5, cap. 49, Part II.

(2) « *matrimonial causes and matters and declarations of legitimacy and of validity of marriage* ».

et contre ceux rendus dans les instances concernant les questions de légitimité et de validité des mariages.

D'autre part, le législateur a réservé à la Cour d'Appel qui a rendu l'arrêt attaqué le pouvoir de délivrer aux parties une autorisation d'appeler (*leave for appeal*) lorsque le procès soulève une question de droit (*question of law*).

Cette distinction entre les deux catégories d'appel a perdu de son importance pratique depuis la réforme de 1934 qui subordonne à l'autorisation d'appeler tous les recours formés devant la Chambre des Lords. Toutefois, même actuellement, une différence existe entre l'appel formé dans une des matières limitativement énumérées par la loi et qui doivent maintenant suivre la procédure prescrite par la loi de 1934, et les espèces où il y a lieu à appel parce qu'une question de droit se pose ; dans ce dernier cas, en effet, l'autorisation d'appeler devra émaner de la Cour d'Appel (et non de la Commission d'Appel de la Chambre des Lords) et sera motivée par l'existence de cette question de droit.

Il est intéressant de signaler qu'avant la loi de 1925 il y avait recours devant la Chambre des Lords contre les arrêts de la Cour d'Appel rendus en matière de mariage et de filiation sur appel des jugements de la *Probate Division*. Dans ce cas, par une particularité assez étrange, la Chambre des Lords était saisie à la fois d'un appel

contre l'arrêt de la Cour d'Appel et contre la décision du premier juge (1).

Une restriction importante a été apportée par la jurisprudence au droit de faire appel devant la Chambre des Lords dans les questions des frais et dépens.

La règle, élaborée par la Chambre des Lords elle-même, est qu'on ne peut former devant elle un recours portant uniquement sur une question de frais (2). Cette interdiction permet aux Lords d'écarter les affaires où le recours ne serait fondé que sur une prétendue erreur dans l'appréciation souveraine des juges inférieurs. C'est pourquoi, et en l'absence de toute barrière légale, les Lords se sont réservé la faculté d'admettre et de juger les appels qui, quoique ne portant que sur l'attribution de frais, sont, à leur avis, fondés sur une *erreur de droit* (3). De même, si l'appel formé devant la Chambre des Lords est basé sur des « motifs plausibles », même s'il a pour objet l'allocation des frais, il ne sera pas déclaré irrecevable mais sera examiné quant au fond du droit et, si une injustice pour l'appelant résulte de la décision attaquée, celle-ci sera réformée en ce qui concerne l'attribution des frais (4).

(1) *Judicature Act* (1881), G. 68, s. 10 ; *Comp. Cleaver v. Cleaver* (1884), 9 A. C. 631, H. L.

(2) *Caledonian Railway Co v. Barrie* (1903), A. C. 126.

(3) *Campbell & Co Ltd. v. Pollak* (1927), 43 T. L. R. 495.

(4) *Keam v. Adelaide Licensing J. J.* (1908), A. C. 454.

Une exception caractéristique au principe interdisant le recours devant la Chambre des Lords sur la seule question des frais et dépens est admise en faveur du Trésor Public : en effet, malgré la règle générale, l'appel est recevable devant la Chambre des Lords contre toute décision statuant sur les frais, lorsque la Couronne est intéressée au procès (1).

La Chambre des Lords refuse encore d'entendre les appels portant sur des questions de pratique judiciaire ou de procédure pure (*point of practice or procedure*).

Toutefois, si elle se déclare purement et simplement incompétente pour connaître des questions de pratique judiciaire (2), elle admet quelquefois, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, des recours fondés sur une question de procédure, tout en les considérant avec défaveur (3). La Chambre des Lords estime, en effet, que ce genre de procès ne soulève point, en général, de questions difficiles, touchant au fond du droit, mais présente le plus souvent un caractère purement dilatoire. Les prolonger et en connaître ne rentre donc point dans son rôle qui est essentiellement de fournir la solution des questions délicates posées par la pratique judiciaire anglaise.

(1) *Lord Advocate v. Dunlop (Lord) v. Officers of State for Scotland* (1841), 9 Cl. & Fin. 173.

(2) *English and Empire Digest*, V^o *Parliament*, n^o 32, al. 2.

(3) *Blair v. Haycock Cable Co* (1917), 34 T. L. R. 39.

Enfin, pour des raisons analogues la Chambre des Lords considère que deux degrés de juridiction suffisent pour trancher les litiges portant sur de légères erreurs de comptes (*small errors of accounts*) (1). Cette restriction à la compétence des Lords est, d'ailleurs, logique, car il serait véritablement excessif de demander à la Haute Assemblée de contrôler les opérations de comptabilité, confiées généralement à des experts spécialisés et approuvées ensuite successivement par les premiers juges et les juges d'appel. La connaissance de telles difficultés devait tout naturellement échapper à une juridiction chargée de dire le droit et non de vérifier les calculs des parties ou des experts.

2) *MATIÈRES SOUMISES A L'AUTORISATION PRÉALABLE*

Avant la loi du 25 juillet 1934 aucune autorisation spéciale n'était, en principe, exigée pour former un recours devant la Chambre des Lords dans les matières pour lesquelles celle-ci était reconnue compétente.

La loi apportait, cependant, déjà quelques exceptions à ce principe.

En matière de faillites la loi de 1914 (2) déclarait qu'il ne pouvait être formé de recours devant la Chambre des Lords contre un arrêt de la *Court*

(1) *Marpessa's case* (1907), L. R. p. 241.

(2) *Bankruptcy Act* 1914 (s. 108, sub. s. 2).

of Appeal (rendu lui-même sur appel d'un jugement de la *High Court*) sans autorisation préalable et spéciale émanant de la Cour d'Appel.

Aucune exception à cette règle n'était tolérée par la Chambre des Lords qui refusait invariablement de connaître des appels formés devant elle en matière de faillite contre des décisions de la *Court of Appeal* si celle-ci n'avait pas délivré l'autorisation exigée par le *Bankruptcy Act*, soit parce qu'elle n'avait pas été sollicitée par l'appelant, soit parce que, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, elle avait cru devoir refuser l'autorisation (1).

La Chambre des Lords ne peut, de même, connaître des recours formés contre les arrêts interlocutoires si l'appelant ne justifie pas de l'autorisation d'appeler délivrée par la Cour qui a rendu l'arrêt. C'est là une extension de la règle édictée en matière interlocutoire pour le second degré de juridiction ; pour faire appel d'un jugement de cette nature devant la *Court of Appeal*, l'appelant doit, en effet, justifier d'une autorisation spéciale du premier juge ou de la Cour (2). Il en est, *a fortiori*, de même des appels devant la Chambre des

(1) *Harman v. Official Receiver & others* (1934), 150 T. L. R. 501 ; *Chatterton v. City of London Brewery Co Ltd.* (1915), 112 T. L. R. 1005, A. C. 631.

(2) *Supreme Court of Judicature Consolidation Act* 1925, (précité), p. 11, s. 81, § 1.

Lords dont la jurisprudence à cet égard est constante (1).

Les raisons de la nécessité d'une autorisation d'appeler en matière de faillite, comme pour les arrêts interlocutoires, sont aisées à dégager.

En ce qui concerne les procès relatifs aux faillites il est évidemment de l'intérêt de tous, et particulièrement de la masse des créanciers, d'aboutir à une solution rapide. Il était donc important d'interdire au débiteur des procédés dilatoires, tels que les appels successifs ; d'autre part, on ne pouvait faire de cette interdiction une règle absolue qui aurait eu pour conséquence de soustraire au contrôle de la Chambre des Lords certains procès compliqués en matière de faillite, posant parfois des questions difficiles de droit. L'autorisation de soumettre l'affaire à la Chambre des Lords, émanant de la juridiction même qui a eu à en connaître, écartait ce danger tout en empêchant que les procédures purement dilatoires ne se prolongent.

Quant aux arrêts interlocutoires, il est certain que leur portée est moins considérable que celle des décisions définitives, rendues sur le fond du droit. Se bornant, en général, à ordonner une mesure d'instruction, les décisions interlocutoires ne résolvent que rarement des questions délicates et ne contiennent pas, dès lors, des erreurs graves

(1) Cf. *Ferguson (or Beattie) v. Glasgow Corporation* (1917), S. C. (H. L.) 22.

de droit. Or, là — comme en matière de faillite — il est essentiel de ne pas prolonger le procès, dont la durée est déjà considérablement accrue par les mesures d'instruction prescrites, et d'enlever à la partie dont l'intérêt est de faire traîner les choses la possibilité de le faire. L'autorisation de former le recours devant la Chambre des Lords, délivrée uniquement dans les affaires soulevant des questions délicates, répond à ce besoin tout en donnant aux parties la possibilité de soumettre à la Chambre des Lords les affaires qui en sont jugées dignes, mais en arrêtant, au contraire, par une barrière étanche les recours dont le seul but est de faire gagner du temps à l'appelant.

Il est permis de penser que ces considérations ont été à la base de la loi du 25 juillet 1934 qui a soumis à la nécessité d'une autorisation préalable les recours formés devant la Chambre des Lords en toutes matières. Désormais, seuls sont examinés par la Haute Assemblée les procès qui en sont jugés dignes quelle que soit la matière du litige.

Un organisme nouveau était dès lors nécessaire pour servir de barrière ou de filtre au flot des recours dirigés devant la Chambre des Lords. La Cour d'Appel, dont c'était le rôle avant 1934 pour les matières spéciales où une autorisation était exigée (1), ne pouvait, en effet, suffire à la tâche considérable consistant à examiner le degré d'inté-

(1) Cf. *supra*, p. 100.

rêt de tous les recours. C'est pour y suppléer qu'a été instituée, par la loi de 1934, une Commission d'Appel au sein même de la Chambre des Lords ; les plaideurs ont le choix de solliciter l'autorisation nécessaire soit, comme précédemment, de la Cour qui a rendu la décision attaquée, soit de la Commission d'Appel de la Chambre des Lords (*Appeal Committee*).

Il est difficile de dire dès à présent quel sera l'effet pratique de la loi de 1934 et de prévoir dans quelle proportion sera réduit le nombre des affaires soumis à l'examen de la Chambre des Lords : la réforme est, en effet, trop récente pour qu'on puisse parler de ses résultats (1). Aussi, nous nous bornerons ici à en analyser la portée d'un point de vue tout théorique.

L'effet principal de la réforme sera incontestablement de réduire la compétence de la Chambre des Lords en diminuant le nombre des recours qu'elle aura à examiner. Le filtre représenté par la Commission d'Appel aura, en effet, pour but de ne soumettre à la Cour Suprême que les procès présentant une difficulté réelle de droit, en écartant tous ceux — évidemment les plus nombreux — qui n'auraient qu'un caractère dilatoire ou dont la solution ne soulèverait aucune question délicate à résoudre.

(1) Cf. toutefois les statistiques pour 1934 publiées à l'annexe II.

Sur quel critérium vont se baser la nouvelle Commission et la Cour d'Appel, chargées de ce travail de tri ? Il est permis de penser que seront, tout d'abord, écartés du troisième degré de juridiction les procès dont la solution serait basée sur une appréciation de pur fait, l'application de la règle de droit ne présentant aucune difficulté ou n'étant même pas contestée.

Pourront, de même, être écartées les espèces jugées conformément à des précédents certains émanant de la Chambre des Lords. Nous verrons, en effet, en étudiant l'effet des arrêts de la Chambre des Lords sur sa propre jurisprudence (1), que les Lords se considèrent comme absolument liés par leurs propres arrêts antérieurs. Est donc nécessairement rejeté un recours formé contre un arrêt rendu conformément à un précédent émanant de leur Assemblée ; un tel recours, dont le sort est certain, devra donc, nous semble-t-il, être écarté des rôles de la Chambre des Lords par la Commission d'Appel.

Nous supposons qu'il en sera encore ainsi des appels formés contre des arrêts rendus à l'unanimité par les juges d'appel ou contre ceux confirmant la décision des premiers juges, à moins que ces arrêts ne révèlent « une violation évidente des principes du droit » (2) : nous avons montré, en

(1) Cf. *infra*, p. 134 et s.

(2) Cf. *supra*, p. 80.

effet, que ces recours sont très généralement rejetés par la Chambre des Lords.

En résumé, nous voyons le rôle de la Commission d'Appel dans le filtrage des recours ; elle devra, en s'inspirant de la jurisprudence de la Chambre des Lords elle-même, ne délivrer l'autorisation d'appeler que dans les cas où une réformation ou tout au moins une discussion sérieuse de l'arrêt attaqué lui paraît possible, et refuser cette autorisation toutes les fois où elle est certaine que le recours sera rejeté.

Il est facile de prévoir que le nombre des litiges soumis à la Chambre des Lords sera considérablement réduit par cette réforme et que l'on verra aussi peu d'affaires jugées par elle dans toutes les autres matières que l'on en voyait auparavant dans les matières soumises avant 1934 à la nécessité d'un *leave for appeal*, telles que les faillites et les arrêts interlocutoires.

Ce résultat certain de la réforme de 1934 a fait penser à certains adversaires des fonctions judiciaires de la Chambre des Lords que le but en avait été de réduire sa compétence, en supprimant pratiquement, dans la plupart des cas, le troisième degré de juridiction.

Qu'il nous soit permis d'ajouter une autre explication à cette réforme. Nous pensons, en effet, que le législateur anglais a voulu éviter l'encombrement relatif des affaires qui devait se produire inévitablement devant la Chambre des Lords qui

connaissait auparavant de tous les recours formés contre les arrêts rendus par les juges du second degré du Royaume-Uni, en toutes matières civiles et commerciales, sauf les quelques exceptions signalées ci-dessus. Sa tâche, consistant à rendre la bonne justice et, ce faisant, à dire le droit au pays tout entier, était de ce fait rendue difficile, étant donné surtout le nombre relativement restreint des lords judiciaires. La création de la Commission d'Appel, chargée, ainsi que la *Court of Appeal*, de délivrer l'autorisation de recourir devant la Chambre des Lords, permettra — si elle ne l'a déjà fait — l'allégement des rôles de la Chambre des Lords qui pourra désormais examiner plus longuement chacune des affaires qui lui seront soumises et qui présenteront, en général, une question difficile à résoudre, un précédent à créer.

Cette institution, cette procédure nouvelle, si elles restreignent la compétence de la Chambre des Lords, elles ne le font que dans le même sens que la Chambre des Requêtes française (et la dualité des instances devant la Cour de Cassation) limite la compétence de la Chambre Civile. La Commission d'Appel, en effet, tout comme la Chambre des Requêtes, admet ou rejette les recours en appréciant souverainement leur caractère sérieux et l'utilité de leur examen par la Chambre des Lords, dont le rôle se rapproche à cet égard de celui de notre Chambre Civile. Le *leave for appeal* produit

ainsi les mêmes effets qu'un arrêt d'admission en France.

Une différence fondamentale doit être, toutefois, signalée entre les deux systèmes : en Angleterre, nous l'avons dit, l'autorisation nécessaire peut émaner — au choix du plaideur — soit du nouveau corps formé au sein de la Chambre des Lords, soit de la Cour d'Appel elle-même qui a rendu l'arrêt attaqué. La raison de cette règle de procédure peut être cherchée, semble-t-il, dans le fait que les attributions de la Chambre des Lords sont celles d'un juge de troisième degré ; comme la Cour d'Appel, elle examine le litige en son entier, sans faire, en principe, de distinction entre les moyens de fait et de droit. Aucune spécialisation ne paraît, dès lors, s'imposer aux magistrats, et ceux de la Cour d'Appel peuvent être considérés comme compétents pour dire si la question soulevée par l'arrêt qu'ils ont eux-mêmes rendu est de celles qui méritent d'être soumises à la Chambre des Lords.

3) *DISTINCTION DU FAIT ET DU DROIT*

Nous en arrivons ainsi à la dernière catégorie de restrictions admises au principe de la compétence universelle de la Chambre des Lords, à savoir celle tirée de la distinction entre les questions de fait et de droit.

En principe, nous l'avons montré, cette distinction ne joue pas dans la compétence de la Chambre

des Lords un rôle considérable ; juge de troisième degré, Cour Suprême d'appel, cette assemblée examine les procès tout entiers, et connaît, en principe, de toutes les questions qu'ils soulèvent, qu'ils soient de fait ou de droit.

Nous avons, cependant, pu constater à plusieurs reprises au cours de la présente étude que la jurisprudence de la Chambre des Lords distinguait les espèces où se posait une question de droit (*question of law*) et se reconnaissait toujours compétente pour en connaître, de quelque matière qu'il s'agisse. Nous avons vu, d'autre part, que la Chambre des Lords refusait généralement de revoir l'appréciation donnée par la Cour d'Appel ou par le premier juge aux questions de pur fait et, notamment, de contrôler l'effet attribué par eux aux témoignages reçus (1).

Mais, si ces espèces montrent la tendance de la Chambre des Lords de se consacrer plus volontiers à la solution des questions de droit et non aux questions de fait, aucune distinction précise, aucune limitation réelle de la compétence des Lords judiciaires n'en résulte avec netteté.

Cette distinction apparaît, cependant, dans une série d'arrêts de la Chambre des Lords, relativement récents.

C'est ainsi qu'une jurisprudence certaine de la

(1) Cf. également : *Chippens Oil Co Ltd. v. Edinburgh and District Water Trustees* (1907), A. C. 291.

Chambre des Lords refuse de contrôler (*disturb*) une décision de *pur fait* sur laquelle les deux juridictions inférieures étaient d'accord, à moins qu'il ne soit clairement établi que cette décision était erronée (1).

De même, lorsque des constatations *de fait* concordantes ont été faites par les premiers juges et par la Cour, les Lords refusent d'en contrôler l'exactitude, à moins de « circonstances extraordinaires », dans lesquelles ils se reconnaissent même la faculté d'ordonner une nouvelle enquête où tous les faits sont de nouveau repris (*reopened*) (2).

Le problème du droit pour la Chambre des Lords de juger les questions de fait a donné lieu à un débat très intéressant en 1916 (3). *Lord Buckmaster* déclara alors formellement que « sauf dans les matières où les constatations de fait des juges inférieurs sont considérées comme souveraines en vertu d'un texte de loi, il n'y a pas de raison pour que la Chambre ne revoie pas les questions de fait comme elle revoit les questions de droit ; il faut, cependant, réserver le cas où la question de fait

(1) *P. Caland and Freight v. Glamorgan S. S. Co Ltd.* (1893), A. C. 207, 9 T. L. R. 309 ; *Willmot v. Anglo-American Oil Co* (1928), 67 Sol. Jo. 678 ; *Cooper v. General Accident, Fire & Life Insurance* (1923), 92 L. J. P. C. 168.

(2) *Olympic's case* (1914), L. J. t. 84, p. 49 ; *Glasgow's case* (1914), L. J. t. 84, p. 161.

(3) *Strathlorne S. S. Co v. Barid & Sons* (1916), S. C. 134, H. L.

dépend de celle de savoir lequel des deux groupes de témoignages produits doit être considéré comme véridique ; dans ce cas, et en l'absence de circonstances exceptionnelles, les Lords hésiteront beaucoup avant d'intervenir (*interfere*) contre la décision du juge qui a eu l'occasion de voir et d'entendre les témoins qui avaient déposé ».

L'arrêt de la Chambre des Lords qui, semble-t-il, soit le plus caractéristique de la tendance à distinguer le fait du droit est, à notre sens, le fameux *Bow's case* (1). Les Lords ont, en effet, nettement refusé dans cette espèce d'examiner les questions de fait, sur lesquelles, ont-ils déclaré, « les juridictions inférieures ont dû être suffisamment éclairées ». Il n'y avait, dès lors, aucune nécessité pour la Chambre des Lords de revenir sur ce qui avait été décidé par elles.

Ces arrêts, s'ils ne marquent point une distinction définitive entre le fait et le droit, contiennent cependant « le germe » de cette distinction essentielle (2). La Chambre des Lords conserve, en principe, son droit de contrôler les questions de fait, mais elle dirige de plus en plus son activité vers les questions de droit qu'elle a une certaine tendance à isoler des espèces qu'elle juge.

Nous ne pensons, cependant, pas qu'on puisse

(1) *Case Bow's Emporium Ltd. v. Brett & Co* (1928), T. L. R. t. 44, p. 194.

(2) Cf. Lévy-Ullmann, *Le système juridique de l'Angleterre*, cours de 1929-1930.

généraliser et tirer des exemples que nous venons de citer cette conséquence que la Chambre des Lords s'achemine vers la limitation de sa compétence aux questions de droit pur à l'exclusion des questions de fait, et qu'elle fasse dans l'avenir de cette distinction entre le fait et le droit une règle fondamentale de sa juridiction.

Il ne paraît, en effet, pas possible d'élever dans le système judiciaire anglais la barrière étanche qui sépare toute juridiction de cassation des autres cours de justice d'un pays.

Deux particularités caractérisent, nous semble-t-il, toute Cour de Cassation proprement dite : tout d'abord, la compétence de cette Cour est strictement limitée aux questions de droit pur. La Cour de Cassation ne juge jamais les procès tout entiers qui lui sont soumis, mais uniquement les arrêts ou jugements rendus par les juges du fond *en dernier ressort*. Ce terme seul suffit, d'ailleurs, pour prouver qu'une juridiction de cassation ne constitue pas un nouveau degré de juridiction devant lequel pourraient appeler les plaideurs mécontents. Cette Cour de Justice n'a nullement pour rôle de réparer les injustices ou les erreurs de toutes sortes commises par les juges inférieurs. Ceux-ci ont jugé en dernier ressort, ce qui signifie que leur décision est souveraine.

La Cour de Cassation joue, cependant, dans la plupart des pays d'Europe, un rôle très important : c'est essentiellement un organe régulateur de la

justice, chargé de sanctionner toutes les violations de la loi commises par les juges dans les décisions qui lui sont déférées. Sans prétendre analyser ici dans ses détails cette fonction de cassation, si connue et tant de fois étudiée par des auteurs particulièrement autorisés (1), nous nous bornons à indiquer les différences existant entre cette fonction et le rôle judiciaire de la Cour Suprême anglaise.

Le juge de cassation est, nous l'avons dit, le gardien des lois du pays ; à lui de veiller à ce qu'elles soient respectées et correctement appliquées par les juges.

En Angleterre, et sauf de rares exceptions, le droit privé n'est pas régi par des lois écrites ; c'est un droit judiciaire où l'autorité des précédents judiciaires doit remplacer celle des lois.

Or, il est pratiquement impossible de distraire d'une espèce donnée, qu'est le précédent, une règle de droit pur pour la distinguer du fait auquel elle est appliquée. Né à l'occasion d'un fait, le principe de droit ne s'en dégage jamais complètement et ne prend point la forme d'une proposition abstraite analogue à un texte du Code. La règle que le juge anglais tire du précédent est donc nécessairement mélangée de fait et de droit. Ainsi construite, cette règle ne peut être — à moins d'identité abso-

(1) Cf. notamment Marty, *La distinction du fait et du droit*, Paris, 1929.

lue entre les espèces — appliquée à un litige ultérieur sans modifications notables. Le juge anglais ne peut donc point appliquer purement et simplement une règle de droit au litige qui lui est soumis sans la transformer en l'adaptant à l'espèce nouvelle. La Chambre des Lords, juge suprême, exerce ses fonctions d'une manière analogue ; pas plus que le juge inférieur, elle ne peut, en effet, dissocier le droit pur du fait dans les précédents qu'elle applique ; elle ne peut pas davantage dire si le moyen de réformation proposé est un moyen de droit pur, car la règle sur la violation de laquelle il est basé est, par elle-même, une règle mélangée de fait et de droit.

D'autre part, le rôle de la Chambre des Lords est, en l'absence de lois écrites, de dire le droit, de donner une solution à toutes les questions délicates qui se posent dans la pratique judiciaire anglaise. Ce rôle ne serait-il pas singulièrement entravé par la distinction qu'elle ferait entre le fait et le droit en refusant d'examiner les procès qui lui sont soumis, si ce n'est lorsqu'ils posent une question de droit pur ?

La Chambre des Lords diffère d'une juridiction de cassation à un second point de vue, différent du premier, mais qui en est une conséquence logique.

Une Cour de Cassation qui ne juge pas le procès, mais uniquement la décision qui lui est soumise, ne peut jamais donner elle-même au litige une solution concrète ; elle ne peut que dire si celle

des juges du fond est conforme ou non aux lois existantes et renvoyer, dans ce dernier cas, les parties devant un autre magistrat chargé de juger à nouveau le procès tout entier.

La Chambre des Lords, au contraire, n'étant point liée, en général, par la distinction du fait et du droit, juge les procès tout entiers ; elle peut donc modifier elle-même les décisions des juges inférieurs et donner ainsi la solution définitive aux procès. Ses arrêts, quoique revêtant la forme de procès-verbaux parlementaires, ont l'effet de décisions rendues en dernier ressort. Ils ne s'en distinguent que par le fait que leur exécution pratique incombe au juge de première instance, pour lequel les arrêts de la Chambre des Lords sont des ordres obligatoires (1). Mais ce fait, sans rapport aucun avec la nature et la finalité des décisions rendues par les Lords, s'explique simplement par le fait que la Chambre des Lords, extérieurement Parlement et non Cour de Justice, ne possède pas de mécanisme nécessaire pour l'exécution de ses arrêts.

On peut donc dire que, jugeant, en général, le fait et le droit et donnant, par ses arrêts, la solution définitive aux procès qui lui sont soumis, la Chambre des Lords représente, en matière civile, un véritable juge suprême d'appel et non un juge de cassation.

(1) Cf. *supra*, p. 79.

CHAPITRE III

JURIDICTION DE CASSATION

La Chambre des Lords exerce les fonctions d'une juridiction de cassation dans une branche très différente du droit, dont on ne sait pas encore si elle fait partie du droit privé ou du droit public — nous voulons parler du droit criminel.

La loi de 1907 (1) créa la Cour des Appels Criminels en remplacement de la Cour des Cas Réservés, pour connaître des appels formés en fait et en droit contre les décisions du juge de première instance en matière pénale.

Le même texte réglemente, dans son paragraphe 6, le rôle nouveau de la Chambre des Lords qui ne connaissait pas avant 1907 des recours en matière criminelle, les décisions de la Cour des Cas Réservés étant finales.

Aux termes de la nouvelle loi, « lorsque le Procureur Général (2) délivre un certificat au Ministère Public, à la partie plaignante ou au prévenu,

(1) *Criminal Appeal Act*, 7 Edw. VII, cap. 23, s. 1.

(2) *Attorney General*.

déclarant que l'arrêt de la Cour des Appels Criminels rendu dans l'affaire soulève une question de droit (*a point of law*) d'une importance générale exceptionnelle, et qu'il est de l'intérêt général qu'un recours soit formé, il y aura lieu à appel devant la Chambre des Lords ; dans tous les autres cas la décision de la Cour des Appels Criminels sera définitive, sans qu'aucun recours puisse être formé contre elle ».

Ainsi, depuis 1907, un recours peut être formé devant la Chambre des Lords en matière pénale, à la condition d'obtenir du Procureur Général un certificat attestant que l'arrêt attaqué soulève *une question de droit d'ordre public*, particulièrement importante.

Les applications pratiques de cette procédure sont extrêmement rares ce qui s'explique par les exigences toutes particulières de la loi en ce qui concerne le contenu du certificat du Procureur Général. Il est évident qu'une telle autorisation n'est délivrée que dans des cas tout à fait exceptionnels. Ce fait est signalé par tous les auteurs ayant eu à s'occuper de la question (1).

La rareté même de ces espèces nous incite à en donner quelques exemples afin de montrer dans quels cas le Procureur Général délivre le certificat exigé par la loi.

(1) Emile Seitz, *Les principes directeurs de la procédure criminelle en Angleterre*, Paris, 1928, p. 187 et s. ; *Criminal Law in 1934* (L. T. J. Jan. 12, 1935, v. 172, p. 22).

De 1921 à 1934 aucune affaire criminelle n'a été portée devant la Chambre des Lords sur recours de la Cour des Appels Criminels. Mais deux espèces intéressantes se sont présentées en 1934 et en 1935. Dans l'une d'elles (1) la question se posait de déterminer les limites de la *cross-examination* (interrogatoire) de l'inculpé ; plus spécialement, il s'agissait de savoir si une inculpation antérieure de l'intéressé, qui avait abouti à un acquittement, pouvait être employée par l'accusation pour caractériser, aux yeux des jurés, la personnalité du « prisonnier ». L'arrêt de la Cour des Appels Criminels qui avait admis l'affirmative a été cassé par la Chambre des Lords sur cette question, considérée comme intéressant l'ordre public.

L'arrêt du 23 mai 1935 (2) soulevait la question de la charge de la preuve en cas d'accusation de meurtre. Il s'agissait de savoir si un prévenu de meurtre doit prouver qu'il n'avait pas eu l'intention de tuer ou si, au contraire, l'*onus probandi* incombe dans ce cas à l'accusation. Cette question a été considérée comme de grande importance générale car, quoique simple à première vue, elle règle la charge de la preuve dans les procès criminels et a un effet direct sur la déclaration de culpa-

(1) *Maxwell v. Director of Public Prosecutions* (1934), 151, L. T. R. 477.

(2) *Woolmington v. Director of Public Prosecutions* (L. T. J. June 1 st. 406, v. 179).

bilité (1). Là encore, la Chambre des Lords annula l'arrêt qui lui était déféré et jugea dans un sens favorable à l'inculpé.

La Chambre des Lords exerce dans cette procédure — nous l'avons dit — les fonctions d'une véritable Cour de Cassation.

La loi elle-même lui interdit, en effet, de connaître de ces procès autrement que pour une question de droit d'une importance exceptionnelle. Son rôle se borne à trancher cette question en laissant de côté toutes les questions de fait. Cette distinction rigoureuse entre le fait et le droit — caractéristique d'une juridiction de cassation — est possible en matière criminelle, même régie par la *Common Law*, car les questions de droit s'y séparent bien plus aisément des questions de fait qu'en matière civile. La distinction à faire est analogue à celle qu'on fait en France dans la procédure devant les Cours d'Assises, où les questions de fait sont tranchées par le jury, celles de droit étant réservées à la Cour.

D'autre part, les exemples cités, ainsi que le caractère exceptionnel de ces recours, prouvent qu'ils ne sont autorisés que lorsque la question de droit se dégage nettement du procès, sans qu'aucun fait — spécial à la cause — doive être établi pour qu'elle puisse être résolue. C'est le cas typique où le contrôle de la Cour de Cassation peut s'exercer.

(1) Cf. article dans L. T. J. April 13, 1935, v. 179, p. 268.

Par ailleurs, la Chambre des Lords, statuant sur recours contre un arrêt de la Cour des Appels Criminels, ne substitue pas à la solution donnée antérieurement une solution différente et ne clôt pas elle-même le procès : si elle considère que l'arrêt doit être réformé, elle se borne, dans la plupart des cas, à l'annuler et à ordonner qu'un nouveau procès ait lieu, suivant la même procédure, mais conformément à la solution qu'elle a donnée à la question de droit qui lui était posée. Tout comme une Cour de Cassation, elle ordonne donc généralement le renvoi de l'affaire devant les juges du fond, avec cette différence, toutefois, que les juges du renvoi sont obligatoirement liés par la décision de la Chambre des Lords sur la question de droit.

QUATRIÈME PARTIE

EFFETS DES ARRÊTS DE LA CHAMBRE DES LORDS

GÉNÉRALITÉS

L'étude des effets des arrêts de la Chambre des Lords se justifie par la nature propre du droit privé anglais qui est un droit essentiellement judiciaire. En Angleterre une décision de justice a la force et l'autorité d'une loi — ceci indépendamment de sa valeur intrinsèque.

Le jeu du fameux système du précédent rend particulièrement étendu l'effet des arrêts rendus par la Cour Suprême du Royaume-Uni et nous conduit à l'étudier sous un double aspect.

Après avoir esquissé dans ses grandes lignes la théorie du précédent obligatoire dans la pratique judiciaire anglaise en général, nous examinerons ses conséquences quant à l'effet des arrêts de la Chambre des Lords, tant sur la propre jurisprudence de cette Chambre que sur celle des autres juridictions.

CHAPITRE PREMIER

LE SYSTÈME DU PRÉCÉDENT EN DROIT ANGLAIS

Parmi les nombreuses définitions du système du précédent que l'on trouve dans la doctrine et la jurisprudence anglaise, nous nous sommes arrêtée sur celle, particulièrement claire et concrète, donnée en 1833 par un membre de la Chambre des Lords judiciaire (1) : « Notre système de la *Common Law* consiste, a-t-il dit, dans l'application à de nouvelles circonstances de fait de règles de droit que nous déduisons de principes légaux et de précédents judiciaires ; afin d'aboutir à l'uniformité, à la concordance et à l'homogénéité du droit, nous sommes obligés de nous conformer à ces règles dans toutes les espèces qui se présentent, chaque fois qu'elles ne sont pas manifestement fausses ou inapplicables ; nous ne sommes pas libres de rejeter ces précédents et d'abandonner toute analogie avec les espèces où ces règles ont été judicieusement appliquées, même si nous esti-

(1) *Per Parke J., Mirehouse v. Rennell* (1833), 1 Cl. & Fin. 527, 546.

mons que les règles qui s'en dégagent sont moins justes ou opportunes (*convenient*) que celles que nous aurions élaborées nous-mêmes. J'estime qu'il est de toute importance de conserver et de respecter ce principe de décision, ceci non seulement pour la solution de telle espèce particulière, mais encore et surtout dans l'intérêt du Droit (*Law*) en tant que science ».

D'ailleurs, ajoutait l'éminent magistrat, aucun juge n'a besoin qu'on lui rappelle son devoir de ne point perdre de vue l'autorité des précédents.

Cette autorité est, en effet, fort ancienne dans l'histoire du droit anglais.

Au XIII^e siècle, *Bracton* (1) collectionnait les décisions judiciaires et en citait un grand nombre dans son traité. Au siècle suivant, *Herle* donnait aux magistrats le conseil de ne pas oublier en rendant la justice que leurs arrêts sont destinés à devenir des autorités dans chaque *quare non admittit* (2) ; il exprimait ainsi l'opinion générale des juristes de son temps.

Avec plus de précision *Prisot, Chief Justice of the Common Pleas* de l'époque, affirmait en 1454 (3) qu'il serait inopportun (*inconvenient*) pour une Cour de Justice de ne pas tenir compte des décisions antérieurement rendues. Leur autorité

(1) *De legibus et consuetudinibus Angliæ*.

(2) *Year Book*, 32 Ed. 1, éd. *Horwood*, 33.

(3) *Wallace on the reporters*, 4^e éd., p. 100.

était donc déjà connue en principe, mais on éprouvait, en pratique, de la difficulté à citer les précédents avec précision, en l'absence de recueils jurisprudentiels régulièrement tenus. C'est pourquoi on ne trouve dans les décisions de cette époque que des références vagues aux arrêts invoqués, telles que « *it is agreed in our books* » ou « *it has been decided in full court* ».

Dans une notice très curieuse le Conseiller à la Cour de Cassation Babinet (1) expliquait l'attachement des Anglais pour la *Common-Law* — droit judiciaire — par leur crainte — ou même leur haine — à l'égard de la loi écrite (*Bill*). « Le *bill* (pour les Anglais), c'est le despotisme, l'intrusion de la politique dans l'administration de la justice... C'est le sacrifice de la liberté politique à l'uniformité de la loi civile... », et le Conseiller Babinet rapportait les paroles d'un magistrat anglais qui, s'insurgeant contre le *bill*, s'était écrié : « On veut que Londres gouverne et que le pays inspecte ; au contraire, tout doit être gouverné sur les lieux et inspecté par Londres ! »

Rejetant l'uniformité du droit qui pouvait résulter d'un système de lois écrites, les Anglais étaient ainsi nécessairement amenés à attribuer une force croissante à l'autorité du précédent judiciaire, et élaboraient ce système qui satisfaisait à la fois leur désir de stabilité, leur traditionalisme et

(1) *Revue de législation étrangère*, 1877, p. 16.

leur volonté de ne pas soumettre l'administration de la justice au « despotisme » d'un pouvoir central, fut-ce le pouvoir législatif.

Peut-on dire que la *common-law*, basée sur l'autorité du précédent, est une *judge-made law*, sorte de loi dont les juges seraient les créateurs ?

Les opinions des auteurs à ce sujet sont diverses, les uns (1) voyant une analogie complète entre le rôle du juge anglais et celui d'un législateur, les autres (2) considérant ce rapprochement comme trop absolu, étant donné les réserves et les modalités que comporte, en principe, l'activité des juges. C'est à cette dernière opinion, à laquelle, d'ailleurs, la jurisprudence anglaise semble se rallier, que nous croyons devoir donner la préférence.

Dans quelle mesure, en effet, le juge anglais crée-t-il le droit, autrement dit, quel est le champ laissé libre à son activité ?

Blackstone (3) estime que le rôle du juge consiste à définir et à dégager les principes généraux (*general customs*) ; une décision de justice transforme en règle certaine (*permanent rule*) ce qui était auparavant imprécis et vague.

Mais le juge ne peut pas créer des principes juridiques, imposer des règles nouvelles de droit. Il doit, au contraire, se conformer, se laisser guider

1) Dicey, *Law and opinion in England*, p. 493.

(2) Cf. Allen, *Law in the making*.

(3) *Blackstone's Commentaries*, p. 68-71.

par les principes préexistants, tels qu'ils se dégagent des précédents invoqués devant lui. « Les précédents servent à découvrir les principes et les principes servent à découvrir la justice », suivant l'expression saisissante d'un éminent juriste anglais (1). Cependant, le juge n'est lié que par l'idée, le principe, sur lesquels la *leading case* invoquée est basée. Or, cette idée, ce principe, sont mal définis dans la plupart des cas et prêtent essentiellement à interprétation, donnant toujours lieu à l'appréciation personnelle et souveraine du juge. Ainsi, si le magistrat anglais ne légifère pas, il n'en crée pas moins le droit d'une façon dérivée, en choisissant parmi les principes préexistants ceux qui lui semblent les plus conformes aux circonstances nouvelles, en les interprétant et en leur donnant une forme précise.

Autrement dit, l'œuvre créatrice du juge anglais est réelle, mais elle est limitée par les principes juridiques qui se dégagent des précédents judiciaires : « le juge est limité dans ses sources ; il peut seulement travailler dans le passé et le présent, mais non point former délibérément pour l'avenir des règles nouvelles de droit » (2).

Cependant, jamais une idée, un principe, ne prennent la force ou l'autorité d'une loi, tant parce que, énoncés dans un cas concret, à propos d'une

(1) Allen, *op. cit.*, p. 166.

(2) Allen, *op. cit.*, p. 173.

espèce donnée, ils ne peuvent être appliqués sans modifications à une espèce nouvelle, que parce qu'ils peuvent plus facilement que des lois être écartés par le juge à qui il appartient toujours de décider si tel précédent est ou non applicable à l'espèce qui lui est soumise.

En somme, le précédent ne s'impose pas au juge avec l'autorité d'un texte légal, mais seulement comme « *une illustration* » de quelque règle de droit, pratique ou théorique. C'est pourquoi le juge peut et doit en vérifier le bien-fondé, juger de son applicabilité à l'espèce et même lui substituer quelquefois une règle qu'il considère comme plus opportune (*more convenient*).

Il arrive également que le magistrat se trouve en présence d'une question pour laquelle aucun précédent ne peut être utilement invoqué, question non encore tranchée par la jurisprudence (*a case of first impression*) ; ne trouvant ainsi pas de principe pour le guider, le juge est bien obligé de faire alors œuvre créatrice. Mais, là encore, il doit donner la solution conforme aux principes généraux, à l'esprit du droit anglais. Son sens de la justice et sa préparation technique sont alors appelés à le diriger dans cette tâche délicate.

Dans la grande majorité des cas les parties ou le juge lui-même trouvent une ou plusieurs *leading-cases* présentant des analogies avec le litige en cause. Alors l'autorité des précédents entre pleinement en jeu et oblige le juge à appliquer ce qu'il

estime être le principe juridique dominant en la matière, tel qu'il se dégage des précédents.

L'application des précédents en Angleterre, quoique abandonnée à la discrétion des magistrats, obéit à quelques règles très générales, élaborées en grande partie dans le courant du XIX^e siècle.

Certaines de ces règles concernent l'autorité respective des précédents par rapport au rang hiérarchique de la juridiction dont ils émanent.

Il est, tout d'abord, de principe fondamental que toute juridiction est liée par les décisions des juridictions d'un degré supérieur. Le corollaire de ce principe s'impose : les arrêts de la Chambre des Lords, échelon suprême de la hiérarchie judiciaire anglaise, lient toutes les juridictions inférieures du Royaume-Uni, autrement dit, tous les juges anglais, le *Judicial Committee of the Privy Council* excepté.

Au contraire, les décisions des juridictions du même degré ne sont pas obligatoires pour les juges, mais doivent être considérées par eux comme des « arguments sérieux ».

Chaque juridiction n'est pas, en principe, liée par ses propres décisions ; une exception importante à cette règle concerne cependant la *Court of Appeal* et la Chambre des Lords qui se considèrent à l'heure actuelle (et après de longues hésitations) comme obligées à se conformer aux principes résultant de leur jurisprudence antérieure.

Une autre catégorie de règles concerne l'application proprement dite du système des précédents.

C'est ainsi qu'on ne reconnaît l'autorité d'un précédent à une décision que dans sa *ratio decidendi*, c'est-à-dire dans le principe de droit par application duquel le jugement invoqué avait été rendu.

D'autre part, un précédent ne perd pas son autorité par le laps de temps écoulé depuis que la décision a été rendue. On estime, en effet, que les décisions anciennes, si elles énoncent un principe important de droit, peuvent et doivent être respectées par le juge et adaptées par lui aux circonstances nouvelles. Cependant, en pratique, les précédents très anciens sont rarement invoqués à cause de la difficulté de leur application aux espèces modernes.

Enfin, un précédent peut être cité par les parties avec référence à toute source admise par la juridiction devant laquelle il est invoqué ; cependant, le recueil de l'*Incorporated Council of Law Reporting* jouit, à cet égard, d'une autorité particulière.

L'application pratique du système du précédent comporte, comme celle de toute théorie, des exceptions et des tempéraments.

Il arrive, en effet, dans certaines espèces que les précédents invoqués, quoique ayant tranché des espèces analogues, ne sont pas suivis par les juges saisis du litige.

C'est ce qui se produit lorsque ces juges consi-

dèrent que le précédent invoqué est en opposition avec les principes certains du droit. En effet, dans l'appréciation des précédents, le magistrat doit avant tout se conformer au Droit (*the Law*) ; il n'est obligé de s'incliner devant l'autorité d'une décision qu'à la condition qu'elle contienne un principe juridique exact (*a correct statement of the law*).

S'il n'appartient pas au juge de contrôler l'exactitude de l'*interprétation* donnée par la juridiction supérieure à un principe de droit, s'il ne peut jamais faire prévaloir son opinion personnelle sur l'autorité du précédent, il reprend sa liberté lorsque ce précédent est basé sur une erreur certaine. Autrement dit, pour être obligatoire, le précédent doit représenter du « bon droit » — *good law*.

La seule chose obligatoire pour le juge subséquent, c'est *le principe* sur lequel est basée la décision invoquée. Mais il ne suffit pas qu'un tel principe existe : il faut encore qu'il soit juste, et c'est au juge de l'apprécier et de le remplacer, le cas échéant, par un principe plus exact (1).

Les cas de refus par les juges de suivre les précédents, parce que basés sur des « bévues évidentes » (*obvious blunder*) des magistrats antérieurs, sont, d'ailleurs, exceptionnels.

(1) Sir George Jessel, in *re Hallett's Estate* (1879), 13 Ch. D. 713 ; *Osborne to Rowlett* (1880), 13 Ch. D. 774-785.

On cite généralement deux exemples comme étant les plus caractéristiques : l'arrêt *Hensman v. Fryer* (1), concernant la contribution des légataires au règlement des dettes successorales, où la décision de la *Court of Appeal* n'a jamais acquis l'autorité d'un précédent auprès des juridictions inférieures, parce qu'elle avait été rendue au mépris d'une règle de droit bien établie et, surtout, l'arrêt *Cookney v. Anderson* (2), œuvre de *Lord Westbury*, alors *Lord Chancellor*, qui montrait l'ignorance par les hauts magistrats d'un texte de loi essentiel pour la solution du procès.

Ces exemples, quelque rares qu'ils soient, prouvent néanmoins que les juges anglais non seulement créent les précédents, mais encore décident souverainement quand ces précédents peuvent ne pas être suivis.

(1) L. R. Eq. 627 (1867).

(2) De G. J. & S. 365 (1863).

CHAPITRE II

APPLICATION DU SYSTÈME DU PRÉCÉDENT AUX ARRÊTS DE LA CHAMBRE DES LORDS

Nous examinerons successivement l'effet des décisions de la Chambre des Lords sur sa propre jurisprudence et sur celle des autres juridictions.

SECTION I. — *Effet des arrêts de la Chambre des Lords sur sa propre jurisprudence.*

La Chambre des Lords est la seule juridiction du Royaume-Uni qui se considère comme « absolument liée » par ses arrêts antérieurs.

Nous avons vu, en effet, qu'en règle générale une Cour de Justice ne considère pas comme précédents obligatoires ses propres décisions précédemment rendues, de même qu'elle est libre de ne pas se conformer à la jurisprudence des tribunaux du même degré que le sien.

Le caractère obligatoire des arrêts de la Chambre des Lords à l'égard de ses décisions futures est donc exceptionnel dans l'ensemble du système du précédent anglais.

La consécration définitive de ce principe est d'ailleurs assez récente, puisqu'elle ne date que de la fin du XIX^e siècle et n'a eu lieu qu'après une controverse sérieuse.

Ses adversaires soutenaient, en effet, que toute juridiction, même la Cour Suprême, peut se tromper ; or, si on lui enlève la possibilité de se déjuger pour rectifier ses erreurs antérieures, celles-ci ne seront jamais corrigées et s'imposeront nécessairement à tous les magistrats du Royaume. En outre, en l'absence de toute règle constitutionnelle ou d'une tradition historique certaine, les membres d'une Chambre des Lords donnée ne peuvent, disait-on, faire de leur pratique (*usage*) une loi certaine (*strict law*) pour leurs successeurs : leur rôle devrait se borner à affirmer ce qu'ils considèrent comme étant le principe exact (*proper usage*) et de l'appliquer aux cas particuliers qui leur sont soumis (1).

Les défenseurs de la théorie de la finalité des arrêts de la Chambre des Lords l'emportèrent cependant en affirmant qu'il était plus important d'atteindre à la certitude des règles de droit sur lesquelles les particuliers doivent se guider que d'aboutir, après des revirements toujours fâcheux, à une règle plus exacte en elle-même ou plus conforme à l'esprit général du système juridique anglais.

(1) Cf. Pollock, *First book of jurisprudence*, p. 325 et s.

L'évolution de la jurisprudence à cet égard dans le courant du XIX^e siècle est curieuse à retracer.

En 1827 (1), *Lord Eldon* fut le premier à déclarer que la Chambre des Lords était liée par sa décision antérieure rendue sur une question analogue, à moins qu'il n'y ait des raisons spéciales pour soustraire l'espèce nouvelle à l'application du principe dominant.

Lord Lyndhurst soutenait, au contraire, en 1842 (2) que les arrêts de la Chambre des Lords n'étaient pas absolument obligatoires pour elle. Quelques années plus tard la divergence entre les deux thèses se fit jour à l'occasion de l'affaire *Bright v. Hutton* (3), *Lord St-Leonards* estimant que la Chambre des Lords, comme toute Cour de Justice, possédait un pouvoir inhérent de corriger une erreur qu'elle reconnaissait avoir commise précédemment, et *Lord Campbell*, au contraire, grand champion de la thèse de la finalité des arrêts de la Chambre des Lords, déclarant qu'une décision de cette Chambre sur une question de droit était obligatoire (*conclusive*) pour elle-même comme pour tous les tribunaux inférieurs. « J'estime, disait-il même, que tel est le mode constitutionnel de l'élaboration des lois et qu'une fois que la Chambre des Lords s'est prononcée, l'autorité de son arrêt

(1) *Fletcher v. Soudes*, 1 Bli. N. S. Cf. p. 249.

(2) *Brown v. Annandale*, 8 Cl. & Fin., p. 453.

(3) 1852, 3 H. L. C., pp. 388-392.

ne peut être détruite que par un acte législatif, sinon les droits des sujets de Sa Majesté ne seraient jamais certains ! »

Cette thèse triompha dans l'arrêt rendu en 1861 (1) ; *Lord Campbell*, fidèle à sa doctrine, exprima l'avis (malgré sa propre opinion sur le fond du procès) que la Chambre des Lords devait rejeter la requête d'appel, parce qu'elle était liée par un arrêt de rejet rendu sur la même question (nullité du mariage célébré par un prêtre protestant) en 1843 (2) à la suite d'un partage de voix. En 1861, la majorité des Lords, ainsi que les juges consultés, étaient opposés à la thèse de la nullité consacrée par l'arrêt de 1843. Ils décidèrent, cependant, de ne point s'en écarter à la suite du rapport de *Lord Campbell* qui avait déclaré que « la règle de droit que les Lords avaient prise pour base de leur décision, alors qu'ils siégeaient comme Cour Suprême du Royaume, *devait être considérée comme une loi* tant qu'elle n'aura pas été modifiée par un Acte Législatif émanant du Parlement tout entier et de la Couronne. Cette loi, résultant de la *ratio decidendi* de l'arrêt, est obligatoire pour tous les tribunaux inférieurs et pour tous les Anglais en général ; si elle n'était pas également obligatoire pour la Chambre des Lords, il en résulterait que celle-ci se reconnaîtrait le droit de modifier

(1) *Beamish v. Beamish*, 9 H. L. C. 274.

(2) *R. v. Millis*, 10 Cl. & Fin., p. 534.

la loi et de légiférer par sa propre autorité isolée ».

Depuis cet arrêt la partie de la « finalité » des décisions de la Chambre des Lords était gagnée et ses applications se firent plus fréquentes. Dès qu'il était certain que l'espèce tombait sous l'application de la *ratio decidendi* du précédent invoqué, la Chambre des Lords se déclarait incompétente pour juger de la valeur et de l'exactitude de cette *ratio decidendi* et estimait même inutile d'examiner le principe qui en découlait du point de vue de son opportunité (*convenience*) (1).

La consécration définitive du système eut lieu en 1898 où, directement sollicitée, la Chambre des Lords refusa de contrôler le bien-fondé d'un de ses arrêts récents (2). La raison véritable, donnée par *Lord Halsbury* à l'appui de cet arrêt de principe, était que si on ne reconnaissait pas aux arrêts de la Chambre des Lords un caractère obligatoire *erga omnes* y compris la Chambre des Lords elle-même, il n'y aurait pas dans le Royaume de Cour d'Appel finale, disant le droit et considérée comme infaillible.

C'est ainsi qu'a été élaborée et définitivement établie la règle suivant laquelle la Chambre des

(1) *Houldsworth v. City of Glasgow Bank* (1880), 5 A. C. 317-335 ; *Darley Main Colliery Co v. Mitchell* (1886), 11 A. C. 127-134.

(2) *London Street Tramway Co v. County Council* (1898), A. C. 375.

Lords considère comme précédents obligatoires pour elle-même ses propres décisions antérieures.

La Chambre des Lords n'est, d'ailleurs, liée par ses propres arrêts qu'en ce qui concerne sa juridiction d'appel et de cassation. Elle est, au contraire, absolument libre de ne pas tenir compte des précédents lorsqu'elle rend la justice comme juge de première instance, notamment dans toutes les instances concernant les Pairies (1).

Dans quelle mesure la Chambre des Lords est-elle liée par ses arrêts antérieurs ?

Après avoir reconnu le caractère obligatoire de leurs propres arrêts, les Lords ont, néanmoins, été obligés de limiter l'application pratique du principe. Dans l'arrêt de principe rendu en 1898 (2), *Lord Halsbury* avait déjà pris soin de restreindre l'autorité du précédent invoqué à « ce qui était actuellement jugé » (3).

C'est pourquoi, tout en respectant l'autorité de ses arrêts antérieurs, la Chambre des Lords ne considère pas comme établie par un précédent une règle qui n'a pas servi de *base directe* à l'arrêt invoqué, même si elle « semblerait en découler logiquement » (4).

(1) *St-John's Peerage Claim* (1915), A. C. 282-308 ; *Viscountess Khouda's claim* (1922), A. C. 376.

(2) *London Street Tramway Co v. County Council*, précité.

(3) « *What is actually decided* ».

(4) *Quinn v. Leatham* (1901), A. C. 506.

L'importance pratique de cette restriction est évidente, car elle permet aux Lords — sauf dans les cas où le précédent invoqué est identique à l'espèce à l'occasion de laquelle il est invoqué — de s'en écarter en déclarant que le principe qu'on veut en déduire n'était pas à la base de la décision et n'en représentait qu'une *conséquence* qui ne liait pas le juge subséquent.

La Chambre des Lords ne fait, d'ailleurs, qu'appliquer ainsi la règle aux termes de laquelle le précédent n'est obligatoire pour le juge que dans sa *ratio decidendi*.

Il arrive cependant — c'est là, peut-être, une conséquence de l'extension de ce tempérament, par ailleurs, si utile — que deux arrêts de la Chambre des Lords soient contradictoires, — en fait, sinon en droit. Si tous les deux sont invoqués devant elle comme des précédents, la Chambre se tire de la difficulté en se conformant à la décision la plus récente ou encore à celle qui semble trancher la question avec le plus de précision (1).

Si la Chambre des Lords peut trouver dans certains cas le moyen de ne pas adopter entièrement les thèses résultant de précédents invoqués, il lui est impossible de revenir sur une décision antérieure, même basée sur une erreur manifeste. Dans ce cas (peu fréquent en pratique) les Lords se déclarent incompétents et les parties n'ont que

(1) *Caledonian Ry Co v. Walker's Trustees* (1882), 7 A. C. 302.

le recours devant le pouvoir législatif ; une loi est nécessaire pour corriger un arrêt erroné de la Chambre des Lords (1).

Il n'en est, toutefois, pas de même des modifications de détail : les Lords se reconnaissent, en effet, le pouvoir de revoir leurs arrêts, soit pour corriger des erreurs de détail (2), soit pour donner à l'arrêt un effet pratique qu'il ne comportait pas dans sa rédaction primitive (3).

SECTION II. — *Effet des arrêts de la Chambre des Lords sur les décisions des autres juridictions.*

L'effet obligatoire des arrêts de la Chambre des Lords sur la jurisprudence de toutes les Cours inférieures n'est que la conséquence du principe dominant du système du précédent, à savoir que toute juridiction est liée par les décisions des juridictions de degrés supérieurs (4).

Par application de ce principe, aucun juge inférieur ne peut refuser de se conformer à une règle posée par la Chambre des Lords, même s'il considère que cette règle n'est pas absolument juste ; sans quoi l'uniformité du droit serait impossible à atteindre dans un pays régi, comme l'Angleterre,

(1) Gray, *The nature and sources of the law*, p. 217 ; Holdsworth, t. 1, p. 375 ; comp. *Beamish v. Beamish*, précité.

(2) *The Singapore and the Hebe* (1866), L. R. 1 P. C. 378.

(3) *A. G. v. Ward* (1836), 1 *My. and Cr.* 449.

(4) Cf. *supra*, p. 130.

par la coutume jurisprudentielle, tout au moins en matière de droit privé.

Il serait impossible d'illustrer par des exemples cet effet essentiel des arrêts de la Chambre des Lords, car toute la jurisprudence anglaise y passerait. Nous préférons donc nous borner à rappeler ici les tempéraments que la pratique a apportés au principe.

Tout d'abord, comme pour la jurisprudence de la Chambre des Lords elle-même, les arrêts de la Cour Suprême ne lient les juges inférieurs que dans leur *ratio decidendi*, c'est-à-dire dans le principe seul en vertu duquel la décision invoquée avait été rendue. On a vu (1) qu'un précédent ne peut servir à étayer une thèse qui n'y est pas expressément énoncée, même si elle semble en découler logiquement.

Mais le tempérament le plus important au caractère obligatoire du précédent, même émanant de la Chambre des Lords, réside dans le pouvoir d'appréciation du juge. Celui-ci ne doit pas oublier, en effet, que son premier maître est le Droit (*the Law*), et qu'un précédent ne doit être appliqué et suivi que s'il est conforme aux règles fondamentales — même non écrites — de ce Droit.

Aucun arrêt de la Chambre des Lords ne lierait un juge subséquent s'il était contraire à ces principes ou bien « *plainly unreasonable* ». Le pouvoir

(1) Cf. *supra*, p. 131.

d'appréciation que possède tout juge en cette matière est, d'ailleurs, très délicat à déterminer ; s'il est certain qu'il n'appartient à aucun magistrat de contrôler l'exactitude de l'interprétation donnée par la Chambre des Lords et de faire prévaloir son opinion personnelle sur celle de la Cour Suprême, le juge reprend sa liberté lorsque le précédent invoqué est fondé sur une erreur évidente de droit (1) ou encore quand il est en contradiction avec les principes fondamentaux du système juridique anglais.

Si un arrêt de la Chambre des Lords ne représente point, de l'avis des magistrats inférieurs appelés à l'appliquer, du « bon droit » (*good law*), il se heurtera soit à la résistance ouverte des juges, soit à l'indifférence générale, et n'acquerra point, dès lors, l'autorité réelle d'un précédent.

Ainsi donc, l'autorité des arrêts de la Chambre des Lords pour les tribunaux inférieurs est absolue à la condition que ces arrêts constituent réellement le *bon droit*.

La seule juridiction du Royaume qui n'est pas liée par les arrêts de la Chambre des Lords est le *Judicial Committee of the Privy Council*, autre Cour Souveraine du Royaume. Cependant, l'influence des décisions de la Chambre des Lords sur la jurisprudence du Conseil Privé est considérable.

(1) *Cookney v. Anderson*, précité.

On peut même dire que le Conseil Privé se conforme, en pratique, aux arrêts de la Chambre des Lords. « Ce serait, en effet, extrêmement regrettable, déclarait un des membres de cette Haute Assemblée, qu'il y ait un conflit entre les décisions du *Judicial Committee* et celles de la Cour d'Appel Suprême du Pays » (1).

En plus de cette considération générale d'une grande valeur pratique, la circonstance que les membres du Conseil Privé judiciaire sont le plus souvent en même temps membres de la Chambre des Lords contribue à rendre homogène la jurisprudence de ces deux cours de justice et à éviter les divergences qui nuiraient tellement à la cause de l'uniformité du droit privé anglais.

Ainsi donc, si les arrêts de la Chambre des Lords n'ont pas, devant le Conseil Privé, l'autorité de précédents obligatoires, leur influence sur la jurisprudence du Conseil est, cependant, fort considérable en pratique.

Si nous nous sommes permis de rappeler ici, dans ses grands traits, le fameux système du Précedent en Angleterre — sujet si délicat et si discuté — c'est qu'il nous a semblé que son application aux arrêts de la Chambre des Lords pouvait seule expliquer l'importance attribuée à ces décisions dans tout le Royaume-Uni.

(1) *The City of Chester* (1884), 9 P. D. 182-207 ; Cf. Beal, *Cardinal rules of legal interpretation*.

Nous avons essayé de montrer que dans le système anglais la règle de droit privé n'était complète que dans son application, et que « le législateur était celui qui interprétait la loi et non celui qui la formulait pour la première fois » (1).

Or, c'est à la Chambre des Lords, échelon suprême à compétence générale du pouvoir judiciaire de l'Angleterre, qu'incombe le devoir d'interpréter souverainement et d'appliquer ensuite les principes préexistants du droit, ainsi que le pouvoir d'en dégager de nouveaux. Un arrêt rendu par les Lords est étudié et commenté par les juristes anglais comme l'est en France un texte législatif nouveau. A moins d'être *plainly unreasonable* — hypothèse, nous l'avons montré, plus théorique que pratique — cet arrêt s'impose à toutes les juridictions du pays avec une autorité égale à celle d'une loi écrite. L'effet de sa contribution au développement du droit est donc d'une importance extrême car, même réduit (en théorie) par le pouvoir d'appréciation du juge à un instrument de logique pure, le Précédent émanant de la Chambre des Lords constitue, en pratique, le facteur principal du raisonnement juridique anglais.

(1) Gray, *op. cit.*, p. 170.

CONCLUSION

Cette étude a eu pour objet de mettre en lumière le rôle judiciaire, généralement négligé — en tout cas, peu connu — de la Chambre Haute du Parlement Anglais. Le moment est venu de nous résumer en portant une appréciation d'ensemble sur ce rôle, tant dans le passé qu'à l'heure actuelle.

La Chambre des Lords judiciaire est, nous l'avons vu, une survivance féodale, un des vestiges — si nombreux et si vivants encore en Angleterre — d'un régime qui, en France, ne représente plus qu'une époque historique.

Directement sortie du Conseil du Roi, cette assemblée de nobles seigneurs tint fermement, tout au long de l'évolution de l'Etat anglais, à ses prérogatives judiciaires. Malgré les atteintes qu'elle eut à subir à plusieurs reprises, malgré la résistance opposée par la Chambre des Communes, l'indifférence dont elle fut l'objet sous les Tudors, la juridiction des Lords prend son essor au début du XVIII^e siècle et s'exerce largement jusqu'en 1873. A ce moment, une vive réaction se fait sentir contre elle, basée sur les graves imperfections dans le fonctionnement de cette Cour Suprême de

Justice. On essaye de la supprimer purement et simplement, mais la tradition en Angleterre reste toujours la plus forte ; avant que la loi de 1873 ne reçoive une exécution pratique, elle est abrogée, tout au moins en ce qui concerne la Chambre des Lords. Celle-ci est rétablie dans ses fonctions judiciaires par la loi de 1876 qui réglemente en détail la juridiction des Lords suivant les principes nouveaux et en fait une véritable Cour de Justice. Désormais, la Chambre des Lords judiciaire n'est composée que de juristes compétents entourés de conseillers avertis et jugeant d'après les principes essentiels du droit anglais.

L'effet de la réforme se fait immédiatement sentir : jamais la Chambre des Lords judiciaire n'a été aussi fréquemment sollicitée par les plaideurs qu'à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, où la justice qu'elle rend est considérée comme exemplaire.

La Chambre des Lords est encore de nos jours — tout au moins dans ses grandes lignes — régie par la loi de 1876. Son organisation et son fonctionnement sont d'une simplicité frappante, tout en étant revêtus extérieurement d'un luxe de formes et d'une solennité tout anglais. En principe, l'accès de la Chambre des Lords est ouvert à tous : les riches comme les pauvres peuvent lui soumettre leurs litiges (ces derniers avec l'aide de l'Assistance Judiciaire assez largement accordée), à la seule condition que le caractère raisonnable

de la demande soit certifié par des personnalités compétentes. Cependant, les règles de forme à observer sont nombreuses, à commencer par la présentation de la requête, grossoyée sur parchemin et, pour finir, par la solennité des débats eux-mêmes.

La réforme de 1934 est venue modifier sensiblement cette organisation en restreignant la compétence de la Chambre des Lords aux procès où une autorisation d'appeler est préalablement obtenue par le requérant et en créant au sein de la Chambre une Commission d'Appel chargée d'examiner les demandes d'autorisation. Nous avons essayé de dégager le but principal et la portée de cette réforme qui serait de limiter la juridiction des Lords aux espèces posant des questions délicates et aux cas non encore tranchés par un précédent d'une autorité certaine. Il serait, en effet, à notre avis, prématuré de dire que la loi de 1934 est un premier pas dans la voie de l'abolition des fonctions judiciaires de la Chambre des Lords. Il est permis de penser que si telle avait été l'idée du législateur, il n'aurait pas créé par le même acte un organisme composé des membres mêmes de la Chambre et chargé de dire si la requête mérite ou non de lui être soumise. C'est donc aux Lords eux-mêmes qu'il appartient désormais de se déclarer ou non compétents pour connaître de chaque procès donné ; il est difficile de voir dans cette mesure autre chose que le souci légitime de déchar-

ger la Cour Suprême de toutes les affaires pour lesquelles deux degrés de juridiction peuvent être considérés comme suffisants, afin de concentrer son effort sur les espèces réellement délicates.

Cette mesure s'imposait d'autant plus dans le système judiciaire de l'Angleterre que l'importance et l'effet des décisions de justice, en général, et des arrêts de la Chambre des Lords, en particulier, y sont plus considérables que dans tout autre pays. C'est là, nous l'avons montré, une conséquence directe de la nature même de la *Common Law*, droit judiciaire, fondé uniquement sur le caractère obligatoire des précédents. En l'absence de règles abstraites et générales du droit formulées dans des textes de lois, les juges anglais ne possèdent, pour les diriger dans presque toutes les branches du droit privé, que des décisions de justice émanant de juridictions de degrés supérieurs, auxquelles ils doivent se conformer à moins de circonstances exceptionnelles. Nous n'avons fait qu'énoncer le corollaire de ce principe général en constatant que les arrêts de la Chambre des Lords constituaient des précédents obligatoires pour toutes les juridictions du Royaume-Uni et s'imposaient aux magistrats anglais avec la force d'actes législatifs. Nous avons montré également que la Chambre des Lords respectait l'autorité de ses propres précédents, et que le *Privy Council* se conformait toujours, en pratique, aux principes de droits affirmés par elle.

Il importait donc de limiter le rôle de la Chambre des Lords à sa fonction essentielle, consistant à trouver la solution conforme et à dire le droit dans tous les cas rendus douteux ou difficiles par l'absence, notamment, de précédents applicables. Débarrassée des recours ne présentant un intérêt de cette nature que dans l'esprit des plaideurs, la Chambre des Lords pourra n'être désormais qu'un organe régulateur de la justice.

Est-ce à dire que son rôle se rapprochera de celui joué dans la plupart des pays européens et, notamment, en France, par la Cour de Cassation ?

La caractéristique essentielle d'une juridiction de cassation consiste dans la séparation complète dressée entre les questions de fait et les questions de droit, ces dernières seules pouvant être soumises par les parties au juge ; toute question de fait, tout mélange de fait et de droit sont strictement prohibées dans les enceintes des Cours de Cassation.

Le germe de cette distinction existe incontestablement en Angleterre. On le rencontre, en effet, dans toutes les procédures comportant l'intervention du jury qui, dans les instances criminelles et même dans certaines instances civiles (notamment dans les procès en diffamation), apprécie souverainement toutes les questions de fait. Les parties ne peuvent faire appel des jugements rendus dans ces matières qu'en ce qui concerne les questions de droit pur qui, seules, peuvent être

soumises, notamment, à la *Court of Criminal Appeal* et de là, avec le certificat de l'*Attorney General*, à la Chambre des Lords. Il en est de même des différends soumis par les parties aux arbitrages. Dans cette procédure, d'un usage très fréquent en Angleterre, l'arbitre est juge souverain de toutes les questions de fait. Les parties qui font appel d'une sentence arbitrale devant la *High Court* et, ensuite, devant la *Court of Appeal*, ou même devant la Chambre des Lords, ne peuvent soumettre à ces différentes juridictions que les questions de droit.

Nous avons montré, en outre, que, même dans les procédures ordinaires, la Chambre des Lords faisait dans certains cas usage de son pouvoir discrétionnaire pour refuser de revoir l'appréciation des faits émanant des juges inférieurs, ne se réservant que le contrôle des questions de droit.

Et cependant la généralisation de cette distinction fondamentale, qui est à la base de notre Cour de Cassation, ne paraît pas possible dans le système juridique anglais.

La Chambre des Lords ne deviendra pas, nous semble-t-il, un juge de cassation, c'est-à-dire juge du droit pur, à cause de la difficulté même d'isoler en droit anglais le fait du droit. Le juge anglais — nous sommes obligée de le répéter — n'applique pas à une espèce donnée une règle abstraite, formulée dans un texte de loi. Il se base, au contraire, sur les précédents et a pour mission d'appliquer

aux espèces nouvelles les solutions données antérieurement dans des cas analogues. La règle qu'il doit ainsi suivre constitue donc, par elle-même, un mélange de fait et de droit qu'il n'a ni la possibilité, ni le besoin de décomposer. Son devoir consiste à adapter le précédent aux circonstances nouvelles, à le modifier au besoin dans ce but ; mais il n'a pas à formuler à cette occasion de principe général de droit, de créer une loi pour l'avenir.

La Chambre des Lords exerce les mêmes fonctions, puisque — nous l'avons montré — le procès lui est soumis en entier, comme à la *Court of Appeal* ; c'est un juge du troisième degré dans le sens complet du terme.

C'est là, d'ailleurs, l'argument principal des partisans actuels de la suppression totale de la juridiction de la Chambre des Lords. Son utilité pratique leur paraît contestable par cela même que sa fonction principale, consistant à unifier le droit en servant d'organe régulateur de la justice, pourrait être remplie avec le même résultat par la *Court of Appeal*. Nous avons rappelé, en effet, que la centralisation du pouvoir judiciaire anglais part d'en bas de l'échelle : il n'y a, dans le Royaume-Uni, qu'une *High Court*, qu'une *Court of Appeal*. On ne saurait donc craindre que la suppression des fonctions judiciaires de la Chambre des Lords entraîne des divergences regrettables entre la jurisprudence des différentes cours de justice du pays ; la *Court of Appeal* unique, qui

centralise tous les appels formés en Angleterre et qui exerce, pratiquement, les mêmes fonctions que la Chambre des Lords actuelle, deviendra le dernier degré de juridiction sans que l'administration de la justice en souffre. Le maintien des fonctions judiciaires de la Chambre des Lords, échelon inutile de la hiérarchie judiciaire anglaise, permettant aux plaideurs obstinés de prolonger inutilement les procès, ne se justifierait donc par aucune considération sérieuse.

Qu'il nous soit permis de formuler ici la prédiction — nous dirions volontiers l'espoir — que les partisans de cette thèse, en apparence séduisante, n'auront pas le triomphe facile.

La Chambre des Lords judiciaire a, en effet, croyons-nous, un rôle important à remplir dans l'organisation de la justice de l'Angleterre.

Si elle ne peut prétendre à exercer les fonctions d'un juge de cassation, inutile et impossible dans le système anglais, si l'unification de la jurisprudence peut être réalisée par le premier juge d'appel, aucune des juridictions existantes ne saurait remplir son rôle propre qui consiste essentiellement à trancher les procès difficiles, à dire le droit dans tous les cas qui provoquent des divergences et des doutes chez les juges d'appel. Ceux-ci, en effet, noyés dans le flot des recours formés contre toutes les décisions des premiers juges, n'ont point la possibilité matérielle d'isoler les questions présentant des difficultés réelles, et de dire le droit à leur occasion.

Le maintien d'une juridiction souveraine chargée, en l'absence de lois écrites, de rendre la justice et d'élaborer les règles de droit dans toutes les espèces délicates, juridiction affranchie de toute barrière légale l'empêchant d'examiner les questions de fait, souvent nécessaires à la compréhension du droit, est donc, pensons-nous, hautement souhaitable. L'histoire de demain nous dira si la réforme de 1934 doit être considérée comme un premier pas vers le dégagement du rôle de la Chambre des Lords en tant que juge suprême des cas difficiles, ou si, au contraire, ce n'est que le premier coup de pioche des démolisseurs d'un remarquable monument historique.

Vu :

Le Président de la thèse,
HENRI LÉVY-ULLMANN

Vu :

Le Doyen,
EDGARD ALLIX

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY

ANNEXES

ANNEXE I

Publiant en annexe des extraits du Règlement intérieur de la Chambre des Lords judiciaire, nous tenons à remercier particulièrement Cecil S. Emden, M. A., chargé de cours de Droit Public à Oriel College, Oxford, qui nous a permis, par la communication qu'il a bien voulu nous en faire, d'offrir aux lecteurs français ces textes inédits, faisant partie d'une brochure destinée, en principe, aux membres de cette Cour de Justice et aux plaideurs.

Nous avons extrait les parties de la publication se rapportant à la procédure proprement dite et n'avons laissé de côté que celles concernant les frais et dépens ainsi que les formules des diverses requêtes présentant, pensons-nous, moins d'intérêt pour le lecteur français.

CHAMBRE DES LORDS

1934

APPELLATE JURISDICTION ACT, 1876

Formes de l'appel.

Procédure et Règlements

*applicables à tous les appels formés devant la
Chambre des Lords à partir du 1^{er} novembre 1876.*

RÈGLES DE PROCÉDURE.

1. L'appel doit être imprimé sur parchemin (in-4°).

2. Il est nécessaire que le caractère raisonnable de l'appel soit certifié par l'avocat (*Counsel*), même si l'appelant a lui-même défendu sa cause devant la juridiction inférieure, ou s'il a l'intention de la défendre lui-même devant cette Chambre. La requête d'appel doit porter la signature de deux avocats (S. O. III).

3. L'intimé et ses avoués doivent être avisés, et copie conforme de la requête doit leur être notifiée deux jours francs avant son dépôt ; un certificat de cette notification doit être joint à ladite requête.

4. Au cas où une demande afin d'autorisation d'appeler d'une décision de la *Court of Appeal* a été formulée devant la *Court of Appeal* contre une décision qui, antérieurement à la *Administration of Justice (Appeal) Act, 1934*, eût été susceptible de recours devant la Chambre des Lords sans aucune autorisation, la décision de la *Court of*

HOUSE OF LORDS
1934

APPELLATE JURISDICTION ACT, 1876

Form of Appeal

*Method of Procedure and Standing Orders
applicable to all Appeals presented to the House of
Lords on and after the 1st day of November, 1876.*

METHOD OF PROCEDURE.

1. The Appeal must be printed on parchment (quarto size).

2. It is necessary that the reasonableness of the Appeal should be certified by Counsel, even if the Appellant has conducted the case in person in the Court below, or shall propose conducting it in person in this House. The Petition of Appeal must bear the signature of two Counsels (S. O. III).

3. Two clear days' notice of the intention to present the Appeal together with a correct copy of the Appeal, must be served on the Respondent or his Solicitors prior to lodgment, and a certificate of such service entered on the Appeal as above.

4. Where application has been made to the Court of Appeal for leave to appeal from any decision of that Court, which, but for the passing of the Administration of Justice (Appeals) Act, 1934, would have been appealable to the House of Lords without any leave, the Order of the Court of Appeal allowing or dismissing the Appeal to

Appeal, confirmative ou infirmative, doit mentionner, en tête, que la demande d'autorisation a été formulée et admise ou rejetée, selon le cas.

Au cas où la demande d'autorisation d'appeler n'a pas été formulée devant la *Court of Appeal*, l'appelant devra, par application de la loi précitée, adresser ladite demande à la Chambre des Lords.

La demande sera faite par voie de requête grossoyée ou dactylographiée en cahier in-folio ; elle sera jointe à la requête d'appel pour être soumise avec celle-ci à la Commission d'Appel (S. O. II). La requête devra résumer les faits de nature à permettre à la Commission de présenter à la Chambre des Lords un rapport concluant à l'admission ou au rejet de la requête et être revêtue de la signature des avoués de l'appelant. L'intimé ou ses avoués doivent être avisés et copie de la requête doit leur être notifiée deux jours francs avant son dépôt. La requête doit alors être déposée au Greffe du Parlement avec six copies également grossoyées ou dactylographiées in-folio. Les avoués seront convoqués devant la Commission d'Appel et seront entendus ; les avocats ne seront pas entendus.

5. La requête, ainsi que six copies sur papier, devront être déposées au greffe du Parlement ; lorsque l'autorisation d'appeler aura été accordée, la requête sera aussitôt présentée à la Chambre et sommation sera délivrée à l'intimé de déposer un mémoire imprimé en réponse à la requête. Le représentant de l'appelant sera avisé par le *Judicial Office* lorsque cette sommation aura été grossoyée et s'y présentera *porteur de l'avis*, pour recevoir ladite sommation. La sommation sera alors délivrée à l'intimé ou à ses avoués ; elle doit, *munie* d'une déclaration attestant la délivrance régulière, être rétablie au greffe du Parlement

it will state on the face of it that application for leave was made and was granted or refused as the case may be.

Where application has not been made to the Court of Appeal for leave to appeal, it will be necessary under the above-mentioned Act to make an application to the House of Lords for leave to appeal. The application will be made by petition engrossed or typewritten on *foolscap bookwise*; this petition will be lodged with the Petition of Appeal and with it will be referred to the Appeal Committee (Standing Order II). The Petition should set out briefly such facts as it may be necessary to state in order to enable the Appeal Committee to report to the House whether such leave should be granted, and must be signed by the solicitors representing the Appellant. Two clears days' previous notice of the intention to present, together with a copy of the petition, must be served on the Respondent or his solicitors. The Petition should then be lodged in the Parliament Office together with six copies also engrossed or typewritten on foolscap. Solicitors will receive notice to appear before the Appeal Committee and will be heard; Counsel will not be heard.

5. The Appeal, together with six printed paper copies, should be lodged in the Parliament Office, and the Appeal, when leave to appeal has been granted, will be presented forthwith to the House, and an Order made requiring the Respondent to lodge a printed case in answer to the Appeal. The Appellant's Agent will receive notice from the Judicial Office when this Order has been engrossed, and will attend there *with the notice* to receive the Order. The Order must then be served on the Respondent or his Solicitors, and the same, together with an affidavit of due service entered *thereon*, must be returned to the Parliament Office

dans le délai accordé à l'appelant pour le dépôt de son mémoire imprimé (S. O. VI).

6. Les délais prévus par les règlements courent du jour de la *présentation* de l'appel à la Chambre qui est la date portée en tête de la sommation susvisée. Cette date n'est pas nécessairement celle du dépôt de la requête au Greffe.

.

19. Les demandes d'Assistance Judiciaire doivent être déposées aux fins de présentation dans le délai d'une semaine à partir de la présentation de la requête d'appel à la Chambre ; à défaut, l'appel sera considéré comme rejeté (S. O. V). Ces demandes, ainsi que les certificats d'indigence, doivent être déposées en double exemplaire et des copies doivent en être remises à l'intimé ou à ses représentants avec avis du dépôt de la requête, après expiration d'un délai de deux jours francs.

Par application de l'« *Appeals (Forma Pauperis) Act, 1893* », les appelants sollicitant le bénéfice de l'assistance judiciaire doivent établir devant la Commission d'Appel le caractère sérieux des motifs invoqués à l'appui de leur requête ; à cet effet, ils doivent déposer au *Judicial Office* aussitôt après la présentation de la requête une copie de la procédure suivie devant les juridictions inférieures (spécialement des décisions rendues par la *Court of Appeal* et le *Court of Sessions*) et, le cas échéant, le compte rendu des débats devant les juges inférieurs.

.

23. Les avocats ne sont pas entendus par la Commission d'Appel. Les copies des *Affidavits* qu'on a l'intention de produire devant la Commission d'Appel doivent être remises à l'adversaire en temps utile avant la réunion de la Commission, mais leur dépôt au Greffe du Parlement n'est pas

within the period granted to the Appellant for lodging his printed Cases (S. O. VI).

6. The several periods limited by the Standing Orders take effect from the date of the *presentation* of the Appeal to the House, which is the date at the head of the Order of Service. This date is not necessarily that on which the Appeal is *lodged* in the Parliament Office.

19. Petitions for leave to sue in *forma pauperis* must be lodged for presentation within one week from the date of the presentation of the Petition of Appeal to the House; in default the Appeal will stand dismissed (S. O. V). Such Petitions, together with the Affidavit and Certificate of Poverty, must be lodged in duplicate, and copies of the same, together with two clear days' notice of intended presentation, must be served upon the Respondent or his Agent.

In pursuance of the « Appeals (Formâ Pauperis) Act, 1893 », appellants praying for leave to sue in formâ pauperis are required to establish, to the satisfaction of the Appeal Committee, a *prima facie* case for the Appeal, for which purpose they are required to lodge in the Judicial Office, as soon as possible after the presentation of the Petition, a copy of the proceedings in the Courts below (particularly of the judgments delivered in the Court of Appeal or Court of Session), together with the reports, if any, of the Cause in the Courts below.

23. Counsel are not heard before the Appeal Committee. Copies of all Affidavits intended to be used in the Appeal Committee must be served upon the opposing Agent within a reasonable time before the meeting of the Committee, but are not to be filed in the Parliament Office.

exigé. Des copies peuvent en être remises à la Commission d'Appel.

24. L'appelant a un délai de 6 semaines du jour de la présentation de l'appel pour déposer son mémoire imprimé, ainsi que l'*Appendix* (S. O. VI). Si ce délai expire pendant les vacances de la Chambre, il est prolongé par le Règlement (S. O. VIII). Si l'appelant est dans l'impossibilité de produire son mémoire et l'*Appendix* dans le délai de 6 semaines prévu par le S. O. VI, il peut solliciter et obtenir une prolongation de 6 semaines, par voie de requête, du consentement de l'intimé ; aucune autre prolongation de délai ne sera accordée, sauf lorsque des motifs sérieux sont invoqués.

.
26. L'appelant est tenu, le plus rapidement possible après la présentation de l'appel, de remettre à l'intimé la liste des documents, produits devant les juridictions inférieures, et qu'il a l'intention de déposer en qualité d'*Appendix*. Si l'intimé désire y ajouter des documents, également produits devant les juges inférieurs, il doit compléter la liste en conséquence et la retourner ensuite à l'appelant.

L'appelant doit également remettre à l'intimé la liste des documents qu'il a l'intention de déposer avec son mémoire (cf. *Direction*, n° 32,1), et il est de l'intérêt de toutes les parties que l'examen de ces documents ait lieu en même temps que celui des documents qui seront déposés en qualité d'*Appendix*.

En préparant la liste des documents, les parties doivent faire une distinction entre : 1° les documents considérés comme indispensables à la démonstration de leurs thèses respectives en appel et 2° les documents dont la nécessité à cet effet n'est pas certaine, mais qui peuvent être requis à l'appui de l'appel.

Copies may be handed in to the Appeal Committee.

24. The Appellant is allowed six weeks from the date of the presentation of the Appeal within which to lodge his printed Case and the Appendix thereto (S. O. VI). This period, when expiring during a Recess of the House, is extended by Standing Order N^o VIII. If the Appellant is unable to complete his printed Case and the Appendix within the six weeks limited by Standing Order n^o VI, he can obtain a further six weeks by a Petition consented to by the Respondent, but no further extension will be granted, except upon good cause shewn.

.
26. It is the duty of the Appellant, as soon as possible after the presentation of the Appeal, to furnish to the Respondent a List of Documents used in evidence in the Courts below, which he proposes to lodge as an Appendix. If the Respondent desires to add any Documents, used in evidence in the Courts below, he must amend the List accordingly and return it to the Appellant so amended.

The Appellant must also furnish to the Respondent a list of the documents which he proposes to lodge with the Case (vide Direction n^o 32.1) and it will be for the convenience of all parties if the examination of these documents and the documents to be lodged as the Appendix is held at the same time.

In preparing the List of Documents, the parties to an Appeal should draw a distinction between : 1^o documents considered certainly necessary for the support of their case on the argument of the Appeal and 2^o documents not certainly necessary for that purpose, but which may possibly be required on the argument of the Appeal.

La liste (qui est ensuite déposée au *Judicial Office*) sera donc divisée en : 1^o « Documents déposés en qualité d'*Appendix* », et 2^o « Documents à produire au cours des débats, mais non déposés ».

Lorsque la liste des documents aura été établie du commun accord des parties, leurs avoués respectifs procéderont à la comparaison de ces documents avec les pièces originales, en une séance commune, si possible.

Les documents de la seconde catégorie ne doivent pas être déposés au *Judicial Office* ; il suffira, généralement, que leurs originaux soient tenus prêts à la barre, lors des débats, conformément aux *Directions* 38, 39, 40.

Le compte rendu sténographié des débats de l'affaire devant les juridictions inférieures ne doit pas être imprimé par les parties. Cette règle comporte deux exceptions : 1^o lorsque l'une des parties fait état des observations du juge ; 2^o lorsque les arguments ont pour base des faits non contestés par les parties, sans qu'ils aient pour cela été établis par des témoignages.

L'*Appendix* servira aux deux parties lors des débats (huit copies de l'*Appendix* seront remises à l'avoué de l'intimé aussitôt après leur confection).

29. Le mémoire imprimé sera signé par un ou plusieurs avocats ayant assisté (l'appelant) devant les juridictions inférieures ou ayant l'intention de se présenter pour lui à la barre (de la Chambre des Lords).

33. L'intimé ne peut être entendu à la barre que s'il a déposé un mémoire imprimé. Si l'intimé ne fait pas ce dépôt dans le délai prévu par le

The list (subsequently to be lodged in the Judicial Office), should accordingly be divided into : 1^o « Documents lodged as the Appendix », 2^o « Documents to be produced on the hearing if required, but not lodged ».

When the List of Documents has been agreed between the parties, the respective solicitors will arrange for an examination of the documents with the original documents, in one joint examination if possible.

.
The documents in the second category should not be lodged in the Judicial Office ; it will, in most cases, be sufficient if the originals of these documents are held in readiness at the Bar on the hearing of the Appeal, as provided by Direction n^{os} 38, 39, 40.

Shorthand notes of the arguments in the Courts below must not be printed by either party. There are two exceptions to this Rule : 1^o when remarks by the Judge are relied on by either party ; 2^o when the arguments refer to facts which are admitted by both sides and no evidence has been called as to those facts.

The Appendix will be for the use of both parties on the hearing of the Appeal. (Eight copies of the Appendix, as soon as compiled, to be delivered to the solicitor for the Respondent).

.
29. The printed Case must be signed by one or more Counsel who shall have attended as Counsel in the Court below, or who shall purpose attending as Counsel on the argument at the Bar.
.

33. A Respondent can be heard at the Bar only upon lodging a printed Case. If the Respondent fails to lodge his Printed Case within the time

règlement (auquel cas il n'encourt aucune amende), l'affaire est, à la suite du dépôt par l'appelant de son mémoire et de l'*Appendix*, « portée à l'audience pour être jugée *ex parte* » (1) (Cf. *Direction*, n° 36). Si le dépôt par l'intimé de son mémoire imprimé a été retardé jusqu'au jour où l'affaire devait venir à l'audience, l'intimé doit demander une autorisation pour être admis à produire son mémoire.

.

36. Lorsque l'appelant a déposé son mémoire et l'*Appendix*, il doit obligatoirement remplir une formule de requête demandant que l'affaire soit entendue, afin que celle-ci puisse utilement venir (*ex parte* si l'intimé n'a pas déposé de mémoire, ce qui est prouvé par l'*affidavit* ou par une signification régulière de l'« *Order of Service* ») le premier jour d'audience qui suivra ou, si le délai originaire de 6 semaines n'est pas expiré, à la première audience après l'expiration de ce délai...

Si les mémoires de toutes les parties et l'*Appendix* ont été déposés avant l'expiration du délai de 6 semaines, prévu par le S. O. VI, chacune d'elles a la faculté de porter l'affaire à l'audience.

Un intimé qui a déposé son mémoire imprimé a le droit de demander que l'affaire soit entendue le premier jour d'audience après le délai originaire de 6 semaines, que l'appelant ait ou non déposé son mémoire.

Les avoués doivent remettre les dossiers (aux avocats) aussi rapidement que possible après que l'affaire aura été portée à l'audience.

37. Une liste d'ouvrages et de précédents auxquels l'avocat a l'intention de se référer dans son

(1) Sans que la partie adverse en soit avisée.

specified in the Order of Service (for which he incurs no penalty), the Cause is, on the lodgment by the Appellant of his printed Case and the Appendix, « set down for Hearing *ex parte* » (see Direction n^o 36). If lodgment of his printed Case by the Respondent has been delayed until a day for hearing the Cause has been actually appointed, the Respondent is required to petition for leave to lodge his printed case.

36. When the Appellant has lodged his Case and the Appendix, it is obligatory upon him to fill up the Motion Paper to set down the Cause for hearing, in order that the Cause may be set down for hearing (*ex parte* as to such Respondents as have not lodged printed cases, upon proof, by affidavit, of due service of the « Order of Service ») on the first sitting day thereafter, or, if the six weeks of original time have not expired, then on the first sitting day after such expiration...

If the printed Case of all parties and the Appendix thereto have been lodged before the expiration of the six weeks limited by Standing Order VI, it is optional for either side to set down the Cause for hearing.

A Respondent who has lodged his printed Case is at liberty to set down the Cause for hearing on the first sitting day after the expiration of the six weeks of original time, whether the Appellant has lodged his Case or not.

Solicitors should deliver briefs with as little delay as possible after the Cause has been set down for hearing.

37. A list of the books and cases to which Counsel intend to refer in the course of argument should

argumentation doit être déposée au *Judicial Office* le plus tôt possible avant que l'affaire ne soit entendue.

38. Pendant la durée des débats, les représentants (des parties) sont invités à tenir prêts à la barre les originaux (ou les copies acceptées en preuve devant les juridictions inférieures en remplacement des originaux) de tous les documents cités dans le mémoire imprimé et dans l'*Appendix*, pour le cas où la Chambre désirerait s'y référer.

43. Lorsque la Chambre a examiné l'appel, le projet de la décision proposée, ainsi que des instructions complètes sur la procédure à suivre, sont envoyés par la poste aux représentants de toutes les parties ayant déposé des mémoires. Lorsque l'arrêt définitif est prêt pour être rendu, le représentant de la partie gagnante en est avisé et doit se rendre au *Judicial Office* pour le recevoir.

Règlements applicables à tous les appels présentés à la Chambre des Lords à partir du 1^{er} novembre 1876.

RÈGLEMENT I.

Ordonné qu'aucune requête d'appel ne soit reçue par la Chambre si elle n'est pas déposée au greffe du Parlement pour présentation à la Chambre dans le délai de 6 mois à partir de la date de la décision attaquée.

RÈGLEMENT II.

Ordonné que toutes les requêtes d'appel dans les matières soumises, par l'*Administration of Justice (Appeals) Act 1934*, à l'autorisation de la

be lodged in the Judicial Office as early as possible before the hearing of the Appeal.

38. On the hearing of an appeal, the Agents are required to have in readiness below the Bar the originals (or such copies thereof as were accepted in evidence in the Courts below in lieu of the originals) of all documents set forth in the printed Case and the Appendix, in case the House may desire to refer to such originals or accepted copies.

43. When the House has given Judgment in an Appeal, a draft of the proposed Order is sent by post to the Agents of each party who has lodged a Case, accompanied by full instructions as to the procedure to be followed. When the final Judgment is ready for issue, the Agent of the successful party will receive notice, and will attend at the Judicial Office to take up the same.

Standing Orders applicable to all Appeals presented to the House of Lords on or after the 1st day of November 1876.

STANDING ORDER I.

Ordered, that no petition of appeal be received by this House unless the same be lodged in the Parliament Office for presentation to the House within six months from the date of the last decree, order, judgment, or interlocutor appealed from.

STANDING ORDER II.

Ordered, that all petitions of Appeal in Appeals in which the leave of the House is required under the Administration of Justice (Appeals) Act 1934,

Chambre soient transmises à la Commission d'Appel, qui décidera si une telle autorisation doit être donnée.

RÈGLEMENT III.

Ordonné que toutes les requêtes d'appel soient signées, et leur caractère raisonnable certifié par deux avocats.

.

RÈGLEMENT VI.

1. Ordonné que le mémoire imprimé et l'*Appendix* soient déposés au Greffe du Parlement dans les six semaines de la date de la présentation de l'appel à la Chambre, et que l'affaire soit entendue le premier jour d'audience après cette date (ou antérieurement, au choix de chacune des parties, lorsque les mémoires imprimés et l'*Appendix* ont été déposés) ; si l'appelant fait défaut (ne produit pas), l'appel est rejeté.

.

3. Ordonné que le mémoire imprimé soit signé par un ou plusieurs avocats qui ont assisté (la partie) devant les juridictions inférieures ou qui ont l'intention de l'assister à l'audience de la Chambre.

RÈGLEMENT VII.

Ordonné que tous les appels incidents soient présentés à la Chambre dans le même délai que celui prescrit par le Règlement VI pour le dépôt des mémoires à l'appui des appels principaux.

be referred to the Appeal Committee to consider whether such leave should be granted.

STANDING ORDER III.

Ordered, that all petitions of appeal be signed, and the reasonableness thereof certified, by two counsel.

.

STANDING ORDER VI.

1. Ordered that the printed Case and the Appendix thereto be lodged in the Parliament Office within six weeks from the date of the presentation of the appeal to the House ; and the Appeal be set down for hearing on the first sitting day thereafter (or as soon before, at the option of either party, as all the printed Cases and the Appendix shall have been lodged) ; on default by the Appellant, the appeal to stand dismissed.

.

3. Ordered that the printed Case be signed by one or more counsel, who shall have attended as counsel in the Court below, or shall purpose attending as counsel at the hearing in this House.

STANDING ORDER VII.

Ordered that all cross-appeals be presented to the House within the period allowed by Standing Order No VI for lodging cases in the original appeal.

ANNEXE II

L'annexe II contient les extraits, relatifs à la Chambre des Lords, des dernières statistiques judiciaires anglaises, présentées au Parlement par le Lord Haut Chancelier en juillet 1935 (1).

Nous remercions vivement Monsieur le Professeur Lévy-Ullmann qui a bien voulu nous communiquer cet intéressant document.

(1) Judicial Statistics, England and Wales, 1934. CIVIL JUDICIAL STATISTICS. Statistics relating to The Judicial committee of the Privy Council, The House of Lords, The Supreme Court of Judicature, County Courts and other Civil Courts for the year 1934. Compiled by the County Courts Branch, Lord Chancellor's Department, House of Lords S.W.1. Presented by the Lord High Chancellor to Parliament by Command of His Majesty, July 1935 London, 1935. Cmd 4997.

I. *Tableau comparatif des instances formées devant la Chambre des Lords de 1910 à 1934 :*

	1913	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934
Nombre total des recours	71	70	80	71	58	73	60	74	57	62	63	69
Recours contre les arrêts des Cours d'Angleterre	50	55	62	44	41	46	36	46	43	48	47	53

Moyennes annuelles par périodes quinquennales :

	1910-1914	1915-1919	1920-1924	1925-1929	1930-1934
Nombre total des recours ..	88	80	86	68	65
Recours contre les arrêts des Cours d'Angleterre ..	16	51	58	46	47

II. *Instances judiciaires devant la Chambre des Lords.*

La nature, les fonctions et la composition de la Chambre des Lords en tant que juridiction d'appel sont définies par l'*Appellate Jurisdiction Act* 1876, et d'autres lois.

Il y a appel devant la Chambre des Lords contre tout arrêt ou jugement :

1) de la *Court of Appeal* d'Angleterre, avec autorisation [Par application de la Section I de l'*Administration of Justice (Appeals) Act* 1934, il n'y a pas d'appel devant la Chambre des Lords contre un arrêt ou un jugement de la *Court of Appeal* rendu après le 1^{er} octobre 1934, sauf avec l'autorisation de cette Cour ou de la Chambre des Lords].

2) de toutes les Cours d'Ecosse, contre les décisions desquelles il y avait appel avant cette loi (de 1876) en vertu de la *Common Law* ou d'une disposition législative.

3) de toutes les Cours d'Irlande du Nord, contre les décisions desquelles il y avait appel avant cette loi (de 1876) en vertu de la *Common Law* ou d'une disposition législative.

Aucun appel n'est entendu par la Chambre des Lords si ce n'est en présence de trois au moins parmi les personnalités suivantes, désignées sous le nom de « Lords d'Appel » : a) Lord Chancelier ; b) Lords d'Appel en service ordinaire ; c) les Pairs du Parlement exerçant ou ayant exercé de hautes fonctions judiciaires (Pour la définition, voir *Appellate Jurisdiction Act* 1876, s. 25, et *Appellate Jurisdiction Act* 1887, s. 5).

Par application du *Criminal Appeal Act* 1907, et du *Criminal Appeal (Northern Ireland) Act* 1930, on peut, dans certains cas, faire appel contre les décisions des Cours des Appels Criminels d'Angleterre et d'Irlande du Nord.

<i>Appels entendus :</i>									
Appels venus à l'audience ..	39	1	13	1	—	—	54		
Retirés ou désistés avant l'audience	6	—	1	1	—	—	8		
Retirés ou désistés pendant l'audience	3	—	—	—	—	—	3		
<i>Définitivement jugés :</i>									
a) Arrêt ou interlocutoire confirmé	23	—	4	1	—	—	28		
b) Arrêt ou interlocutoire modifié	—	—	—	—	—	—	—		
c) Arrêt ou interlocutoire réformé	6	1	2	—	—	—	9		
d) Autres décisions	1	—	1	—	—	—	2		
Total des affaires jugées en :									
1934.....	39	1	8	2	—	—	50		
1933.....	46	—	17	2	2	—	67		
Appels pendants à la fin de l'année	43	—	11	—	—	—	54		

*Requêtes interlocutoires et demandes (d'autorisation)
d'appel.*

Pendantes au commencement de l'année . . .	4
Présentées au cours de l'année	83
Pendantes à la fin de l'année	1

Procédures de demandes d'assistance judiciaire.

Demandes pour appeler ou défendre :

Pendantes au commencement de l'année . .	—
Présentées au cours de l'année	7
Demandes refusées (pas de motif sérieux) .	4
Demandes admises	2
Demandes retirées	—
Pendantes à la fin de l'année	1

*Résultats des appels où des indigents étaient parties
jugés pendant l'année.*

Indigents gagnants	—
Indigents perdants	1
Appels retirés	1

*Durée de l'instance
(du jour de la présentation de l'appel).*

Inférieure à 3 mois	1
De 3 à 6 mois	10
De 6 mois à 1 an	21
De 1 an à 2 ans	7
Supérieure à 2 ans	—

Frais et Dépens.

Etats des frais taxés	44
Dépens entrés	£ 35,912
Dépens alloués	£ 23,044

Audiences judiciaires.

Nombre de jours d'audience de la Chambre. .	106
Séances de la Commission d'Appel	3
Nombre de jours où les assesseurs assistaient .	—

Contestations relatives aux Pairies.

Requêtes jugées	—
Requêtes pendantes.	4

BIBLIOGRAPHIE

I. — AUTEURS FRANÇAIS

- ANCEL (Marc). — *La Common Law d'Angleterre*, Paris, 1929.
- FRANQUEVILLE (De). — *Le système judiciaire de la Grande-Bretagne*, 2 vol., Paris, 1893.
- GLASSON (E.). — *Histoire du droit et des institutions de l'Angleterre, comparés au droit et aux institutions de la France*, Paris, 1898.
- LÉVY-ULLMANN (Henry). — *Le Système juridique de l'Angleterre*, Paris, 1929.
- *Cours professé à la faculté*, 1929-1930.
- MARTY (Gabriel). — *La distinction du fait et du droit*, Paris, 1929.
- PETIT-DUTAILLIS (Ch.). — *La monarchie féodale en France et en Angleterre, Xe-XIII^e s.* Paris, 1933.
- SÉITZ (Emile). — *Les principes directeurs de la procédure criminelle de l'Angleterre*, Paris, 1928.
- WINKEL (H.). — *Le problème de la juridiction suprême*, Utrecht, 1934.

II. — AUTEURS ANGLAIS

- ALLEN (C.-K.). — *Law in the Making*, Oxford, 1927.
- BEAL (Edw.). — *Cardinal Rules of Legal Interpretation*, 3^e éd., Londres, 1924.
- BEVEN (Thomas). — *Appellate Jurisdiction of the House of Lords*, *The Law Quarterly Review*, XVII, pp. 155-170 et 357-371.
- BLACKSTONE (Will.). — *Commentaries on the Laws of England*, Londres, éd. de 1827.
- BRACTON (Henrius de). — *De Legibus et Consuetudinibus Angliæ*. Ed. par G. E. Woodbine, Newhaven, 1915-1922.

- CARTER (A. T.). — *A History of English Legal Institutions*, Londres, 1906.
- COBBETT. — *Parliamentary Debates*, Londres, 1892.
- DICEY (A.-V.). — *Law and Opinion in England during the 19th century*, 3^e éd., Londres, 1917.
- GRAY (John Chipman). — *The Nature and Sources of Law*, New-York, 1921.
- HALE (Sir Matthew). — *The Jurisdiction of the Lord's House or Parliament, considered according to Antient Records*, éd. de Hargrave, Londres, 1796.
- HALSBURY (Earl of). — *The Laws of England*, Londres, 1909.
- HATSEL. — *Precedents*.
- HOLDSWORTH (Sir William). — *History of English Law*, Londres, 1914.
- *The House of Lords 1689-1783*, The Law Quarterly Review, XLV, p. 326-330.
- HOLLAND (T.-E.). — *Elements of Jurisprudence*, Londres, 1917.
- MAITLAND (F.-W.). — *Parliament Roll*, Londres, 1893.
- MAY (Th.-E.). — *A Treatise of the Law, Privileges, Proceedings and Usage of Parliament*, 11^e éd., Londres, 1906.
- *Parliamentary Practice*, Londres, 1893.
- PALMER (Sir F.-B.). — *Practice in the House of Lords*.
- PIKE (L.-O.). — *A Constitutional History of the House of Lords*, Londres, 1894.
- POLLOCK (Sir Frederick). — *A First Book of Jurisprudence*, Londres, 1929.
- POLLOCK and MAITLAND. — *History of English Law to the Death of Edward I*, Cambridge, 1898.
- SMITH (J.-W.). — *A Selection of Leading Cases on the Various Branches of the Law*, Londres, 1915.
- STEPHEN (H.-J.). — *Commentaries of the Laws of England*, 19^e éd., Londres, 1928.
- STUBBS (M.-B.). — *The Constitutional History of England*, 5^e éd., Oxford, 1896.
- *Selected Charters*, Oxford, 1925.

TABLE DES ARRÊTS CITÉS

	Pages
<i>Aberaman, Ironworks v. Wickens</i> (1868), L. R. 5, Eq. 485	76
<i>Advocate (Lord) v. Dunglas (Lord) v. Officers of State for Scotland</i> (1841), 9 Cl. & Fin. 173.	99
<i>A. G. v. Ward</i> (1836), 1 My. & Cr. 449.	141
<i>Alice Perrer's case</i> (1337), 3 Rot. Parl. 40.	39
<i>Annesley v. Sherlock, Lecky « History of Ireland », t. I, p. 447-448</i>	36
<i>Arkwright v. Newbold</i> (1880), 28 W. R. 828.	76
<i>Attwood v. Small</i> (1838), 6 Cl. & Fin. 232.	76
<i>Bacon's (Lord) case</i> (1620), 2 St. Tr. 1087.	89
<i>Banco de Portugal v. Waddell</i> (1880), 50 A. C. 161, 42 L. T. 698.	75
<i>Beamish v. Beamish</i> (1861), 9 H. L. Cas. 274	137
<i>Begg v. Begg</i> (1890), 15 A. C., 170 H. L.	84
<i>Bishop of Heresford's case</i> , Hale, ch. XXII	25
<i>Blair v. Haycock Cable Co</i> (1917), 34 T. L. R. 39.	99
<i>Bradlangh v. Clarke</i> (1883), 8 A. C. 354.	48
<i>Bright v. Hutton</i> (1852), 3 H. L. Cas. 341-371	68
<i>Bow's Emporium Ltd v. Brett & Co</i> (1928), T. L. R. t. 44, p. 194	111
<i>Bristol (Earl of) v. Clarendon</i> (1663)	39
<i>Brougham R. v. Millis</i> (1844), 10 Cl. & Fin. 534.	67
<i>Brown v. Annandale</i> (1842), 8 Cl. & Fin. 453	136
<i>Butt. Henry & Co Ltd v. Weston City District Council</i> (1920), <i>Weekly Notes</i> , 241.	80

<i>Caland (P.) & Freight v. Glamorgan, S. S. C^o Ltd</i> (1893), A. C. 207, 9 T. L. R. 309.	110
<i>Caledonian Railway C^o v. Barrie</i> (1903), A. C. 126.	98
<i>Caledonian Railway C^o v. Walker's Trustees</i> (1882), 7 A. C. 302.	140
<i>Campbell & C^o Ltd v. Pollack</i> (1927), 43 T. L. R. 495	98
<i>Cavendish (John) v. Michel de la Pole</i> (1384), Rot. Parl. III, 168.	24
<i>Chatterton v. City of London Brewery C^o Ltd</i> (1915), 112 T. L. R. 1005, A. C. 631	101
<i>Chippens Oil C^o Ltd v. Edinburgh & District Water Trustees</i> (1907), A. C. 291, 76, L. J. P. C. 79, H. L.	74
<i>City of Chester (The)</i> (1884), 9 P. D. 182-207	52
<i>Cleaver v. Cleaver</i> (1884), 9 A. C. 631, H. L.	98
<i>Cookney v. Anderson</i> (1863), De G. J. & S. 365	143
<i>Cooper v. General Accident Fire & Life Insurance</i> (1923), 92 L. J. P. C. 168.	110
<i>Darley Main Colliery C^o v. Mitchell</i> (1886), 11 A. C. 127-134	138
<i>Derwentwater's (Lord) case</i> (1642), 4 St. Tr. 761	89
<i>Dimes v. Grand Junction Canal Proprietors</i> (1852), 3 H. L. C. 759-784.	68
<i>Duvergier v. Fellowes</i> (1832), 1 Cl. & Fin. 39	84
<i>Egerton v. Browalow</i> (Earl), 1853, 4 H. L. C.	81
<i>Ferguson (or Beattie) v. Glasgow Corporation</i> (1917), S. C. H. L. 22.	102
<i>Fletcher v. Sondes</i> (1827), 1 Bli. N. S., 249	136
<i>Galbraith v. Cooper</i> (1860), 8 H. L. Cas. 316.	83
<i>Glasgow's case</i> (1914), L. J. 84, p. 161	110
<i>Goldstone v. Goldstone</i> (1922), 127 L. T. 32	72
<i>Harman v. Official Receiver & others</i> (1934), 150 T. L. R. 501.	101
<i>Halmaker v. Nathan & C^o</i> (1919), 36 R. P. C. 231, H. L.	75
<i>Hensman v. Fryer</i> (1867), L. R. Eq. 627	133
<i>Herbert's case</i> (1642), 4 St. Tr. 119.	89

<i>Houldsworth v. City of Glasgow Bank</i> (1880), 5 A. C. 317-335	138
<i>Hulton v. Bright</i> (1852), 3 H. L. Cas. 341-371	68
<i>James Joicey v. N. E. R. Y.</i> (1907), 1 K. B. 402.	77
<i>Jandus Arc Lamps & Electric v. Arc Lamps</i> (1905), 21 T. L. R. 308	77
<i>Kay v. Marshall</i> (1841), 8 Cl. & Fin. 245.	76
<i>Keam v. Adelaide Licensing J. J.</i> (1908), A. C. 454.	98
<i>Kent Coal Concessions Ltd v. Duguid</i> (1910), A. C. 452	81
<i>Lightbody v. West</i> (1902), 87 L. T. 138	67
<i>Livingstone v. Rawyards Coal Co</i> (1880), 5 A. C. 25, 42 L. T. 334	77
<i>London Street Tramway Co v. County Council</i> (1898), A. C. 375.	138
<i>London & Westminster Bank</i> (1834), 1 Bing. N. C. 197	67
<i>Maccabe v. Hussey</i> (1831), 5 Bli. N. S. 715, 2 Dow. & Cl. 440.	76
<i>Macfarlane v. Taylor</i> (1868), 18 L. T. 214, H. L.	80
<i>Mackersy v. Ramsays, Bonars & Co</i> (1843), 9 Cl. & Fin. 818	84
<i>Marpessa's case</i> (1907), L. R., p. 241.	100
<i>Maxwell v. Director of Public Prosecutions</i> (1934), 151 L. T. R. 477	118
<i>Mirehouse v. Rennell</i> (1833), 1 Cl. & Fin. 527-546	124
<i>M'Naghlen's case</i> (1843), 10 Cl. & Fin. 200.	67
<i>Nicolas de Segrave's case</i> (1305), Parl. Roll. I, 305, R. S. 449	39
<i>Nine Lords' case</i> (1642), 4 St. Tr. 175	89
<i>North Straffordshire Railway Co v. Edge</i> (1920), A. C. 254, 122 L. F. 385.	77
<i>O'Connell v. R.</i> (1844), 11 Cl. & Fin. 155, L. Q. R. XVII, 369	66
<i>Olympic's case</i> (1914), L. J. t. 84, p. 49.	80
<i>Osborne v. Rowlett</i> (1880), 13 Ch. D. 774-785	132
<i>Paquin Ltd. v. Beauclerck</i> (1906), A. C. 148 ; 94 L. T. 350.	82

<i>Paty's case</i> (1705), Salk, 504	35
<i>Pryce v. Monmouthshire Canal & Railway Co</i> (1879), 4 A. C. 197, 40 L. T. 630.	82
<i>Quinn v. Leatham</i> (1901), A. C. 506	139
<i>R. v. Carroll</i> (1844), 10 Cl. & Fin. 534	67
<i>R. v. Flavell</i> (1926), 19 Cr. Ap. Rep. 141	67
<i>R. v. Knollys</i> , 1 Raym. 10 (1694)	43
<i>R. v. Millis</i> (1843), 9 Cl. & Fin. 534.	137
<i>R. v. True</i> (1922), L. T. 561.	67
<i>Re Hallett's Estate</i> (1879), 13 Ch. D. 713.	132
<i>Sadler v. G. W. Railway</i> (1896), A. C. 450	81
<i>St-John's Peerage Claim</i> (1915), A. C. 282-308.	139
<i>Seymour v. Lord Euston</i> , Cobbett, <i>Parl. Deb.</i> , t. VII, pp. 577 et 669	46
<i>Shirley v. Fagg</i> , 6 St. Tr. 1122 (1675)	38
<i>Skinner v. East India Co</i> , <i>Hargrave's Preface</i> , CIII, 6 St. Tr. 710	31
<i>Staunton</i> , Y. B. 13, 14 Ed. III, R. S. 36-13.	33
<i>Strathlorne S. S. Co v. Baird & Sons</i> (1916), S. C. 134, H. L.	110
<i>Strathlorne S. S. Co v. Harold</i> (1919), 35 L. T. R. 336, H. L.	75
<i>Syke v. Barraclough</i> (1904), 2 K. B. 675	66
<i>The Singapore & the Hebe</i> (1866), L. R. 1 P. C. 378	141
<i>Thompson v. Waller</i> (1710), 24 E. R. 140, L. C.	76
<i>Viscount Melville</i> (1806), 29 St. Tr. 550-606.	89
<i>Viscountess Khoudda's claim</i> (1922), A. C. 282-308.	139
<i>Wallace v. Patton</i> (1846), 12 Cl. & Fin. 491.	83
<i>Walers v. Groom</i> (1844), 11 Cl. & Fin. 684	83
<i>West Ham Union Guardians v. St-Matthew Bethnal Green</i> (1894), A. C. 230-242 ; 70 T. L. 818	84
<i>Woolmington v. Director of Public Prosecutions</i> (1935), 179 L. T. J. 406.	118
<i>Yeo v. Tatem, The Orient</i> (1871), L. R. 3 P. C. 696.	81
<i>Young & Co v. Leven</i> (1816), 3 E. R. 1116, H. L.	80

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	Pages 9
------------------------	------------

PREMIÈRE PARTIE

APERÇU HISTORIQUE

CHAPITRE PREMIER. — LES ORIGINES DU RÔLE	
JUDICIAIRE DU PARLEMENT ANGLAIS.	15
SECTION I. — <i>La Curia Regis</i>	15
SECTION II. — <i>Le Parlement de 1295</i>	17
1 ^o Nature	17
2 ^o Rôle	17
3 ^o Composition	18
4 ^o Compétence	19
5 ^o Fonctionnement	19
CHAPITRE II. — L'ÉVOLUTION DU RÔLE JUDICIAIRE	
DE LA CHAMBRE DES LORDS JUSQU'AU XIX ^e SIÈCLE. .	22
SECTION I. — <i>Le Parlement anglais aux XIV^e et</i>	
<i>XV^e siècles</i>	22
1 ^o Spécialisation des fonctions gouvernementales .	22
2 ^o Dégagement de la compétence de la Chambre	
des Lords.	25
3 ^o Développement de l'idée de Pairie	27
SECTION II. — <i>Le Parlement aux XVI^e et début</i>	
<i>XVII^e siècles</i>	28
SECTION III. — <i>L'élaboration définitive de la compé-</i>	

<i>tence judiciaire de la Chambre des Lords jusqu'à la fin du XVII^e et au XVIII^e siècles</i>	29
1 ^o <i>Compétence civile</i>	29
A) <i>Compétence de premier degré</i>	30
B) <i>Compétence de réformation</i>	32
a) <i>Immixtion dans les procédures en cours</i>	32
b) <i>Appels pour errors</i>	33
1 ^o <i>Développement historique</i>	33
2 ^o <i>Fonctionnement</i>	34
<i>Petition of error.</i>	34
<i>Writ of error</i>	35
c) <i>Appels en matière d'equity</i>	37
2 ^o <i>Compétence criminelle</i>	38
A) <i>Procédures tombées en désuétude ou abolies</i>	38
a) <i>Trahisons</i>	38
b) <i>Accusations directes</i>	39
B) <i>Procédures existant actuellement</i>	40
a) <i>Impeachments</i>	40
b) <i>Procès des Pairs</i>	41
c) <i>Cas de privilèges</i>	42
3 ^o <i>Composition de la Chambre des Lords. — Assistance des juges. — Son évolution.</i>	43
 CHAPITRE III. — LE RÔLE JUDICIAIRE DE LA CHAMBRE DES LORDS AU XIX ^e SIÈCLE ET JUSQU'A NOS JOURS	45
GÉNÉRALITÉS : <i>Causes de la décadence du rôle judiciaire de la Chambre des Lords</i>	45
SECTION I. — Le <i>Judicature Act de 1873</i>	49
SECTION II. — L' <i>Appellate Jurisdiction Act de 1876.</i>	50
A) <i>Importance</i>	50
B) <i>Réformes</i>	51
a) <i>Composition</i>	51
b) <i>Fonctionnement</i>	52

C) Principales réformes législatives postérieures. . .	53
a) L'attribution de la compétence pénale en 1907. . .	53
b) La loi du 25 juillet 1934.	53

DEUXIÈME PARTIE

ORGANISATION ACTUELLE

GÉNÉRALITÉS : <i>Place de la Chambre des Lords</i>	57
Comme organe législatif	58
Comme Cour de Justice	59
CHAPITRE PREMIER. — COMPOSITION DE LA	
CHAMBRE DES LORDS JUDICIAIRE.	62
1. — <i>Lords d'Appel</i>	62
2. — <i>Lords d'Appel en service ordinaire</i>	63
3. — <i>Consultation des juges</i>	65
CHAPITRE II. — PROCÉDURE DEVANT LA CHAMBRE	
DES LORDS.	69
SECTION I. — <i>Introduction de l'instance</i>	69
1 ^o Requêtes. — Signatures.	69
2 ^o Autorisation d'appeler.	70
3 ^o Délais. — Confection de l' <i>appendix</i>	71
SECTION II. — <i>Instruction du procès</i>	72
1 ^o Procédure écrite et contradictoire.	72
2 ^o Admission des preuves.	74
SECTION III. — <i>Arrêts de la Chambre des Lords</i> . . .	78
1 ^o Portée.	79
2 ^o Exécution	79
3 ^o Cas de réformation	80
SECTION IV. — <i>Attribution des frais</i>	82

TROISIÈME PARTIE

ATTRIBUTIONS ET COMPÉTENCE

GÉNÉRALITÉS.	87
----------------------	----

CHAPITRE PREMIER. — JURIDICTION DE PREMIER	
DEGRÉ.	88
1 ^o <i>Impeachment</i>	88
2 ^o Jugements de Pairs.	90
3 ^o Contestations relatives aux Pairs	90
4 ^o Quelques autres procédures.	91
CHAPITRE II. — JURIDICTION D'APPEL.	
SECTION I. — <i>Le principe : compétence générale</i> . . .	93
SECTION II. — <i>Les restrictions au principe</i>	95
1 ^o Matières exclues	95
Procès concernant le mariage et la filiation. . .	96
Questions de frais et dépens	98
Questions de procédure	99
Erreurs de comptes	100
2 ^o Matières soumises à l'autorisation préalable . .	100
Avant la loi de 1934.	100
Faillites	100
Interlocutoires	101
Loi de 1934.	103
3 ^o Distinction du fait et du droit	108
Principes et exceptions.	108
Comparaison avec une juridiction de cassation .	112
CHAPITRE III. — JURIDICTION DE CASSATION EN	
MATIÈRE CRIMINELLE	116
1. — <i>Exemples</i>	118
2. — <i>Caractéristiques</i>	119

QUATRIÈME PARTIE

EFFET DES ARRÊTS DE LA CHAMBRE DES LORDS

GÉNÉRALITÉS.	123
CHAPITRE PREMIER. — LE SYSTÈME DU PRÉCÉ-	
DENT	124

1. — <i>Définition</i>	124
2. — <i>Historique</i>	125
3. — <i>Nature. — Rôle du juge</i>	127
4. — <i>Règles d'application</i>	130
5. — <i>Exceptions et tempéraments</i>	131
CHAPITRE II. — APPLICATION DU SYSTÈME DU	
PRÉCÉDENT AUX ARRÊTS DE LA CHAMBRE DES LORDS .	134
SECTION I. — <i>Effet des arrêts de la Chambre des Lords</i>	
<i>sur sa propre jurisprudence</i>	134
1 ^o Caractère exceptionnel.	134
2 ^o Historique. — Controverse.	135
3 ^o Dans quelle mesure la Chambre des Lords est liée	139
SECTION II. — <i>Effet des arrêts de la Chambre des</i>	
<i>Lords sur les décisions des autres juridictions</i>	141
1 ^o Sur les juges inférieurs.	141
2 ^o Sur la jurisprudence du <i>Privy Council</i>	143
CONCLUSION : <i>Importance des arrêts de la Chambre des</i>	
<i>Lords</i>	144
CONCLUSION GÉNÉRALE.	147
ANNEXE I : TEXTE DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA	
CHAMBRE DES LORDS	159
ANNEXE II : STATISTIQUES JUDICIAIRES POUR 1934. .	177
BIBLIOGRAPHIE	185
TABLE DES ARRÊTS CITÉS.	187

Etablissements André Brulliard. — Saint-Dizier (Haute-Marne). — 1936.
